



**Université d'été « Femmes, Débat et Société »**  
**Retranscription des débats de la matinée du 4 juillet 2006**

**« La relève en politique passera-t-elle par les femmes ? »**

**Sommaire**

Interventions d'ouverture	2
La relève en politique passera-t-elle par les femmes ?	20
Présentation des candidates à l'investiture pour les élections de 2007	44
Interventions de synthèse	54
Annexe	63

# La relève en politique passera-t-elle par les femmes ?

## Interventions d'ouverture

*Sylvianne VILLAUDIÈRE, Présidente de FDS*

*Nadia MARIK, Directrice adjointe de l'IEP de Paris*

*Marie-Jo ZIMMERMANN, Députée de la Moselle, Présidente de la Délégation de l'Assemblée Nationale aux Droits des Femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes*

*Françoise MIQUEL, Modératrice du débat, membre de FDS*

*Brice TEINTURIER, Directeur Général adjoint de TNS-Sofres*

### **Sylvianne VILLAUDIÈRE**

Je vous propose simplement de vous asseoir. Nous allons lancer nos travaux. Et bien entendu, je passe la parole à Madame Nadia Marik qui nous accueille ici aujourd'hui.

### **Nadia MARIK (validé)**

Permettez-moi tout d'abord de vous dire combien je suis heureuse de vous accueillir aujourd'hui à Sciences Po et fière, car s'il m'arrive très fréquemment d'ouvrir des colloques, c'est la plupart du temps pour remplacer Richard Descoings notre directeur. Or, cette fois-ci, c'est bien à moi que l'on a fait l'honneur de solliciter cette introduction. J'en suis doublement heureuse et émue parce que votre présence, ici, dans cet amphithéâtre me rappelle de merveilleux souvenirs. Avec Françoise, ici présente, mais également avec Sylvianne et quelques-unes d'entre vous dont Valérie Pécresse, nous avons commencé à nous réunir, il y a quelques années, dans un petit restaurant près du Sénat, dans le cadre de l'association « Femmes, Débat et Société ». Lorsque je vois aujourd'hui la liste des femmes qui font partie de notre association, je me dis que, finalement, à cette époque, Sylvianne et Valérie ont eu raison de créer ce mouvement.

Le thème de cette matinée est « *La relève en politique passera-t-elle par les femmes ?* ». J'ai envie de dire « qu'elle passe déjà par les femmes ». Sans pour autant parler de Michelle Bachelet, qui n'a plus à faire ses preuves, ni d'Angela Merkel, je voudrais simplement rappeler, qu'en France, nombre de femmes parmi vous sont déjà élues et réussissent en politique. Vous allez entendre tout à l'heure Mme Vautrin, Valérie Pécresse pour laquelle j'ai une tendresse particulière et dont j'ai suivi la difficile campagne dans les Yvelines. Oui, la relève passe déjà par les femmes en politique. Et sans m'attarder sur l'exemple de Ségolène Royal, je voudrais juste dire ici que la manière

vertigineuse dont cette candidate grimpe dans les sondages, prouve, s'il le fallait, que les femmes sont attendues par l'opinion publique qui a vraiment envie d'un discours différent de celui des hommes.

Je voudrais terminer en disant que même si les signaux sont forts aussi bien en politique, que dans la vie économique, et il suffit pour cela de rappeler la nomination de Laurence Parisot l'an passé à la tête du MEDEF, et cette année la nomination d'Anne-Marie Idrac à la direction de la SNCF. Si vous lisez les articles concernant Mme Idrac, il n'est jamais fait allusion au fait que c'est une femme. Elle est légitime parce que son action à la tête de la RATP a été particulièrement efficace.

Donc, même s'il y a des signes très encourageants, nous ne sommes pas au bout du chemin. Un exemple : même si les femmes ont voté pour la première fois au Koweït, aucune femme n'a été élue. Le combat doit continuer.

Encore une fois, bienvenue à Sciences Po et j'espère que vos débats seront particulièrement fructueux. Merci.

### **Sylvianne VILLAUDIERE**

Nadia, avant que tu ne te sauves, au nom de tous les membres de notre Association, vraiment un grand merci. Un grand merci d'abord pour tes mots, tes mots formidables d'accueil pour l'ouverture de ce colloque, mais aussi merci parce que, depuis maintenant 48 heures, tu nous accueilles ici dans ces locaux pour une université d'été que nous avons lancée avec l'ensemble des membres de notre association. Nous avons pu, grâce à toi, grâce à Science Po, être accueillis favorablement dans ces locaux. Moi aussi, je suis émue parce que c'est la première fois que je parle depuis cette tribune. Et il y a une bonne vingtaine d'années, j'étais plutôt par là-bas. Et en l'occurrence, au-delà de ce souvenir formidable, je suis très, très heureuse que ce soit aujourd'hui une femme à la Direction de Science Po qui nous accueille et qui nous permette de lancer des travaux et qui marque combien Science Po reste une institution très ouverte, complètement dans la perspective et ouverte pour les sujets d'avenir tout simplement. Merci à toi.

Simplement, je vous propose de vous accueillir en quelques mots parce que nous avons un programme bien chargé. Je voulais tout simplement vous dire que je suis extraordinairement heureuse d'ouvrir maintenant ce débat, ce colloque. Nous avons souhaité l'inscrire dans le cadre des travaux de l'université d'été de « Femmes, Débat et Société » que vous connaissez peut-être.

Certains d'entre vous ne connaissent peut-être pas totalement notre association. Sachez qu'elle existe depuis sept ans maintenant, qui est née dans le cadre d'une mouvance qui consistait à ouvrir le débat, chercher à renouveler un petit peu notre corpus d'idées en politique au centre et à droite. Et justement « Femmes, Débat et Société » affiche très clairement la couleur : nous sommes bien des femmes toutes rassemblées pour une mobilisation du débat politique public sur une plate-forme qui nous rassemble autour de ces familles politiques du centre et de droite.

Et clairement, nous avons le souhait, dans nos familles politiques, d'apporter, nous les femmes, un regard différent, complémentaire probablement, puisque c'est le regard des femmes de « Femmes, Débat et Société » qui sont toutes des femmes engagées, des femmes actives, qui sont des femmes qui ont toutes des responsabilités dans la vie politique, dans la vie publique, dans les entreprises, tout simplement dans leur activité professionnelle. Donc elles sont extrêmement variées et viennent de toutes les régions françaises. Et ceci a été extrêmement important. Et nous avons eu aussi la

chance de voir, depuis ces sept dernières années, la naissance de plusieurs clubs régionaux, et nous sommes très contentes, aujourd'hui, et vous pouvez, ici même, discuter avec nos femmes, membres également de nos clubs régionaux puisqu'elles sont toutes invitées à nous rejoindre en université d'été cette année à Paris.

Nous avons eu déjà des débats dans beaucoup d'autres villes à l'occasion de nos universités d'été, que ce soit à Poitiers, et je remercie Françoise Vilain et Fabienne Aubin, notre Présidente du club Poitou-Charentes, qui nous a accueillis à Poitiers il y a quatre ans. Martine Calderoli-Lotz, notre Présidente du club de Strasbourg, qui nous a accueillis en université d'été il y a trois ans sur le thème « *Les femmes et l'Europe* ». Et puis, l'an dernier, Marie-Laure Boulot, Présidente de notre club Rhône-Alpes, sur le thème « *Les femmes et la paix* ».

Nous avons pu ainsi déjà traiter beaucoup de sujets, puisque « Femmes, Débat et Société » n'est pas exclusivement centré seulement sur les femmes en politique. C'est bien sûr un sujet, et on va le traiter aujourd'hui, qui nous anime beaucoup, qui nous intéresse, qui nous interpelle et qui nous mobilise. Mais, en l'occurrence, nous traitons, nous « Femmes, Débat et Société », de bien d'autres sujets, nous ouvrons le débat pour apporter un regard féminin sur tout type de sujets de société, des sujets économiques, des sujets sociétaux, des sujets environnementaux. Et hier encore, notre université d'été nous a clairement montré combien la richesse, la vision des femmes que nous sommes peut être large et transversale sur bien des sujets traités.

Ces cinq ou six dernières années, où il y avait au pouvoir des instances dirigeantes qui appartenaient à nos familles politiques, nous avons plutôt travaillé un peu dans les coulisses, il faut bien l'avouer. Nous avons travaillé directement en contact avec un certain nombre de responsables politiques et publics. Nous l'avons fait, je crois, avec beaucoup de détermination et, on peut le dire, dans certains cas, avec certains éléments d'efficacité. Mais on se dit qu'aujourd'hui nous arrivons, cette année 2006, dans une période un peu différente. Avec ce combat électoral qui s'ouvre pour 2007, avec ses différentes échéances nombreuses, majeures, importantes, il y a là une période qui va être une période plus de combat. Très clairement, je le dis, il faut gagner, il faut continuer à gagner pour faire progresser notre pays dans l'Europe. Et la voix des femmes de nos familles politiques, c'est une voix qu'il faut continuer à faire entendre et à pousser.

Donc, tout simplement, nous avons décidé d'ouvrir un débat public. Nous avons décidé d'intervenir dans le débat, de présenter cette voix des femmes le plus haut possible et le plus fortement possible. Et nous nous sommes dit que la meilleure façon de la faire était de lancer, tout simplement, une grande réflexion sur ce que peuvent être, ce que sont réellement et ce que peuvent faire les femmes en politique, mais aussi comment elles peuvent le faire. Et il était important de commencer par bien dégager les meilleurs arguments, les meilleurs éléments qui sont nos forces, et peut-être parfois, il faut l'avouer dans certains cas, nos faiblesses, mais en tous les cas les éléments d'argument, les éléments de mobilisation, les forces qui sont les nôtres.

Et pour cela, nous avons donc décidé d'ouvrir ce débat, aujourd'hui, à Science Po, pour que nous en débattions avec sérieux, en réfléchissant entre nous en nous appuyant sur l'expérience qui est grande parmi nous, de celles qui sont déjà en politique. Nous appuyer également sur l'expérience de celles qui veulent rentrer en politique. Celles qui, parfois, n'y parviennent pas avec toute l'aisance qui pourrait être souhaitable mais qui, parfois, avec énormément de détermination, montrent le chemin, montrent qu'il est possible d'entrer en politique avec beaucoup de réussite, beaucoup de *brio* et beaucoup de talent, puisque c'est bien cela qui aussi nous anime, nous les femmes.

Et en parlant de talent, je vais demander tout simplement à Françoise Miquel, qui a accepté d'animer ce débat et qui est membre de notre Conseil d'Administration, d'ouvrir dans un instant nos travaux et de lancer ce préambule. Je lui laisserai le soin de présenter nos intervenants mais d'abord, au nom de tous les membres de « Femmes, Débat et Société », je remercie infiniment l'ensemble de tous ceux et celles qui ont accepté d'intervenir aujourd'hui. Ceux et celles qui ont accepté de témoigner, qui vont participer à ce débat que nous ouvrons.

Marie-Jo Zimmermann, merci d'avoir accepté d'ouvrir en quelques mots ce débat. Je sais qu'il y a eu, compte tenu de vos impératifs aux unes et aux autres, quelques éléments de réorganisation de nos travaux. Donc nous allons d'abord laisser parler Marie-Jo quelques minutes et ensuite, Françoise ouvrira le débat.

Merci beaucoup à vous toutes.

### **Marie-Jo ZIMMERMANN (validé)**

D'abord, merci de m'avoir conviée à votre université d'été.

La raison de mon intervention à ce stade du débat, c'est que tout à l'heure, à 11 heures, à Matignon, les présidents de commissions et de délégations parlementaires se réunissent pour traiter de l'ordre du jour de la prochaine session. Et dans cet ordre du jour, je pense que nous allons réussir à faire inscrire le projet de loi introduisant une obligation de parité dans la composition des exécutifs municipaux et régionaux, dans la désignation des délégués des communes au sein des intercommunalités, ainsi que le renforcement des pénalités financières en cas de non respect de la parité de candidatures aux élections législatives.

Je ne vous cache pas que l'Observatoire de la parité ayant été à l'avant-garde de ces propositions, je souhaite être présente au moment où l'on discutera de ce projet de loi et pouvoir le défendre. Parce que, vous savez, lorsque l'on parle de parité, tous les arguments sont bons pour empêcher l'inscription d'un texte à l'ordre du jour ; on vous explique notamment que tel autre projet est meilleur et que celui-ci n'est pas utile. Je puis vous assurer qu'avec Gisèle Gautier, présidente de la délégation aux droits des femmes du Sénat, nous allons essayer d'être les plus persuasives possibles de façon à ce que, avant la fin de notre mandat, puisse être voté ce projet de loi, qui vous sera utile pour les prochaines élections municipales et régionales.

Pourquoi ce projet de loi ? Tout simplement parce que je crois qu'il faut être sérieux. Lorsqu'on voit que dans les communes de plus de 3 500 habitants et dans les conseils régionaux, il y a aujourd'hui près de 47 % de femmes mais que dans les exécutifs, dans les équipes d'adjoints, dans les équipes de vice-présidences, ce chiffre oscille entre 25 et 30 %, on est forcé de constater qu'au niveau des exécutifs, l'effort paritaire n'a pas suivi et qu'il est donc nécessaire de faire quelque chose à ce niveau.

Il y a également un projet qui me tenait beaucoup à cœur, c'était celui sur les conseils généraux. En 1998, j'ai été à l'origine d'une proposition de loi relative à la création de suppléants pour les conseillers généraux. Je ne sais pas si je pourrais reprendre cette proposition sous forme d'amendement dans le prochain projet de loi, mais je sais que la disposition qu'elle contient n'apparaît pas dans le texte du projet. Je connais cependant la volonté de Nicolas Sarkozy de faire figurer les conseillers généraux et les suppléants de conseillers généraux dans ce projet de loi.

Je dirais que l'important pour moi, aujourd'hui, c'est la réflexion que l'on peut mener au niveau de l'intercommunalité. Parce que je pense que vous êtes, les unes et les autres, élues soit dans des conseils municipaux, soit dans des intercommunalités, et mon expérience de parlementaire me fait dire que, lorsque l'on doit franchir la deuxième étape de l'intercommunalité, on réalise très rapidement que, même si dans les conseils municipaux il y a 47 % de femmes, lorsque l'on désigne les délégués aux intercommunalités, il y a toujours de bons arguments pour y mettre d'abord les hommes et donc pour oublier les femmes. Je sais que dans le projet de loi, il y a des propositions sur les intercommunalités.

Je pense également qu'aujourd'hui il faut mener une réflexion sur les conseils généraux. Parce qu'il est clair qu'un conseiller général dans une ville n'a pas du tout la même image que celui d'un canton rural. Donc aujourd'hui, certes, s'il y a des amendements à défendre, je vous assure que je les défendrai sans aucun problème, mais il y a, aujourd'hui, une réflexion sérieuse à mener sur les modes de scrutin des conseils généraux.

Voilà l'explication de mon absence de la prochaine table ronde.

Ce que je souhaiterais d'abord vous dire c'est que je suis extrêmement admirative du travail que vous faites. J'avais participé à votre université de Strasbourg, grâce à Martine Calderoli-Lotz, et je sais que le combat que vous menez est un combat extrêmement utile aujourd'hui pour les parlementaires que nous sommes. Pourquoi ? Tout simplement parce que la parité n'est pas du tout un combat terminé. Et j'en prendrai simplement pour exemple l'année 2003, où un changement de mode de scrutin aux élections sénatoriales a entraîné un recul de la parité. En juillet 2003, on a voté au Sénat une disposition établissant le scrutin proportionnel dans les départements qui élisent quatre sénateurs et plus. Seulement, lorsque nous avons voté la loi sur la parité, il était prévu que le scrutin proportionnel avec alternance homme-femme s'applique aux départements de trois sénateurs et plus. Donc qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'à chaque instant il y a une vigilance extrêmement importante à avoir pour que nous ne fassions pas marche arrière.

En juin 2000, la loi a été votée avec une volonté de parité et d'avancée pour permettre la présence des femmes à la fois dans les conseils municipaux et régionaux ainsi qu'au Sénat. Pour les législatives, cela a été beaucoup plus compliqué d'appliquer la parité et c'est plutôt des pénalités financières qui ont été prévues. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours souhaité qu'il y ait, aussi bien dans les conseils municipaux que dans les conseils régionaux, des vice-présidentes ayant des délégations qui soient des délégations significatives. Par exemple, au conseil régional, des délégations pour les lycées ou la formation professionnelle. Cela permet de mettre en avant le travail qu'une vice-présidente peut accomplir. Et à partir de là, on ne peut plus dire, au moment de donner une investiture, que la personne n'est pas compétente. Parce que si elle est compétente pour mener une délégation sur la formation professionnelle dans une région entière, on ne peut quand même pas dire ensuite qu'on ne peut pas lui donner une investiture pour des législatives !

Donc, premièrement, il faut, quand on travaille sur cette question de parité, avoir en permanence de la vigilance et des arguments qui nous permettent de répondre très rapidement et de faire valoir que nous ne sommes pas des potiches. Je faisais partie des personnes qui ont été orateurs du groupe RPR à la réforme constitutionnelle de Versailles, en juin 1999, et je vous assure que j'ai été extrêmement marquée par le fait que les uns et les autres nous disaient que cette réforme constitutionnelle n'était pas nécessaire. Si, elle était nécessaire. Non seulement elle était nécessaire, mais en plus le fait de l'avoir votée, aujourd'hui, nous permet de pouvoir modifier également certaines lois concernant la parité.

Deuxièmement, il y a un point qui m'a toujours dérangé, c'est que cette réforme constitutionnelle de 1999, il ne faut jamais l'oublier, était une réforme qui avait été demandée dès 1995 par Roselyne Bachelot, alors qu'elle était rapporteure générale de l'Observatoire de la parité. Or, alors que, de 1995 à 1999, Roselyne a accompli un travail extraordinaire de persuasion, on lui répondait que ce projet de réforme constitutionnelle n'était pas encore nécessaire mais que l'on y arriverait. On n'y est tellement peu arrivé qu'en 1999, ce n'est pas la droite qui a fait voter ce projet de réforme constitutionnelle mais la gauche, alors même que cela avait été une demande de la droite. De même, les lois sur la parité, c'est la gauche qui les a fait voter alors que c'était la droite qui en avait eu l'initiative.

Donc, il est temps aujourd'hui qu'au niveau de nos familles politiques nous soyons véritablement convaincus que la parité ce n'est pas de droite ou de gauche, mais que ce sont tout simplement les femmes. Ainsi, lorsque les membres de l'Observatoire de la parité ont été renouvelés en mars 2006, j'ai souhaité qu'il y ait des personnalités de droite comme de gauche, et notamment le rapporteur de la loi sur la parité, Bernard Roman. Pourquoi ? Tout simplement parce que je pense qu'il faut que nous soyons convaincus que si nous voulons faire avancer la place des femmes, à la fois en politique mais également dans la société, il faut que ce combat soit un combat, non pas d'affrontement droite-gauche, mais au contraire un affrontement où nous avançons ensemble. Et malheureusement, on a trop souvent tendance à dire que tout ce qui concerne les femmes et la protection des femmes c'est à la gauche qu'on le doit, alors que la plupart du temps les idées - excusez-moi - c'est nous qui les avons données. Je rappelle toujours que le droit de vote des femmes, nous le devons au Général de Gaulle. Et je pense que si nous voulons être des successeurs dignes, nous devons continuer ce combat quant à la représentativité des femmes.

Je me bats également pour la représentativité des femmes au Parlement, que ce soit au Sénat ou à l'Assemblée Nationale. Pourquoi ? Tout simplement parce que je pense que plus nous serons de femmes à l'Assemblée Nationale, plus nous pourrons avoir une vue mixte sur les problèmes de société. Je crois que, très souvent, lorsque des lois sont votées, lorsque des lois sont discutées dans les commissions, malheureusement on n'y trouve qu'une vision masculine et des arguments masculins. Et plus nous serons de femmes à donner une vision différente, plus nous ferons des textes mieux adaptés à la société d'aujourd'hui.

Je dois vous rendre hommage - et je vous avais envoyé un petit mot - notamment pour votre combat en matière d'environnement. Je m'inscris vraiment dans la ligne qui est celle du Président de la République en ce qui concerne le combat pour l'environnement et je crois qu'une femme a peut-être plus de sensibilité encore qu'un homme en ce domaine. Vous aviez effectué un travail extrêmement documenté et précis sur l'environnement, et votre prise de décision montrait bien qu'il n'y avait pas seulement une sensibilité d'homme mais également une sensibilité de femme par rapport à l'environnement. Et c'est la raison d'être du travail que j'effectue à l'Observatoire de la parité et à la délégation aux droits des femmes en essayant de bien mettre en évidence le fait qu'il nous faut aujourd'hui de nombreuses femmes dans les assemblées.

Alors c'est vrai, - Isabelle Debré ne va pas me dire le contraire -, aujourd'hui vous êtes plus nombreuses au Sénat que nous à l'Assemblée Nationale. Mais en pourcentage, car vous n'êtes pas encore 577 sénateurs, même si vous avez envie de grossir vos rangs ! C'est vrai qu'à l'Assemblée Nationale nous sommes plus nombreuses en chiffre et moins nombreuses en pourcentage. Et j'ose espérer qu'en 2007 nous serons plus nombreuses à l'Assemblée Nationale. Je sais que dans d'autres partis politiques aujourd'hui la parité est pratiquement respectée. Ainsi, au parti socialiste il y a, à l'heure actuelle, 50 % de candidates. Peut-être qu'ils en présenteront un peu moins de 50 % en

fonction de leurs accords avec les Verts et avec d'autres partis de gauche. Mais je crois qu'ils se sont fixés aujourd'hui la barre de 50 % de candidates et de 30 % d'élues.

Aujourd'hui, à l'UMP, - c'est Bérengère qui va nous donner plus d'informations là-dessus -, il y a une volonté effective de féminiser. Il est clair que ce sera peut-être plus compliqué parce que nous venons de beaucoup plus loin. Et, comme je le dis très souvent, je suis farouchement quelqu'un qui défend les femmes. Lorsque, par exemple, un candidat a été trois ou quatre fois au combat et qu'il a malheureusement été battu, à ce moment-là on n'en rajoute pas et on ne l'investit pas encore une fois parce qu'il faut essayer de le faire gagner. S'il n'a pas gagné en 2002, excusez-moi, il ne gagnera pas en 2007. En 1998, quand j'ai été élue, j'ai obtenu 58 % des voix, en 2002 j'en ai eu 62 % et j'ai failli être élue au premier tour ; il me manquait 150 voix. En revanche, mes collègues qui ont été élus avec 50-51 % des voix en 1997, s'ils n'ont pas été élus en 2002, ils ne seront pas élus en 2007 ; c'est clair.

Donc je crois que quand quelqu'un a été candidat trois ou quatre fois et qu'il n'a pas gagné, il fait essayer de le remplacer par une femme avec des capacités différentes, une autre approche de la campagne, une autre approche des sujets de société, une autre approche tout simplement du mandat de député. Parce qu'il y a peut-être aussi une autre façon d'exercer son mandat suivant qu'on est une femme ou un homme. Donc, au niveau des législatives, ce que je souhaite, - et je connais la volonté de Nicolas Sarkozy dans ce domaine -, c'est que véritablement à l'UMP il y ait une approche de parité. Et autant, en ma qualité de rapporteure générale de l'Observatoire de la parité, je donnerai de très mauvais points quand véritablement on n'y arrivera pas, autant j'essaierai d'être un petit peu plus compréhensive pour l'UMP, parce que je pense que notre passé nous crée des difficultés supplémentaires.

En revanche, ce que je souhaite vivement, - et je le dis devant Bérengère qui est secrétaire nationale chargée des femmes -, c'est que l'on essaie de dépasser certaines attitudes qui, à mon avis, sont des attitudes du passé, et que l'on prenne des risques en proposant des candidatures de femmes. Je cite toujours l'exemple des socialistes qui, en 1997, ont envoyé des femmes dans des circonscriptions qui n'étaient pas gagnables, et notamment celui de Dominique Gillot, qui est allée dans une circonscription où, normalement, elle devait être battue et où elle a été élue, qui a été ensuite rapporteure générale de l'Observatoire de la parité, puis Secrétaire d'Etat. Aujourd'hui, malheureusement, on ne lui donne plus l'investiture parce qu'il y a quelqu'un d'autre, un homme, bien entendu, qui veut avoir cette investiture. Rassurez-vous, cela se passe aussi chez les autres ! Mais je crois qu'il faut que nous arrivions aujourd'hui à dépasser ces habitudes du passé, qui conduisent à réinvestir des candidats tout simplement parce qu'ils ont toujours été investis. Donnons aujourd'hui des chances à des femmes qui ont véritablement envie de gagner, et, non seulement envie de gagner, mais envie d'être de bonne parlementaires.

## **Françoise MIQUEL**

Merci, Marie-Jo, pour cet éclairage extrêmement tonique qui nous met en condition pour la suite de la matinée, il nous mobilise. Vous nous quittez, mais c'est pour la bonne cause, car le combat n'est pas terminé.

## **Marie-Jo ZIMMERMANN**

Oh non !

**Françoise MIQUEL**

Et il passe aussi par la rue de Varenne, accessoirement, si j'ai bien compris.

**Marie-Jo ZIMMERMANN**

Même par la rue de la Boétie !

**Françoise MIQUEL**

Merci infiniment, Marie-Jo. On applaudit Marie-Jo qui est vraiment un de nos fers de lance.

**Françoise MIQUEL**

Nous allons continuer les préliminaires, avant d'engager la table ronde, par un petit exposé introductif où je vais essayer de cadrer un peu le sujet, avant de passer la parole à Brice Teinturier qui nous donnera, en tant que Directeur Général adjoint de TNS-Sofres, son analyse du sujet et de la manière dont on peut ou on ne peut pas l'aborder. J'y reviendrai tout à l'heure.

Alors si le Conseil d'Administration de notre Association a choisi de formuler ainsi le débat qui clôture aujourd'hui les travaux « *La relève en politique passera-t-elle par les femmes ?* », c'est probablement en raison d'un goût accru de notre association pour une forme de provocation, mais surtout parce qu'il existe incontestablement une corrélation entre les deux sujets :

- D'une part, l'aspiration des citoyens à une relève politique.
- D'autre part, l'aspiration d'un plus grand nombre de femmes à être candidates à la candidature à l'ensemble des élections qui forment la séquence électorale 2007-2008, l'année prochaine.

Vous ne le savez peut-être pas mais les femmes représentent 11 % des maires, à peine plus de 12 % des députés, plus de 16 % des sénateurs, mais elles ne dépassent pas un tiers des membres des organes dirigeants des partis politiques. Certes, Nicolas Sarkozy s'est engagé à présenter 30 % de candidates aux prochaines élections législatives et 50 % de femmes candidates ou suppléantes. C'est le critère subsidiaire qui permet de donner l'impression que l'on fait plus. Il a proposé de maintenir ou d'aggraver les sanctions politiques et d'aller plus loin en créant un bonus pour toutes les femmes élues à l'Assemblée Nationale. Pour préparer les futures générations de candidates, il souhaite que les obligations de parité soient étendues aux communes de 2 500 à 3 500 habitants et aux exécutifs des régions et des structures intercommunales, comme l'a d'ailleurs annoncé le Président de la République. Enfin, il prévoit de doter les Conseils Généraux de suppléants de sexe opposé afin de favoriser l'implantation locale des femmes.

Je tiens à dire, à la demande de notre camarade de FDS Fabienne Améal, que le parti radical lui aussi se mobilise très fortement pour essayer de pousser les femmes à la candidature. L'aspiration des citoyens à une relève politique est le diagnostic constant des analyses de la vie politique depuis plusieurs années. Les citoyens se sentent mal représentés aussi bien par les leaders politiques que par les partis ou les syndicats. C'est donc une crise de la représentation politique et de la représentation sociale. Il faut ajouter un sentiment d'éloignement des préoccupations. Ainsi, 69 % des citoyens (+3 % par rapport à 2003), pensent que les hommes politiques ne se préoccupent pas

de ce que pensent des gens comme eux, soit presque les deux tiers de la population française. Et le sentiment prévaut qu'il existe en fait deux univers séparés par une incommunicabilité réelle : celui des gens normaux et celui des politiques.

Ce discrédit explique d'ailleurs le recul malheureux des émissions politiques à la télévision en prime time et la multiplication de la présence des hommes et des femmes politiques sur les talk-shows, ce qui est ravageur pour la démocratie. Et lorsque certaines chaînes du service public, comme France 3, recréent une émission politique en prime time comme « *A Cœur et à Cris* » formidablement animée par Audrey Pulvar, le bilan des réactions des téléspectateurs est édifiant. Je cite les verbatim des téléspectateurs :

*« Les politiciens n'ont pas su saisir la chance de se montrer sous un autre visage ».*

*« Ils sont pitoyables, ces politiques à la gestuelle préréglée à la limite du TOC ».*

*« Les politiques coupant la parole, campant sur leurs idées, ne donnant pas de solutions, cela montre le fossé qui existe entre la vie de tous les jours et celle d'un politique en campagne ».*

*« L'image apportée par les politiques de gauche comme de droite dans l'émission a été insupportable ».*

Et donc, à ce qui caractérise une crise de la démocratie, les Français ont des solutions :

- Première solution : limiter le cumul des mandats. C'est le rang 1 de leurs propositions avec 39 %.
- Deuxièmement : améliorer l'accès des femmes aux mandats et responsabilités politiques. C'est le rang 2 avec 38 %.

Nous voyons donc que les deux sont liées. Il existe bien une attente de relève caractérisée par une aspiration au renouvellement des têtes et des idées politiques ; non pas comme une fin en-soi mais dans le but d'améliorer le fonctionnement démocratique des institutions. A cet égard, la tendance lourde de la professionnalisation de la vie politique n'est pas souhaitée par les Français. Et si l'on s'en tient aux déclarations des élus, elle n'est pas souhaitée non plus par les élus. Mais cela ressemble fortement à un double langage, si on regarde la réalité.

C'est une réalité constatée, en effet, de la durée de présence du temps politique. Marie-Jo Zimmermann évoquait les hommes qui se représentent à l'échec plusieurs fois, mais il y a quelque part dans le subconscient des élus quelque chose qui ressemble à un « *je les aurai à l'usure* ». Regardez le nombre d'élus, y compris le Président de la République, qui ont été élus après s'être présentés de nombreuses fois. Il y a bien cette idée, parmi les politiques, qu'à un moment les Français finissent par capituler et les élisent. Et ces élections à l'usure ne sont pas un élément de vitalité de la démocratie, bien au contraire.

La question de savoir si le métier politique existe est un vrai sujet. Il y a d'ailleurs eu un colloque, au Parlement, organisé par l'UMP sur ce sujet, et tout le monde a dit naturellement qu'il n'était pas souhaitable que la professionnalisation de la vie politique se développe. Mais ce discours change lorsque les politiques sont confrontés au problème des places à garder ...

Si l'on veut réellement enrayer la professionnalisation de la vie politique, nous devrions, selon moi, nous prononcer clairement contre une interdiction absolue du cumul des mandats et pour une limitation du nombre des mandats successifs. On pourrait également imaginer en complément un dispositif très protecteur pour les élus qui viennent du secteur privé et qui pourraient bénéficier d'une sorte de « flexsécurité » permettant des allers-retours entre la vraie vie et la vie politique. Oui, les femmes incarnent une offre renouvelée en matière politique. Je n'en veux pour preuve que les deux interviews que nous avons réalisées en préalable à ce colloque. L'un avec Alain Touraine, auteur récent de « *Le Monde des Femmes* » basé sur une soixantaine d'interviews, et l'autre avec la journaliste de La Chaîne Parlementaire (LCP), Nathalie Cuman, qui pilote l'émission *Entretien Intime*, de députés sur LCP.

Alain Touraine, auteur d'un ouvrage récent, « *Le Monde des Femmes* », analyse ce qu'il nomme « *une nouvelle culture* » à partir de soixante entretiens individuels. En introduisant son ouvrage, il dit cette phrase très importante : « *J'ai découvert que ce que pensent et font les femmes est différent et même l'opposé de ce que l'on nous dit qu'elles disent ou pensent* ».

Il explique : « *Je voulais montrer que les femmes créent une nouvelle culture, un monde nouveau – qu'il appelle Le Monde des Femmes – où elles se vivent comme le lieu de la reconstruction de ce qui est séparé. Le vécu, l'expérience qu'elles acquièrent hors du champ politique, souvent dans l'associatif ou l'humanitaire, est précieux. Et elles fabriquent en quelque sorte un principe de réunification qui leur est propre, qui est un principe d'épanouissement de création du soi à partir de la recomposition du monde* ».

Une recomposition qui réunit à nouveau la vie privée et l'espace public, deux mondes radicalement séparés depuis la nuit des temps. L'expression, dit Touraine, « *nous savons mieux que les hommes faire plusieurs choses à la fois* » doit être comprise comme l'expression d'une volonté de rassembler ce qui est séparé.

Nathalie Cuman, elle, a interviewé près de 300 députés en trois ans, dont une trentaine de femmes. Et elle note que les femmes politiques viennent souvent du terrain, abordent les questions concrètement, sont dans des logiques de projet et que l'effet renouvellement joue à plein quand il s'agit de femmes.

Alain Touraine nous a raconté qu'il s'était rendu au Chili, à l'invitation de Madame Bachelet, pour la fin des élections. Il résume ainsi le sentiment populaire : « *L'arrivée des femmes c'est l'arrivée de tout le monde. Leurs attitudes lors des phases de conquête du pouvoir sont différentes. Le pouvoir est un outil pour faire des choses et non une fin en-soi* ».

Nathalie Cuman nous dit qu'elles vivent mieux le combat politique car la mise en cause de leur personnalité politique n'est pas une remise en cause de leur identité en cas d'échec politique. Enfin, lors de l'exercice du pouvoir, Nathalie Cuman nous dit qu'il y a plus de simplicité, moins de séduction et moins d'attachement aux attributs du pouvoir. Concentrées et efficaces, nous dit-elle, elles gèrent le temps politique comme l'un des temps de la vie.

Quels avantages pour la démocratie donc d'une plus grande présence des femmes dans les instances politiques ? La recherche de la réunification signalée par Alain Touraine les rend plus attachées à des formes de démocratie délibérative : processus par lequel on peut concilier et organiser un espace public de recherche de solutions concrètes à partir de la confrontation des points de vue. Alain Touraine nous dit que la vie reviendra à la politique par les femmes - c'est une très belle phrase, je trouve - car le monde des représentations masculines est devenu dérisoire.

J'ajouterai recherche de sens, du sens de l'action publique, et donc, pédagogie des enjeux, cette prise de responsabilité qui caractérise de manière si éminente le rôle des élites politiques, et qui fait tant défaut aujourd'hui en politique : d'abord le principe de réalité : décrire le monde tel qu'il est et non tel qu'on aimerait qu'il fut pour que la boîte à outils dont on dispose puisse enfoncer le clou ; puis expliquer les enjeux, ce qui se passe si on ne fait rien, les scénarios possibles ; enfin, faire des choix politiques selon son système de valeurs et ses convictions.

Ne nous y trompons pas, les difficultés sont plus devant nous que derrière nous. La parité est présentée comme un principe d'équité. Je pense que c'est une erreur, il faut la présenter comme un principe d'efficacité. C'est Jean-Pierre Raffarin qui le dit dans sa réponse à l'interpellation de FDS : « *Source de complémentarité, équilibre social et humain, et efficacité économique* ». C'est ce que dit le Président du Sénat, Christian Poncelet, dans la même réponse : « *Les femmes sont plus entières, répugnent à la langue de bois, ne sont pas dévorées par l'ambition personnelle, mais davantage animées par le goût des autres* ». C'est l'argument de la performance avancé par François Loos, dans sa réponse.

Il ne faut donc pas un principe abstrait mais un principe concret. Une étude anglo-saxonne a montré qu'au niveau international les entreprises les plus profitables sont celles dirigées par des femmes. Les pays nordiques mettent systématiquement des femmes dans les Conseils d'Administration en qualité d'administrateurs indépendants en raison de leur approche éthique de l'entreprise. Le Conseil Constitutionnel français, sept hommes, trois femmes, invalide la loi votée introduisant la parité dans les Conseils d'Administration des entreprises au motif, je cite : « *que l'on ne saurait faire prévaloir la considération du sexe sur celle des capacités et de l'utilité commune* ». On sait ce que vaut ce genre d'argument dans un monde inégal. Nous devons faire pression pour que cette loi soit revotée, représentée au Conseil Constitutionnel, on verra bien si des parlementaires de gauche osent représenter cette loi au Conseil Constitutionnel, jusqu'à ce que la seule voix masculine qui a départagé les votes change d'avis.

Il y a aussi convergence dans les attentes des citoyens. Il y a enfin la préparation de l'avenir. Aurions-nous gaspillé autant de planètes si les femmes avaient été plus représentées dans les institutions ? Aurions-nous l'endettement public que nous avons si les gestionnaires avaient été des gens qui pensent à leurs enfants ? Nous devons intégrer à la politique cette dimension d'anticipation du monde que nous construisons pour les générations futures et investir les sujets « pondéreux » : développement durable (la contribution de FDS a été remarquée et FDS tente de fédérer pour le women's forum 2006 un moment –phare sur « *les femmes s'engagent face au changement climatique* »), la dette publique, l'éducation, l'innovation et la recherche. Plus que de renouvellement de la représentation politique, j'ai envie de parler de renouveau de la démocratie.

Alors quels obstacles reste-t-il à franchir ? Je vous ai adressé un questionnaire auquel un certain nombre d'entre vous ont bien voulu répondre. Et que dites-vous dans les réponses à ce questionnaire ?

- Que ce ne sont pas les citoyens qui bloquent l'arrivée des femmes mais les élus ;
- Que les causes en sont à la fois un machisme plus ou moins avoué, un désir de garder leur place et une crainte quant à la manière dont les femmes exercent leur fonction en politique ;
- Qu'il ne faut pas demander systématiquement le remplacement des hommes élus s'ils sont compétents - là, je trouve que nous sommes très généreuses - ;
- Que c'est dans l'organisation de la vie publique que se trouvent les solutions : non cumul des mandats, volonté des partis, limite d'âge pour les investitures ;

- Que le ticket systématique envisagé par FDS dans son questionnaire constitue une réponse ;
- Que les femmes ne doivent pas rechercher la conquête du pouvoir en agissant comme des hommes et
- Que le titre de ce débat est approprié parce que - je vous cite :

*« Il faut bien tenter de faire bouger les choses parce qu'il est grand temps que Nicolas Sarkozy comprenne que sa réussite passera par un œil féminin à ses côtés. Parce que nous entrons dans un nouveau cycle politique. Parce que la politique a besoin d'être relevée tant la fracture avec l'opinion est grande. Parce que c'est normal, elles font partie du paysage politique – je vous cite. Pour redonner confiance et goût à la politique aux citoyens. Parce que nous sommes plus proches des préoccupations réelles des gens, etc. ».*

Parmi les facteurs que vous citez comme décisifs, il y a la pression des citoyens. Alors nous allons demander à Brice Teinturier, Directeur Général de la Sofres, si l'on peut compter sur une forte pression. Quelle est la perception par l'opinion des femmes en politique ? Quel est le mode de leadership au féminin ? Est-il particulièrement adapté aux problèmes de notre temps ? Comment analyser le phénomène Ségolène Royal ? Et quels sont les thèmes de légitimité ou d'illégitimité des femmes en politique ? Brice, merci de nous éclairer sur ces différents points. Et après l'intervention de Brice, nous organiserons la table ronde.

## **Brice TEINTURIER**

Merci de m'accueillir pour ce colloque. Je suis un peu inquiet d'ailleurs de voir qu'il y ait si peu d'hommes dans la salle. Cela laisse songeur. Je suis également un peu inquiet après l'introduction qu'a faite Françoise. Quelle brillante volée de bois vert ! Et puis quelle ouverture pour toutes les réponses que je serai censé apporter ! Je vous le dis tout de suite, je ne répondrai pas à toutes ces questions, simplement parce qu'on y passerait plusieurs heures et que ce serait une thèse. Je vais simplement essayer de vous dire comment, au fil des années, en analysant les perceptions des Français et plus particulièrement des hommes, parce qu'une grande partie du problème est quand même là, les choses ont pu éventuellement évoluer et pourquoi.

Je voudrais partir d'une étude qualitative que j'avais faite, il y a une douzaine d'années, quand les questions de parité étaient venues au devant de la scène. Nous avons alors interrogé des hommes et des femmes dans des groupes projectifs qui duraient quatre heures et qui permettaient un peu de briser les représentations convenues ou les réponses toute faites. Les réponses toute faites dans les sondages, à l'époque, c'était de dire, la main sur le cœur, que bien sûr, élire une femme Présidente de la République, cela ne posait aucun problème.

Les réunions de groupe que l'on faisait auprès d'hommes étaient tout à fait intéressantes parce qu'elles nous montraient une autre conception à la fois de la politique et de la place des femmes en politique. Elles se déroulaient de la façon suivante : dix hommes de classe moyenne étaient réunis ensemble, dans une salle, pendant quatre heures. On leur demandait de parler d'abord de la place des femmes dans la maison, puis en entreprise. Et enfin, on travaillait sur la question des femmes en politique. Au fil des conversations, on voyait se dégager un modèle que j'avais appelé le modèle de « Maya l'Abeille » : la petite abeille butineuse et organisée.

Les hommes nous disaient que fondamentalement – on était vraiment dans des stéréotypes très lourds et qui, à mon avis, n'ont pas totalement disparu – la place des femmes dans la maison était une place où elles étaient absolument dans l'épanouissement, l'organisation et l'efficacité

complète, alors, nous disaient les hommes, qu'un homme dans la maison étaient – et c'était des hommes qui le disaient – plutôt des gros balourds, un peu beaux. Il y avait une autocritique des hommes mais qui n'était qu'apparente et qui visait à dire que fondamentalement la place des hommes n'est pas dans la caverne. Au-delà de l'aspect apparemment amusant de ces stéréotypes, il y avait l'idée très fortement ancrée d'un rôle domestique naturel de la femme et fondamentalement non naturel de l'homme.

Quand on faisait parler ces mêmes hommes sur les femmes en entreprise, on avait une première fêlure qui se voyait très correctement, c'est que Maya l'Abeille, si efficace, si active, si organisée, était sortie de la ruche et avait commencé à investir la sphère de l'entreprise. Et, non seulement, elles piquaient un peu la place aux hommes mais en plus, elles commençaient à en modifier le modèle en important toutes les qualités qu'elle avait dans la sphère privée au sein de l'entreprise : efficacité, organisation, etc. Encore une fois, et nous pourrions peut-être avoir un débat ici, je pense que tout ceci relève très largement de stéréotypes dans un sens comme dans l'autre. Mais peu importe, nous sommes ici pour travailler sur ces stéréotypes.

Lorsqu'on amenait les hommes à nous parler des femmes en politique, il se passait des choses véritablement intéressantes. D'abord, on faisait les évocations spontanées sur : « *les femmes en politique c'est très quoi ?* » Et les gens devaient, dans une dynamique, nous donner des mots. J'avais été assez frappé de constater que le mot « *compétentes* » ne sortait jamais. A l'inverse, lorsqu'on demandait « *les hommes en politique, c'est très quoi ?* », le mot « *compétent* » sortait toujours. Au-delà de cet aspect, ce que l'on observait sur des exercices d'une femme en politique qui réussit selon les hommes, il y a une douzaine d'années, c'était quatre modèles qui correspondaient, je crois, à quatre grands stéréotypes fortement enracinés :

### **1. La naïve égarée**

Le premier modèle de la femme qui réussit en politique, est une naïve égarée. Là, on ressentait de façon très claire le poids du parcours d'Edith Cresson sur les réponses des hommes. Les gens nous le disaient de cette façon : « *une femme qui réussit en politique ce n'est pas possible* ». Elle réussit provisoirement peut-être, mais il y a fondamentalement quelque chose, dans la femme, dans la féminité, qui est de l'ordre de la naïveté. Et cette naïveté la conduira, *ipso facto*, si elle s'aventure en politique à se faire massacrer.

### **2. La dame de fer**

Le deuxième modèle de la femme qui réussissait en politique c'était la dame de fer, modèle Thatcher, qui n'a plus rien à ce moment-là de féminin. Donc c'est aussi une autre façon de gommer la possibilité pour une femme en politique de réussir en politique. Très important, j'y reviendrai, Thatcher c'est la femme qui déclenche la guerre, qui va amener son pays faire la guerre aux Malouines, et c'est fondamental.

### **3. La mauvaise mère**

Troisième modèle de la femme qui réussit en politique c'est la mauvaise mère, et ce modèle ressortait très, très vite. Finalement, une femme qui réussit en politique, c'est suspect. Ce la signifie que fondamentalement, elle consacre du temps à la sphère publique, et que inévitablement, c'est du temps enlevé à ses enfants.

### **4. La putain**

Quatrième modèle beaucoup plus classique de la femme qui réussit en politique, c'est la putain. Si elle réussit en politique c'est qu'elle a couché. Je ne vous dis pas que c'est un classique, je vous dis ce que l'on relevait il y a douze ans.

Pour être véritablement honnête, je crois que l'on se croit souvent bien à l'abri de ces stéréotypes. Moi par exemple, qui regardait cette réunion de groupe derrière les fameuses glaces sans teint, je m'étais très franchement demandé ce que j'aurais dit si j'avais été avec eux pendant quatre heures sous l'effet d'une dynamique de groupe. Ce que je veux dire par là c'est qu'il ne faut pas se croire ou s'imaginer forcément à l'abri de ces stéréotypes. Il y en a également qui sont intériorisés chez les femmes elles-mêmes. Mais peu importe, on voyait très bien, à une époque où il était question de la parité, à une époque où les sondages étaient plutôt favorables à une plus grande place des femmes en politique, que l'on avait en réalité des freins qui étaient encore très puissants chez les hommes.

Ce qui était intéressant ce n'était pas seulement de relever ces stéréotypes mais plutôt de chercher à voir ce que ces stéréotypes nous révélaient d'une conception implicite de la politique, de ce qu'elle est ou de ce qu'elle doit être. Et la conception implicite de la politique par les hommes, à l'époque, c'était que la politique c'est la stratégie, c'est l'abstraction, c'est l'économie, c'est la guerre. Et les images, c'était l'image du joueur d'échecs. Et ça, fondamentalement, c'était un modèle masculin, le modèle de l'autorité aussi, et puis le modèle de l'abstraction. C'est important de relever cela parce que l'on parle beaucoup aujourd'hui des qualités prêtées aux femmes, de leur aspect très concret et très ancré dans la réalité.

Quand je vous parlais de stéréotypes, je pense encore une fois que l'on en brasse beaucoup de part et d'autre. Mais fondamentalement, ce que je note c'était que la conception implicite de la politique par les hommes c'était celle-là.

Du côté des femmes, on nous disait - comme on le dit aujourd'hui - que les femmes c'était les qualités humaines, l'altruisme, l'empathie, le concret, autant de qualités qui, une fois énoncées, permettaient de dénier aux femmes d'autres attributs comme l'ambition, l'autorité, la décision. Cela étant dit, cela permettait de maintenir un compartimentage des perceptions comme dans le noyau originel qui est : les femmes dans la caverne et les hommes dehors, le grand chef Sioux qui va chercher la nourriture.

Ce qui faisait - et cela n'a pas beaucoup évolué - que l'on concédait aux femmes, sans problème, d'occuper soit des mandats locaux (formidable !), soit des fonctions de ministres qui auraient été éventuellement des fonctions dédiées à l'environnement, aux affaires sociales, mais en aucun cas à l'économie, à la défense, évidemment à la magistrature suprême, qu'il s'agisse du poste de Premier Ministre ou de Président de la République.

Donc moi j'attire quand même votre attention sur cette espèce de compartimentage que l'on fait quand on célèbre les qualités des femmes (qu'elles sont particulièrement concrètes, particulièrement efficaces, particulièrement à l'écoute, notamment dans des domaines comme le social, l'environnement, etc.) C'est aussi une manière, d'abord, de jouer une sorte de division des tâches et des rôles. Et c'est une conception implicite de la politique et des qualités respectives des hommes et des femmes.

Du côté des femmes, que l'on observait au même moment, c'était beaucoup plus simple. Il y avait une espèce d'intériorisation de ce qui ressortait du discours des hommes. Au moment des débats sur la parité, elles se rendaient bien compte que les hommes étaient assez fragilisés par ce qui se

passait, et on se retrouvait face à des femmes qui n'étaient pas particulièrement demandeuses d'une accélération de droits nouveaux en politique pour les femmes. Certains diront qu'elles avaient intériorisé l'aliénation, d'autres que leurs priorités n'étaient pas les mêmes que celles des hommes. Peu importe. Ce qu'il faut noter c'est que le combat des femmes, à l'époque - et c'est toujours le combat prioritaire quand on interroge les femmes aujourd'hui - ce n'était pas plus de responsabilités en politique, ce n'était pas de nouveaux droits, c'était de rendre effectifs les droits existants et notamment l'égalité salariale. Les femmes nous disaient : « *Avant de conquérir de nouveaux droits en politique, faites en sorte qu'il n'y ait pas des différences à responsabilités et à compétences égales, de 20 à 30 % dans les salaires des hommes et des femmes* ».

Ceci était la toile de fond il y a une douzaine d'années. Aujourd'hui, où en est-on ? Certains disent que le modèle a considérablement évolué et que l'on a même une sorte de retournement du stigmate de la femme qui ferait qu'être une femme en politique deviendrait une ressource politique absolument colossale et qui avantagerait les femmes par rapport aux hommes. Je ne crois pas que ce soit vrai. Il y a des évolutions, je vais y revenir. Mais, à mon avis, parler d'un retournement du stigmate, me paraît tout à fait exagéré. Je suis très frappé, au contraire, de voir qu'il y a toujours - et le cas de Ségolène Royal est intéressant à étudier - un traitement médiatique notamment des femmes en politique, une espèce d'injonction à rester femme qui est très forte. Dès que l'on parle d'une femme en politique, l'accent est très rapidement mis sur l'apparence physique, sur l'attention accordée à la vie privée et sentimentale. Dans les papiers consacrés à Ségolène Royal, il y en a beaucoup sur le fait qu'elle est également une mère de famille nombreuse. Je n'ai jamais vu de tels papiers à propos des hommes. Et s'il y a une mère de famille nombreuse, on peut supposer qu'il y a aussi un père de famille nombreuse, à un moment donné, peut-être en face.

Mais justement cette injonction à rester femme est très importante, elle est très intéressante, parce qu'elle montre que les stéréotypes dont je vous parlais sont encore très présents. Il y a bien toujours cette idée que la femme doit rester femme et doit prouver sa féminité. Et moi j'y vois la trace de ces stéréotypes, la trace de cette division des tâches et la trace d'un certain nombre de valeurs qui sont posées, d'injonctions qui sont posées vis-à-vis des femmes.

Quand vous regardez également des attributs d'images. Le cas caricatural c'est l'opposition Nicolas Sarkozy/Ségolène Royal avant Bondy. Quand vous faites des items d'images sur ces deux personnages - qui, tous les deux, je crois, incarnent une forme de renouvellement -, on avait, jusqu'à une période récente, quelque chose de caricatural avec un Nicolas Sarkozy qui l'emportait très clairement et très fortement sur les dimensions d'autorité, de décision, de capacité à innover, de capacité à rassembler, de mouvement, d'ambition, etc., et une Ségolène Royal qui l'emportait très fortement sur les capacités d'écoute, d'aptitude à gouverner avec sérénité, etc. Je pousse un tout petit peu le curseur, la douceur incarnée et l'écoute versus l'autorité avec le risque de la dureté. Ceci s'est un peu rééquilibré depuis certaines déclarations, notamment de Ségolène Royal, sur la sécurité, sur ces adolescents qui rendent la vie impossible dans certains collèges, etc.

Mais cela montre là aussi que ces stéréotypes, même si les choses ont évolué, sont encore très prégnants, et que quand vous avez une femme ou un homme, très naturellement, on leur accole quand même des caractéristiques qui sont différentes et c'est, je le remarque sans polémique, ce que vous avez également fait en nous présentant une sorte de topographie des qualités et des défauts des femmes et des hommes.

Alors en réalité, qu'est-ce que l'on peut mesurer sur ces douze années ? Il n'y a pas un retournement ou une inversion. Je pense que les stéréotypes sont toujours là, qu'ils sont toujours

très profonds, que l'instrument sondage n'est probablement pas le meilleur instrument pour les saisir. Je crois qu'il faut vraiment bousculer les gens et avoir plutôt des approches qualitatives pour mesurer tout cela. Mais malgré tout, il y a incontestablement, et cela est intéressant, des stéréotypes qui ont évolué. Alors pourquoi ? D'abord, parce que quelqu'un dont on n'a pas parlé ici me semble avoir joué un rôle important, c'est Michèle Alliot-Marie. Parce qu'une femme Ministre de la Défense, même s'il y a eu des évolutions dans la façon dont notre pays se représente aujourd'hui le Ministère de la Défense, une femme à la Défense, ça casse un peu le modèle dont je vous parlais. La guerre, la stratégie, l'ambition, l'autorité pour les hommes et puis les affaires sociales pour les femmes. Non. Il y a une femme dont les Français ont le sentiment qu'elle fait bien son travail et qui est aujourd'hui Ministre de la Défense et, ce depuis, maintenant, plusieurs années.

Il y a également le rôle ou ce qui se passe autour de Ségolène Royal. Il y a aussi, je crois, dans ces évolutions de stéréotypes, une frontière beaucoup plus poreuse entre la vie privée et la vie professionnelle, entre l'espace privé et l'espace public, que ce que l'on avait il y a dix ans, quinze ans, cinquante ans, et bien évidemment il y a deux ou trois siècles ou deux ou trois millénaires. La caverne et le dehors, le dedans et le dehors, c'est de moins en moins vrai.

Sans être d'un marxisme invétéré, je pense que les technologies créent aussi des éléments qui modifient les mentalités. Quand vous avez des mobiles, des mails qui vous arrivent directement sur ces machines, des Blackberries et ce genre de petits appareils, le compartimentage entre la sphère privée et la sphère publique, et donc la théorie d'Alain Touraine que Françoise Miquel a rappelée, qui est une espèce de clôture entre ces deux mondes, se fait de manière moins propice. Et ce parce que, très naturellement, on n'est plus dans une topographie des lieux et des espaces aussi rigide que ce que l'on avait avant. Et ça, ça conduit, je crois, à limiter ou à effacer un certain nombre de stéréotypes et à faire en sorte que les positions sont moins caricaturalement admises ou représentées qu'auparavant.

On a également des attributs d'images qui sont moins clivants. Je vous le disais il y a un instant à propos de Ségolène Royal. Ce que l'on mesurait il y a deux ou trois mois sur des images très typées entre Nicolas Sarkozy et elle est un petit peu moins vrai. Pourquoi ? Parce qu'une femme en politique comme Ségolène Royal peut aussi montrer un visage d'elle qui ne cadre pas avec ces stéréotypes, qui peut être la femme cassante, la femme autoritaire, la femme qui va prendre des positions perçues comme dures sur un certain nombre d'enjeux. Cela brouille un peu les cartes, cela brouille l'espèce de facilité que nous avons tous et toutes à dire que les femmes sont comme ci et que les hommes sont comme ça.

Et puis, mais je n'y reviens pas parce que Françoise Miquel l'a très bien rappelé, il y a une énorme demande de renouvellement. En conséquence, je crois que cela participe aussi de l'évolution des perceptions, les femmes peuvent incarner beaucoup plus facilement cette demande de renouvellement que les hommes.

Mais le fond de la question, parce que vous voyez bien, j'espère, l'espèce de fil conducteur que j'essaie de faire passer, c'est que c'est le modèle implicite de représentation de la politique qui a changé. Il est difficile de dire quelle est la cause et quel est l'effet. Je crois que l'on est plutôt comme si l'on avait une pièce avec les deux faces. Je ne sais pas si tous ces éléments que l'on signale là amènent à une modification de ce qu'est la politique ou si le modèle de leadership politique a évolué et que cette évolution permet une plus grande place des femmes en politique. Ce que je vois bien en revanche, c'est qu'il y a une demande vis-à-vis d'un modèle de leadership politique qui a évolué vers plus de concret, vers plus d'écoute, vers plus de délibération, vers moins

de péroraisons très abstraites, très générales. Tout à l'heure, j'entendais l'idée des femmes qui partent du concret et du réel, et effectivement je pense qu'il y a deux mécanismes qui peuvent être un peu différents.

- Il y a un mécanisme qui, jusqu'à maintenant, a été plutôt porté par des hommes, ou en tous les cas porté dans le passé de cette manière, qui consiste à avoir une vision générale et ensuite à déduire pour aller sur des éléments concrets, précis, ou des cas d'école, des exemples. C'est un phénomène de déduction.
- Et il y a un autre mécanisme de pensée qui est un mécanisme, au contraire, d'inférence. On part d'un cas et on cherche à le généraliser.

Traditionnellement, on disait que les hommes étaient plutôt dans le premier et les femmes plutôt dans le second. Je pense que c'est en train de bouger. Quand on observe justement la communication de Nicolas Sarkozy, je crois qu'il est le premier à avoir compris qu'un certain nombre de discours généraux étaient inaudibles et qu'il fallait plutôt partir du cas très concret et ensuite essayer d'en faire une référence. Il y en a un autre qui l'a compris très, très vite et très, très tôt, c'est un homme aussi, c'est Olivier Besancenot. Vous aurez remarqué qu'à chacune de ses interventions il vous parle de l'usine qui ferme en Saône-et-Loire, donc il part de quelque chose de concret et de singulier pour en faire une référence.

Je ne suis pas certain que ces mécanismes-là soient des mécanismes typiquement masculins ou typiquement féminins. En tous les cas, je pense qu'ils sont en train d'évoluer. Ce que je vois en revanche, c'est qu'effectivement la conception qu'il y avait de la politique, cette espèce de vision un peu abstraite, générale, macroéconomique, a du plomb dans l'aile, et du coup, il y a une sorte de rencontre ou de coïncidence plus grande entre des qualités ou des stéréotypes au sens technique du terme prêtés aux femmes et une attente de ce que doit être la politique qui fait que la symbiose se fait beaucoup mieux aujourd'hui qu'hier. Donc les stéréotypes persistent, mais je crois qu'il y a réellement eu des évolutions et que nous sommes un peu plus à l'abri des discours à proprement parler scandaleux que l'on entendait ou que j'entendais il y a une douzaine d'années chez les hommes.

Un mot peut-être pour terminer. Juste quelques éléments chiffrés d'un sondage réalisé – je tiens à le souligner – pour l'UMP, à la demande de l'UMP, lors de sa convention pour les femmes. Je n'ai pas beaucoup de demandes, ni des médias ni des partis politiques, sur ce thème. Comme c'est un sondage qui a été rendu public, on peut s'appuyer dessus. Peut-être que certaines d'entre vous en ont déjà eu connaissance. On l'avait déjà présenté au moment de la convention de l'UMP sur les femmes. Juste un mot pour vous dire comment les femmes perçoivent aujourd'hui la situation.

Quand on leur demande si les choses ont évolué en matière de rapport entre les hommes et les femmes, depuis vingt ans, vers plutôt de l'amélioration, plutôt de la dégradation, ou pas de changement sur toute une série de dimensions, la première chose qui frappe c'est que 67 % des femmes nous disent que beaucoup de choses ont évolué et se sont améliorées (les études secondaires, l'indépendance dans le couple, le partage des tâches domestiques - cela laisse rêveur d'ailleurs).

Il y a, en réalité, trois ou quatre dimensions où les femmes nous disent que cela n'a pas changé et c'est dans le domaine du travail. Il y a tout d'abord les conditions de travail, la possibilité de trouver du travail et surtout les salaires et la sécurité de l'emploi où là, massivement, le sentiment des femmes est qu'il n'y a pas eu beaucoup d'évolutions. Quand on leur demande, sur ces mêmes

dimensions : « *est-ce qu'aujourd'hui l'égalité entre les hommes et les femmes existe réellement, est à peu près atteinte ou il y a encore beaucoup de choses à faire ?* » La première remarque est que la tonalité change puisque aucune dimension n'obtient plus de 50 % d'adhésion sur le terme « *existe réellement* ».

Pour les études secondaires, est-ce qu'il y a une égalité aujourd'hui entre les hommes et les femmes ? 43 % des femmes nous disent que l'égalité existe réellement, pas 50 %, même si 35 % nous disent que c'est à peu près atteint. Mais, tout de même, première remarque, les femmes ne nous disent pas, sur aucune dimension, qu'il y aurait une égalité réelle.

Là où véritablement, non seulement les choses ont peu évolué mais où le sentiment est qu'il n'y a pas d'égalité, qu'elle n'est pas atteinte et qu'il y a encore beaucoup de choses à faire, c'est l'accès aux responsabilités politiques (72 % « *il y a encore beaucoup de choses à faire* »), la possibilité de concilier vie familiale et vie professionnelle (65 %), surtout les possibilités de promotion dans le travail (70 % des femmes nous disent « *il y a beaucoup de choses à faire* »), et le salaire (80 %). C'est cela qui structure les attentes.

Quand on demande, et ce sera le dernier chiffre que je vous donnerai, aux femmes de hiérarchiser ce qu'elles souhaiteraient faire en priorité pour améliorer la situation, la réponse numéro un c'est de « *promouvoir l'égalité des salaires homme/femme à qualification identique* ». C'est ça, encore et toujours, le souhait numéro un. Le deuxième, c'est « *aider les femmes à mieux concilier vie professionnelle et vie familiale* ». Le troisième, c'est « *favoriser l'accès des femmes aux postes à responsabilités dans les entreprises* ». Le quatrième, c'est « *aider les femmes qui élèvent seules leurs enfants* ». Et le cinquième – on avait sept ou huit thématiques testées – c'est « *promouvoir l'accès des femmes aux plus hauts niveaux dans la vie politique* ». Donc ça arrive très loin derrière les autres dimensions.

Ce que je crois ici c'est que les femmes que nous interrogeons se trompent lourdement. Je pense que le levier principal pour qu'il y ait une plus grande égalité salariale dans les entreprises passe par le levier symbolique et réel d'une plus grande accession des femmes dans la vie politique. Parce que c'est cela qui fera véritablement, je crois, bouger la machine. Et, dans les entreprises, on aura quand même un peu plus de mal à faire en sorte que les COMEX ou les CODIR soient trustés en majorité par les hommes si, aux plus hautes fonctions politiques, on a davantage de femmes.

En revanche, ce que l'on voit dans ces enquêtes, c'est que les femmes n'en sont pas du tout persuadées. Nous dirons que vous constituez la pointe avancée et la plus consciente du travail à faire pour expliquer l'importance d'une plus grande place des femmes en politique. Je vous remercie.

## **Françoise MIQUEL**

Merci, Brice, de ce regard acéré et plein d'humour distancié, parce que c'est un peu difficile, même si l'on est à la tribune, d'être à ce point en minorité. Mais je trouve que tu l'as très, très bien géré. Et surtout, c'était extrêmement intéressant. Il n'y a pas de plus grandes pesanteurs à des ambitions que les mentalités. Et donc analyser ce qui se passe dans les têtes de nos compatriotes est absolument indispensable pour comprendre comment faire bouger les lignes. Je note que le jour où nous aurons une femme Ministre de l'Economie les représentations changeront peut-être aussi fortement que depuis que nous avons une femme Ministre de la Défense. Merci infiniment.

## **La relève en politique passera-t-elle par les femmes ?**

### **Table ronde**

*Françoise MIQUEL, Modératrice du débat, membre de FDS*

*Béregère POLETTI, Députée des Ardennes*

*France GAMERRE, Adjointe au Maire de Marseille, Présidente de Génération Ecologie et membre de FDS*

*Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, Députée de l'Essonne*

*Valérie PECRESSE, Députée des Yvelines, porte-parole de l'UMP*

*Isabelle DEBRE, Sénateur des Hauts-de-Seine*

*Nicole GUEDJ, Ancienne Secrétaire d'Etat aux droits des victimes*

*Françoise de PANNAFIEU, Ancien Ministre, Députée Maire du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris*

*Marie-Pierre BRADE, Président de Parité 50/50*

#### **Françoise MIQUEL**

Nous allons, maintenant, démarrer notre table ronde avec France Gamerre que je vous demande d'applaudir, Présidente de Génération Ecologie, membre de FDS. Valérie Pécresse, Députée, porte-parole de l'UMP, membre de FDS. Nathalie Kosciusko-Morizet. Béregère Poletti que l'on appelle à la tribune également. Et nous aurons l'occasion de renouveler cette tribune avec Isabelle Debré, Sénateur, avec Nicole Guedj ici présente, avec un certain nombre d'entre vous, pour le témoignage notamment de celles qui envisagent de briguer une investiture pour les prochaines séquences électorales. Merci de nous avoir rejoints.

Peut-être, pour relancer, refonder ce débat sur « *la relève en politique passera-t-elle par les femmes ?* », vous reposer les questions fondamentales et voir comment vous y répondez en fonction de votre expérience vécue. Pensez-vous qu'il existe encore des blocages ? D'où viennent-ils ? Et quels sont les nœuds qu'il faudrait déverrouiller sans aller peut-être jusqu'à trancher le nœud gordien ? Encore que c'est la méthode que je préfère. Donc peut-être d'abord Béregère, que pensez-vous des facteurs de blocage sur l'accès des femmes en politique ?

#### **Béregère POLETTI (validé)**

Tout d'abord, je voudrais exprimer ma satisfaction d'être parmi vous, à un moment où la question des femmes en politique est de pleine actualité au sein de mon parti. Je siégeais, hier, à la Commission Nationale d'investiture de l'UMP où je représentais, en tant que déléguée, la position des femmes.

Des blocages, je peux vous dire qu'il y en a encore beaucoup. A l'UMP, il faut dire que l'on part de très loin. Du moins, c'est ce que j'observe dans mon mouvement politique, même si je pourrais commenter également ce qui se passe dans les autres partis et qui n'est pas parfait non plus.

A l'UMP, il y a des blocages importants. Pour une première raison, c'est que l'on a très sérieusement manqué l'occasion qui nous a été donnée en 2002 de placer plus de femmes candidates. Lorsqu'on a investi les candidats en 2002, on aurait dû avoir la volonté d'investir

beaucoup plus de femmes, y compris d'ailleurs sur des circonscriptions pour lesquelles on pouvait penser qu'elles n'étaient pas forcément « gagnables ». C'est la position qu'avait choisi le Parti Socialiste en 1997. On les avait d'ailleurs dénoncés en disant : « *regardez ce parti politique qui investit des femmes sur des circonscriptions perdues* ». Mais pour finir, il y a bel et bien eu un courant politique porteur et qui a permis à un certain nombre de femmes socialistes d'accéder à l'Assemblée Nationale.

A l'UMP, en 2002, nous ne nous sommes pas vraiment positionnés de cette manière-là. Nous avons eu un discours beaucoup plus technique et politique. Nous n'avons pas suffisamment eu la volonté de positionner des femmes en 2002 et je crains que les choses ne se reproduisent encore en 2007.

D'une part, parce qu'avec tous ces sortants hommes, il sera très difficile de leur dire : « *Maintenant, il faut partir et il faut laisser ta place à une femme* ». Donc tous ces sortants, qui repartent aujourd'hui en candidature à l'investiture, sont *a priori* réinvestis.

Ensuite, il y a toute une série de circonscriptions, où c'est un député de gauche qui est actuellement en place, et qui sont donc des circonscriptions très difficiles. Pourquoi ? Parce que ceux qui ont été réélus à l'Assemblée Nationale à gauche en 2002 l'ont été sur des circonscriptions très marquées à gauche. Et sur ces circonscriptions là, on va investir un nombre assez important de femmes de l'UMP. Par exemple, dans des départements très à gauche, sur cinq députés de gauche sur cinq circonscriptions, on va investir quatre femmes de droite en face. Alors que l'on avait plutôt décidé de privilégier la qualité à la quantité.

Enfin, il y a les circonscriptions où les députés partent, qui sont des circonscriptions *a priori* prenables par des femmes à droite.

Ce que je déplore, c'est qu'il n'y ait pas une volonté réelle de vouloir positionner des femmes à tout prix. Et cela n'est pas forcément la Commission Nationale d'investiture qui est en cause parce que je crois, qu'au contraire, il y a une réelle volonté de la part de notre Président à l'UMP, de la part du Président de la Commission Nationale d'investiture et de la part des membres de la Commission Nationale d'investiture de positionner plus de femmes. Et quelque part, ces personnes sont des personnes qui détiennent le pouvoir dans des départements ou dans des régions, et des personnes qui sont hommes ou femmes.

Il n'y pas que des hommes qui tiennent des discours qui freinent l'investiture des femmes, vous avez aussi des femmes qui sont très jalouses du pouvoir qu'elles détiennent. En cela, elles sont d'ailleurs très politiques. Elles épousent la logique de pouvoir et ont la même attitude que les hommes : elles veulent garder leur pouvoir et la main mise sur ce qu'elles détiennent. Alors oui, il y a des blocages. Ainsi, sur certaines candidatures féminines qui sont tout à fait crédibles avec beaucoup de compétences et que l'on a vraiment envie de voir arriver, on dit non parce que ce sera un tel qui sera soutenu par telle ou telle personnalité influente du parti.

Ceci étant dit, je pense que, les choses n'étant pas terminées encore chez nous, rien n'est encore définitif. Vous savez que les investitures ne seront définitives qu'à partir du mois de septembre et actuellement, nous sommes encore dans une démarche constructive (même si certaines circonscriptions sont *a priori* décidées). Mais il y a encore des choses à faire. Des circonscriptions ont été réservées, et j'espère encore avoir la possibilité, pour nous et notamment pour le Président, de faire passer un message plus volontariste que ce que j'ai pu entendre à certains moments, hier, à la Commission Nationale d'investiture de l'UMP.

Maintenant, je voudrais relater un autre exemple qui me semble être à l'inverse de cette position-là et que je vois chez moi, dans mon département. Quelque chose de caricatural et presque risible. Le Parti Socialiste a désigné certaines circonscriptions comme étant des « circonscriptions de femmes ». Sur quelles bases l'ont-ils décidé à priori ? En général, sur des circonscriptions pas vraiment gagnables ! Ainsi, dans mon département, il y a une circonscription comme celle-ci qui a été désignée pour une femme. En face de cette femme potentielle, il y avait la candidature d'un homme qui a déjà été député de la circonscription, qui a déjà été député européen, qui est maintenant Président du Conseil Régional et qui a été Maire de Sedan. Cet homme se porte candidat et on lui annonce que c'est une place de femme. Et tout d'un coup, « sort du chapeau » un parfait inconnu : une femme, que personne ne connaît dans le département, aide-soignante dans un hôpital d'une commune qui n'est pas dans la circonscription, et qui dit « *je suis candidate* ». Et cette femme est investie. Naturellement, à la suite de ça, il y a un vote des militants PS dans le département qui donne confiance à l'homme à 97 %.

Et pourtant je défends cette loi sur la parité. Honnêtement, je pense que cela a été quand même quelque chose de positif. Cela crée un vivier. Cela permet à des femmes de s'investir dans des mandats locaux, même si elles ne sont pas parfaites. Et je pense que, grâce à cette loi, on est lancé dans un processus qui fait avancer les choses. Mais dans le cas que je vous exposais, et ce n'est pas la seule circonscription en France, je me dis que quelque part les gens peuvent penser que l'on se moque un petit peu d'eux. C'est-à-dire que, légitimement, les gens en ont marre des politiques. Et je crois que la base de l'engouement pour les personnes et pour les femmes, et notamment le phénomène Ségolène Royal, c'est que globalement les gens en ont un peu marre de leurs politiques. Ils ont l'impression qu'ils ne sont pas écoutés, qu'ils ne sont pas entendus, que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte. Et donc ils en ont marre des politiques.

Mais heureusement, ils n'en ont pas marre de la politique ! Et avoir envie de la politique, c'est finalement garder l'espoir. Et ils ont quand même envie que cette société les écoute et évolue. Ils ont envie de changer et ont plutôt envie, *a priori*, de faire confiance à des femmes. Pourquoi ? Parce qu'il leur semble qu'avec des femmes les choses peuvent changer un peu. Et je pense qu'effectivement elles peuvent changer un peu, comme elles peuvent ne pas changer non plus. Je ne crois pas fondamentalement à une grande différence entre les femmes et les hommes, même s'il peut y avoir quelques subtilités. Je crois plutôt en la parité parce que c'est normal que dans une société où il y a 50 % de femmes il y ait 50 % de personnes en représentation sur des mandats. Et les gens sont dans cette démarche-là. Mais je crois qu'il ne faut pas non plus se moquer d'eux. Il ne faut pas leur donner la sensation que l'on utilise, cette pensée plutôt pro femme, pour leur mettre des femmes à tout prix, a fortiori des femmes qu'ils ne connaissent pas et qui ne sont pas reconnues. En conclusion, je dirais que l'on doit utiliser un curseur volontariste dans les partis politiques pour placer les femmes mais qu'il ne faut pas placer le curseur jusqu'au bout parce que sinon on devient ridicule.

## **Françoise MIQUEL**

Merci beaucoup, Bérengère. Oui, c'est vrai qu'il ne faut pas que cela apparaisse artificiel. Mais l'artifice n'existe que quand on n'est pas organisé, car les viviers de femmes existent et on peut aller les chercher. Donc je crois que ce genre de situation ne prévaut que quand il y a un acte manqué de la part des hommes. Et donc je souhaiterais que France, qui sera probablement candidate à une élection suprême l'année prochaine, nous dise comment elle voit les choses, si elle a eu des difficultés ou pas à obtenir les signatures qui seront nécessaires à cette élection. Et est-ce

qu'elle sent de la part des sympathisants et des futurs électeurs de Génération Ecologie cette aspiration au renouvellement par les femmes dont nous parlons ?

## France GAMERRE

Merci. D'abord, je suis vraiment heureuse d'être parmi vous et de pouvoir m'exprimer à une tribune où, peut-être, on est mieux compris parce que l'on a les mêmes aspirations. Ce que je voulais vous dire, tout d'abord, c'est que j'avais prévu un joli texte, un peu ironique, sur la tradition masculine, mais tout a été dit et fort sérieusement. Donc je ne vais pas le lire. Toutefois, ce que je voudrais vous dire, c'est que si l'on reprend un petit peu l'histoire, on voit que les femmes sont, comme le dit le stéréotype, à l'intérieur de la caverne. Mais elles sortent de temps en temps en période de crise. Je ne vais pas vous citer Jeanne d'Arc etc., mais le fait est qu'elles sortent en période de crise. Mais le problème, c'est que les hommes les remettent très vite à leur place. Je pense que pendant la deuxième Guerre Mondiale, on a eu des femmes qui ont été des combattantes, qui se sont affirmées, qui ont été des chefs de clans ou encore des chefs d'armées.

Tout à l'heure, Brice Teinturier, Directeur de la Sofres, a prononcé le mot « putain ». Cela vous a choqué et moi aussi. Mais après coup, j'ai réfléchi et je me suis dit : « Que s'est-il passé après la deuxième Guerre Mondiale ? ». On a encensé les femmes qui avaient combattu mais après, il y a eu des mots qui ont été dits : « *C'est curieux, elles vivaient comme des hommes, elles étaient ci, elles étaient là* ». Et on revient au cliché, au stéréotype de la sainte et de la putain. C'est très ancré dans les stéréotypes, et je pense que c'est encore très ancré aujourd'hui.

Je disais donc que les femmes interviennent dans les périodes de crise. Mais les femmes sont aussi souvent des « femmes alibis ». Cela remonte assez loin. Je pense notamment à Léon Blum. A l'époque, les féministes avaient réclamé le droit de vote et il a refusé. Il a refusé mais il a nommé trois sous-sous-secrétaires d'Etat. Alors cela veut dire quoi ? Cela veut dire tout simplement qu'il avait certes satisfait des personnes certainement honorables mais qu'il n'avait donné aucune satisfaction à leur groupe social, à leur appartenance. Et donc c'était déjà des femmes alibis.

Alors qu'est-ce qui a changé aujourd'hui ? Pourquoi me suis-je engagée dans un petit parti ? (*Génération Ecologie. NDLR*) Pourquoi suis-je candidate déclarée à la présidentielle et pourquoi je me bats depuis plusieurs années ? Je crois que ce qui a changé, c'est la nature du monde et de ses enjeux. Actuellement, la notion de développement durable commence à émerger dans la conscience ce qui est une preuve manifeste que l'on se trouve en période de crise. Et je crois que ce n'est pas les hommes qui répondront à ce besoin. A l'inverse, cela passera par les femmes, et cela j'en suis convaincue. Et c'est pourquoi nous sommes toutes des combattantes.

C'est vrai que pourtant on nous oppose beaucoup de choses. On en a parlé tout à l'heure, je ne vais pas les répéter. Mais il y a un mot que j'entends sans arrêt dans mes meetings, puisque je sillonne la France, c'est le mot « manque » : « *Les femmes manquent de compétences* », « *les femmes manquent de temps* », « *les femmes manquent d'intérêts pour les affaires publiques* », alors qu'il y a des milliers de femmes dans les partis politiques - et je ne parle pas du monde associatif -. Mais dès qu'elles doivent passer à l'exécutif, on n'en parle plus. Tout cela, ce sont des constats que je fais tous les jours, et je dois dire que ce n'est pas du tout fondé.

Je voudrais vous parler, mise à part l'écologie, d'une expérience que j'ai. Je suis adjointe au Maire de Marseille et je suis déléguée aux affaires maritimes. Et en 2001, quand le Maire m'a donné cette délégation, cela a été un vrai scandale parce que les affaires maritimes, certes, c'est les plages et les

régates, mais ce n'est pas toujours facile avec les ports ou certaines compagnies qui étaient encore en grève il y a peu. C'était la première fois dans l'histoire de Marseille qu'une femme avait les affaires maritimes. Je dois vous dire que j'ai passé deux ans qui ont été vraiment très, très durs, pour obtenir la reconnaissance, non pas des politiques, mais celle des acteurs de la vie maritime à Marseille. C'est un chemin que j'ai fait, c'est aussi un chemin personnel qu'il faut faire quand on est député, quand on est élu. Je crois que c'est aussi important de faire ce cheminement personnel, et cela nous ne l'avons pas encore évoqué. Je crois que c'est un facteur de réussite également.

**Françoise MIQUEL**

Merci, France. Je vais donner la parole, maintenant, à Nathalie. Nathalie, je ne sais pas si tu es la benjamine mais tu es une des benjamines.

**Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET (validé)**

Il y a plusieurs hommes plus jeunes. Il y a tellement peu de femmes que chacune est la plus blonde, la plus grande, la plus grosse, la plus jeune.

**Françoise MIQUEL**

Mais c'est faux.

**Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET**

C'est seulement parce que l'on est très peu nombreuses que l'on a ce genre de faux privilèges. Je suis la plus jeune en femme.

**Françoise MIQUEL**

Quelle est ton expérience ?

**Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET**

Je voudrais revenir un petit peu sur le titre de notre session du matin : « *La relève passera-t-elle par les femmes ?* ». Parce que je trouve qu'il y a quelques mensonges trop faciles pour ces messieurs derrière ce genre de titre et derrière l'association entre les femmes et la relève.

Le problème c'est que c'est un énorme mensonge qui est démenti par une arithmétique très simple. Vous regardez les femmes à l'Assemblée, en proportion, il y en a moins parmi les moins de 50 ans que parmi les plus de 50 ans. Parmi la tranche la plus jeune, il y a moins de femmes que parmi la tranche la plus âgée. Cela veut dire quoi ? Cela veut dire que l'on ment à tout le monde en disant que la féminisation se fera naturellement. Cela ne se fait pas naturellement. On a actuellement la même proportion de femmes à l'Assemblée que dans l'Assemblée constituante en 1946. Evidemment, entre temps, cela a été encore pire. N'empêche que la même proportion que dans l'Assemblée constituante en 1946, ce n'est quand même pas terrible.

Et une des raisons pour lesquelles cela ne se fait pas naturellement c'est qu'il y a un deuxième mensonge c'est celui de l'arithmétique, quand on dit qu'il y a 13 % de femmes à l'Assemblée. 13 %, encore une fois, c'est arithmétique. En effet, quand on calcule c'est ce que l'on trouve. Mais la réalité de la vie politique ne s'arrête pas à ce chiffre. Quelle est l'influence des femmes qui sont en place ? Elle dépend fortement de la capacité, notamment dans la vie politique française qui est organisée sur des temps assez longs, des femmes à insérer durablement dans la vie politique, à y prendre progressivement des fonctions, à y trouver des espaces dans lesquels elles peuvent développer leurs compétences et leurs influences. Cela se fait au fur et à mesure du temps.

Donc il y a 13 % de femmes sur le papier, mais il y en a beaucoup moins que ça qui restent, parce que, comme le soulignait Bérengère, elles sont plutôt sur des circonscriptions fragiles. Si vous regardez parmi ceux qui restent, qui sont vraiment sûrs, qui ont des circonscriptions solides, parmi ceux qui font trois mandats à la suite, donc qui ont le temps et la disponibilité aussi pour pouvoir s'investir dans la vie politique nationale, vous avez en fait de l'ordre de 5 % de femmes. C'est-à-dire que non seulement on ment en disant que la féminisation se fera spontanément parce que cela ne se fait pas spontanément, mais en plus la réalité de la présence des femmes dans la vie politique nationale est très inférieure à ce qui est affiché. 5 %, ce n'est pas une présence, ce n'est même pas un alibi. 5 %, ce n'est rien, cela veut dire que l'on est dans un milieu qui en fait, fondamentalement, n'est pas mixte.

D'ailleurs, je me bats un petit peu contre ce mot de « parité ». La parité, c'est une question de justice, on pense 50/50. Là aussi, c'est assez arithmétique. La réalité du milieu politique c'est qu'il est assez largement non mixte, notamment le milieu politique national. Quand je dis non mixte, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de femmes, cela veut dire que les femmes ne sont que de passage. On ne peut pas considérer que leur présence a transformé ce milieu qui, à la base, était un milieu d'hommes, en quelque chose qui serait un milieu mixte. Et ce n'est pas seulement un problème de justice, c'est aussi un problème d'efficacité.

Un milieu professionnel qui n'est pas mixte, que ce soit d'ailleurs parce qu'il y a trop de femmes en proportion ou trop d'hommes, c'est un milieu qui perd énormément en dynamique, en créativité. Il y a un appauvrissement dans la non-mixité. Et on retombe sur le problème de la relève. Il est important que l'on sorte de ce mouvement de cooptation qui fait qu'il n'y a jamais de nouveaux. Et quand il y a des nouveaux il y a cette pression sur eux pour qu'ils soient le plus conformes possible. Donc on est dans un milieu qui en fait, est d'une extrême pauvreté et d'une très faible créativité.

Et je partage totalement, là-dessus, ce qui a été dit tout à l'heure par Bérengère et par France, on perd beaucoup, le pays perd beaucoup. C'est-à-dire que nous les femmes perdons beaucoup parce que ce n'est pas juste, mais le pays perd beaucoup parce qu'il y a énormément de bonnes idées, de bons projets qui ne seront jamais portés. Et ce n'est pas particulièrement parce que ce sont plutôt des projets de femmes que des projets d'hommes. Je n'aime pas trop l'idée qu'il y a plutôt des thèmes pour femmes et pour hommes. Je fais très attention, à l'Assemblée, à ne pas être enfermée dans des sujets dits de femmes. Sans qu'il y ait des projets de femmes ou des projets d'hommes, simplement le fait qu'un milieu ne soit pas mixte, mais cela veut dire qu'il n'y a pas l'émulation qu'il faudrait, il n'y a pas la richesse qu'il faudrait, et il y a un tas de choses qui, tout simplement, ne peuvent pas émerger.

Une fois que l'on a dit cela, vous me direz que l'on n'a pas résolu la question. Je ne propose pas de solutions clefs en main, mais en tout cas je vous propose un motif de combat, si vous me permettez ce mot, qui est de refuser de se laisser enfermer dans ces fadaïses que l'on nous sert depuis des

années, qui sont celles que j'ai citées en introduction : « *Tu verras, avec le temps, naturellement il y aura plus de femmes* », et quelques autres. Nous, je crois que l'on peut se le dire, on nous les a servies. Vous, on vous les sert. Et puis, il y a un moment où, si l'on ne gueule pas assez fort, dans dix ans, on les servira aux suivantes.

**Françoise MIQUEL**

Bravo ! Merci pour ce regard profond sur ce sujet. Conclusion un peu pessimiste.

**Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET**

Non. Je fais appel à la révolte.

**Françoise MIQUEL**

Je voulais dire sur la pauvreté du milieu politique. C'est vrai que je constate un regard convergent avec celui des citoyens de base qui ne nous rassure pas beaucoup sur la capacité à ré-enrichir la démocratie. C'est malheureusement une réalité mais que tu as décrite, je trouve, avec beaucoup de profondeur et des mots extrêmement justes. Donc je te remercie de ce regard et surtout de ne pas avoir adopté la langue de bois et le conformisme du milieu auquel tu appartiens désormais de manière à te faire plus aimer. Et je constate que tu as le courage d'une certaine impopularité, ce qui est aussi une caractéristique féminine. Merci beaucoup, Nathalie.

Valérie, ton expérience est exceptionnelle. Tu as conquis de haute lutte une circonscription. Tu t'imposes maintenant comme porte-parole de l'UMP. Est-ce que tu peux nous dire ce qui, dans ton expérience, aussi, a été saillant et si le Ministère de la parole est admis comme étant plus naturellement au féminin, bien que tu partages cette responsabilité avec un monsieur ? Et, à ton avis, quelles sont les priorités sur lesquelles il faudrait agir ?

**Valérie PECRESSE (validé)**

Tout d'abord, je voudrais féliciter « Femmes, Débat et Société » d'être encore une association aussi vivante, huit ans après sa création. Et à vous toutes, je voudrais dire bravo de ne pas vous être démobilisées après la tragique erreur de 2002 où l'UMP n'a réussi à investir que très peu de femmes alors que l'on avait une occasion de renouveler profondément le paysage politique. Cette occasion, les socialistes, eux, ne l'ont pas laissé passer en 1997, quand ils avaient très peu de sortants. Donc bravo d'être encore là et de ne pas avoir décroché. Bravo enfin à Françoise Miquel et à Sylvianne Villaudière d'organiser ce type de débat car que je pense que c'est maintenant que tout se décide pour 2007.

Pour commencer, je vous dirais que je partage complètement le constat qui a été dressé par toutes mes camarades et particulièrement celui que vient de dresser Nathalie Kosciusko-Morizet sur le lien entre la pauvreté de la vie politique et l'absence des femmes. Mais je crois que justement cette pauvreté va pouvoir être le déclic qui fera changer les choses. Car finalement, ce sont les électeurs qui veulent des femmes.

Je vais vous faire un petit florilège de tout ce que j'ai entendu en cinq ans pour que vous puissiez comprendre la racine du problème :

J'ai d'abord entendu que « *les femmes de droite ne veulent pas faire de la politique mais qu'elles veulent élever leurs enfants* ». « *Elles sont de droite et ont donc des valeurs traditionnelles familiales au cœur - ce qui est vrai. Dès lors, elles ne voudront pas s'investir en politique.* » C'est l'une des premières choses que j'ai entendues, en 2001, au moment des municipales. Heureusement, 2001 a permis l'arrivée d'un certain nombre de femmes maires dans un certain nombre de grandes villes. Je pense notamment à Montauban, à Sens, ou à Strasbourg, où l'on a vu des femmes de droite arriver à des postes qui demandent une disponibilité de tous les instants. Voir arriver des femmes maires, cela a été, je pense, une première révolution. Mais on nous avait dit qu'avec la parité aux municipales on n'aurait tout de même pas de femmes sur les listes électorales. Preuve en est aujourd'hui, 40 % des élus municipaux sont des femmes, on a la parité quasiment dans tous les exécutifs municipaux. Les femmes de droite se sont levées et ont repris le flambeau. Voilà déjà un préjugé qui s'est révélé complètement faux.

Deuxième chose que l'on entendait à la présidence de la République quand j'y étais, entre 1997 et 2002 : « *Les femmes ne votent pas pour des femmes. Les femmes veulent voter pour des hommes.* » Radicalement faux ! Erreur absolument majeure ! Toutes celles qui se sont présentées à des élections savent que leur premier soutien est venu des femmes. Je me souviens avoir fait ma campagne électorale dans les Yvelines contre le Général Morillon, persuadée qu'effectivement j'aurai des problèmes, et d'avoir eu des femmes qui se levaient, qui venaient me voir et me disaient : « *On va vous soutenir. On en a marre des hommes* », etc. On avait donc un mouvement très fort de femmes, mais aussi un mouvement très fort d'hommes qui veulent voter pour des femmes.

Troisième poncif : « *les hommes ne font pas confiance aux femmes pour être élues.* » Ce qui est une nouvelle fois faux ! Les hommes sont tout à fait conscients qu'il faut un renouvellement. Ils votent aussi pour des femmes et ils le font sans aucune inhibition.

Ensuite, on entend des choses beaucoup plus machistes. Là, je vais citer le parti socialiste, parce qu'il n'y a pas de raison de s'autoflageller. Quand on entend Claude Allègre dire qu'il faut un « *homme fort pour la République* », quel est le message subliminal derrière ? Le message subliminal est qu'une femme n'a pas assez de poigne, pas assez de force, pas assez de force de conviction et pas assez de courage pour diriger un pays. Et donc nous ne sommes pas capables de faire de la politique.

Cela me choque horriblement d'entendre cela. Qu'est-ce que cela veut dire derrière ? Derrière, l'idée c'est que si vous n'avez pas des biceps et beaucoup d'autres choses, vous n'êtes pas capables d'aller dans un monde dur, un monde de rapport de force. C'est vrai que la politique est un monde dur, très dur. Et l'on nous dit qu'on n'y arrivera pas.

Si vous regardez les qualificatifs qui sont donnés à un certain nombre de femmes en politique, ce sont des qualificatifs quasiment virils. Là on voit pleinement qu'on se trouve dans un univers de rapport de force, de brutalité où la femme, parce qu'elle est féminine, ne peut pas trouver sa place. C'est ce que dit Claude Allègre quand il déclare qu'il faut un « *homme fort pour la République.* » Non seulement il tacle Ségolène Royal mais il insinue aussi qu'en réalité elle n'aura pas les épaules.

Ensuite, vous avez mieux. Vous avez Jack Lang qui dit que : « *la présidentielle ce n'est pas un concours de beauté.* » Venant de lui, c'est quand même assez savoureux, l'homme à la chemise rose ! Mais là aussi, qu'est-ce que cela veut dire ? La femme ne vient se faire élire que sur son physique, la femme n'est qu'un physique... Encore une fois, on retrouve beaucoup de représentations que je vous laisse imaginer. Mais non, ce n'est pas un concours de beauté, et nous ne sommes pas dans une logique de séduction, mais bien dans une logique de compétences, femmes ou hommes.

Enfin, vous avez la cerise sur le gâteau. Il s'agit de Laurent Fabius qui demande : « *Qui gardera les enfants ?* » C'est vrai, c'est le principal obstacle qui se dresse devant la femme française en politique. C'est « l'argument qui tue. » C'est l'argument d'autorité. C'est : « *Vous avez le droit d'être caissière de supermarché avec des horaires décalés. Vous avez le droit de travailler la nuit à la chaîne dans les usines. Vous avez le droit d'être serveuse chez McDonald's debout derrière votre comptoir. Mais femmes politiques, vos pauvres enfants, qu'est-ce qu'ils vont souffrir !* » C'est vraiment l'argument qui nous exclut toutes. Cet argument n'est cependant pas totalement faux. Je pense objectivement qu'il y a un vrai vivier de compétences féminines dans les femmes qui ont fini d'élever leurs enfants car la politique demande tant de temps qu'un certain nombre de femmes refusent de faire les deux en deux temps.

Cela dit, se pose alors le problème qu'a soulevé Nathalie Kosciusko-Morizet : le pouvoir ou l'influence d'une femme sur la sphère politique nationale se construit dans la durée. Si vous regardez les femmes qui ont fait de vrais parcours dans tous les pays occidentaux ou ailleurs dans le monde, elles ont construit un personnage politique dans la durée. Quant à Ségolène Royal, Martine Aubry ou Elisabeth Guigou, elles ont l'air neuves ou presque, alors qu'elles ont déjà vingt ans de travail politique derrière elles.

Néanmoins, si on se met à se dire que les femmes n'arriveront en politique qu'à 45 ou 50 ans, cela signifie que vous aurez des femmes députées certes, mais vous aurez par ailleurs des difficultés à avoir des femmes Premier Ministre ou des femmes grands Ministres. Elles n'auront en effet pas cet acquis d'expérience que les hommes auront. Il faut quand même aussi rappeler que les femmes ne sont pas des alibis. Elles sont là pour apporter leurs compétences et leurs savoirs. Si elles n'ont pas fait des carrières de longue durée dans le paysage politique et si elles n'ont pas marqué un sillon pendant dix, quinze ou vingt ans, elles n'arriveront jamais aux postes à responsabilités. La situation est la même dans les entreprises. On ne nomme pas un PDG au bout de cinq ans. On nomme un PDG au bout de vingt ans. Cela nécessite un parcours dans une entreprise. De la même façon, devenir Ministre, c'est un parcours dans la vie politique et c'est un apprentissage. Si l'on part du présupposé que la femme ne peut faire de la politique qu'en ayant élevé ses enfants, on la cantonne en réalité à un rôle qui, sans être nécessairement subalterne, ne sera pas un rôle de premier plan.

La question était : la femme peut-elle apporter un renouvellement ? Je pense sincèrement que oui. Oui, parce que je crois que, curieusement, dans la vie politique française, il y a des choses qui, quand elles sont dites par des femmes, avec des mots différents, avec une façon d'aborder le problème de façon beaucoup plus concrète, passent beaucoup mieux que quand elles sont dites par des hommes. Cela choque les hommes politiques qui en sont malheureux, mais il est évident que quand Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy parlent de sécurité, et même s'ils prononcent les mêmes mots, les Français ne perçoivent pas la même phrase.

Ségolène Royal dit : « *Les militaires doivent s'occuper des primo délinquants.* » C'est une absurdité abominable car les militaires ont bien autre chose à faire que de s'occuper des primo

délinquants. D'autre part, le primo délinquant est dans 80 % des cas un jeune qui fait une bêtise, qui ne récidivera jamais et qui n'a par conséquent pas besoin d'être pris en charge par les militaires.

Si Nicolas Sarkozy avait dit une absurdité pareille, les banlieues auraient flambé, la gauche se serait enflammée, *Libération* aurait publié un autodafé, et ainsi de suite... Ségolène Royal fait ces déclarations, et on parle de bon sens, on se félicite que de vraies valeurs soient défendues par l'armée...

Je voudrais m'attarder sur cet exemple. La même phrase dite par deux personnes différentes : une femme ; un homme. Le positionnement et le message reçu par la population ne seront pas semblables. Et il en va de même pour un grand nombre de choses. Je pense donc que les femmes peuvent aujourd'hui être des vecteurs très forts de changement dans notre pays. Pourquoi ? Parce que le changement porté par une femme sera vécu avec beaucoup plus de douceur et d'empathie par les gens qui reçoivent le message. L'homme véhicule une image d'autorité, de hiérarchie, de force et de solidité. L'exemple est en ce sens frappant. Cela signifie donc que la femme peut être vecteur d'une force de progrès en politique.

Les femmes peuvent aussi être vecteurs de victoire. Les Français ont envie de voter pour les femmes et le parti qui alignera beaucoup de femmes, de jeunes, etc., aura une image de modernité, de dynamisme et d'ouverture sur la diversité de la société française et de ses problèmes concrets de vie quotidienne. La mère de famille, quand elle est élue, sait de quoi elle parle car elle reste en prise avec la vie quotidienne, bien plus que la plupart de ses confrères masculins. Cette réalité du quotidien des Français, ils l'ont souvent complètement oubliée : faire des courses dans un supermarché par exemple.

Mais que peut-on faire pour concrétiser cela ? Je pense, et je tiens à le dire de manière très solennelle, que l'on ne peut pas tout attendre d'une Commission d'investiture qui siège à Paris. Le temps où l'on parachutait de Paris une personne dans une circonscription qu'elle ne connaissait absolument pas et où elle n'avait pas d'attache est quasiment révolu. L'acceptation d'une candidature vient par le local. Bérengère Poletti l'a d'ailleurs très bien décrit. Vous pouvez arriver dans une circonscription où l'on a besoin de vous, y compris si vous êtes étrangères à la circonscription, mais à condition que le local vous accueille et vous porte.

Il y a aussi le problème des héritiers. Un homme politique se cherche généralement un héritier. Quand on se cherche un héritier, on cherche souvent un jeune homme, on se cherche un fils. On a plus de mal à se chercher une fille. Les mentalités évoluent actuellement. De nombreux hommes politiques ont eu des filles et savent que ces dernières peuvent faire des choses dans la vie. Ils peuvent par ailleurs se laisser prendre par un autre biais et considérer qu'avoir une femme comme successeur, c'est ne pas avoir de successeur. On n'est pas vraiment remplacé puisqu'on l'est par une personne radicalement différente de vous. Ceci peut psychologiquement jouer : un homme qui passe la main à une femme passe la main à quelque chose d'autre, à « un OVNI. » Il peut ainsi y avoir une forme de valorisation personnelle de l' élu lorsqu'il passe le témoin à une femme dans la mesure où il promeut les femmes. Il est moderne, il représente l'homme qui tend la main à une femme.

## **Françoise MIQUEL**

Et il ne sera pas vraiment remplacé.

## Valérie PECRESSE

Non il ne sera jamais vraiment remplacé. Ces deux arguments sont très forts et il faut les faire valoir. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'une femme qui a la détermination de faire de la politique doit prendre contact localement avec les territoires dans lesquels elle a un ancrage, aller se faire reconnaître des élus locaux et essayer de se faire coopter par les chefs du département concerné. C'est comme cela que ça marche le mieux. On se trouve aujourd'hui dans une logique assez décentralisée. Lorsque j'étais à la Présidence de la République, un certain nombre de mes camarades voulaient une circonscription en 2002 et ne l'ont pas eue. Ils ne l'ont pas eue parce que des chefs de département, des Présidents de fédération n'en ont pas voulu. Lorsque c'est bloqué localement, vous ne pouvez pas faire votre place. Et le Président de l'UMP doit faire preuve d'un vrai courage et d'une vraie énergie pour déclarer que ces comportements n'ont que trop duré.

Mais ce n'est plus la logique du quinquennat, au sein de laquelle l'élection présidentielle prime. Lorsqu'on vise l'élection présidentielle, il ne faut se fâcher avec personne, et certainement pas avec les barons locaux. Certainement pas non plus avec les présidents de fédération départementale parce que c'est eux qui vont faire la campagne présidentielle. Quand vous êtes candidat à la présidentielle et que vous désirez l'aide des présidents locaux, vous n'allez pas vous risquer à les contrarier en leur reprochant le verrouillage de la politique locale.

C'est pourquoi je dis à toutes celles d'entre vous qui en ont vraiment envie qu'il faut trouver le territoire dans lequel vous avez une vraie légitimité à vous présenter, puis aller voir le Président local, quitte à vous faire recommander par des gens qui le connaissent. Il faut en effet avoir ses entrées et ce n'est pas évident. Il faut ensuite voir avec lui. Contrairement à ce que l'on pense, il y aura des places à prendre dans un certain nombre de départements.

Tout cela se négocie jusqu'au dernier moment. La carte n'est pas actuellement figée. Cela nécessite simplement un repérage absolu de la cartographie des places potentiellement à prendre, des hommes qui peuvent se retirer, et une prise de contact sur le terrain avec des présidents départementaux qui pourraient vous investir. Cela a marché pour moi, et je pense que celui qui fait la différence ce jour-là, c'est vraiment le Président du département.

Alors quelle pourrait être la mesure phare, en 2007, qui changerait radicalement les choses ? Je conclurai là-dessus.

Je pense que c'est le non-cumul des mandats, c'est à dire le mandat unique pour les parlementaires. C'est « la » réforme qui peut complètement changer la donne en matière de paysage politique. C'est dans le programme du parti socialiste. L'UMP, pour l'instant, est contre. Le non cumul des mandats change complètement la donne car on voit bien pourquoi nos députés sont députés. Ils sont députés parce que ce sont des élus locaux notables. Et la députation est vue comme « l'apogée » d'une carrière d'élu de terrain local.

Si on instaure le non-cumul des mandats pour les parlementaires :

- tout d'abord, pour les femmes qui élèvent leurs enfants, c'est mieux, parce qu'un seul mandat, je peux vous dire que cela suffit largement au bonheur de quelqu'un qui a envie de le faire
- ensuite, vous déconnectez complètement la carrière locale, une carrière de notable installé, du pouvoir que l'on a quand on est maître de la politique nationale, celui de faire les lois. C'est à

ce moment-là que vous rendez beaucoup moins attractif le mandat de député pour tous nos élus locaux qui en rêvent aujourd'hui.

Devenir député, c'est en effet gagner quelques milliers d'euros par mois, ne pas avoir de secrétariat, ne pas avoir de bureau, ne pas avoir de chauffeur, ne pas avoir de voiture, ne pas avoir d'argent pour œuvrer dans la circonscription. Localement, un député n'a le pouvoir de rien, il n'est qu'un « facilitateur », qui essaie de renforcer les liens entre son département et Paris. Il n'engage cependant pas de grand projet de réhabilitation, ne mène pas de grands projets sociaux... Or, tout cela, c'est ce que les hommes aiment faire ; ils souhaitent changer la physionomie d'un territoire.

Si vous déconnectez complètement ces deux missions, locale et nationale, vous avez une fenêtre de tir qui est non négligeable pour l'arrivée des femmes en politique puisque le vivier d'élus se renouvellera considérablement. Les hommes préféreront être maires, conseillers généraux ou Présidents de Conseil Général plutôt que députés. Ils préféreront cela parce que l'homme a beaucoup plus un goût pour le pouvoir en tant que direction d'un certain nombre d'hommes. Nos élus locaux ont envie d'être à la tête d'un staff. Un député n'est à la tête de rien, un député est à la tête de lui-même et de trois petits collaborateurs, il est en profession libérale. Ce n'est pas très attractif pour un élu local qui se trouve dans une logique de notabilité.

J'y ai beaucoup réfléchi. Au départ, j'étais contre le non-cumul parce que je pensais que cela allait faire une classe d'apparatchiks de la politique, que l'on n'allait avoir que des technocrates, que les partis allaient nommer les députés... Mais, en y repensant sous l'angle de la diversité et de l'arrivée des femmes en politique, je pense finalement que ce serait la seule bonne mesure. En revanche, je suis tout à fait hostile au non-cumul dans le temps. Et si on instaure une limite dans le temps, il faudrait permettre une assez longue période, parce que je pense que la politique est un métier qui s'apprend. Au bout de cinq ans, j'ai appris beaucoup de choses, mais je pense que je ne suis pas au bout de mon apprentissage. Je pense qu'il faut à peu près dix ans pour avoir effectué un réel apprentissage de tous les rouages de la politique et une vraie connaissance d'un secteur de la politique.

Je pense que si l'on veut faire une carrière en politique et avoir de l'influence, ce sont des carrières nécessairement longues. Pour tout cela, il faut faire attention au non cumul dans le temps des mandats.

Pour un maire, trois mandats, cela me paraît être une bonne durée pour faire des choses, pour mener à bien des projets.

Pour un député, c'est une vraie question qu'il faut se poser. En dessous de trois ou quatre mandats, on ne peut pas faire un très bon Ministre des Finances ou un très bon Ministre des Affaires Sociales. Regardez François Fillon ou Nicolas Sarkozy. Un bon Président de l'Assemblée Nationale, un bon Président de Commission à l'Assemblée Nationale, tous ces hommes là ont derrière eux trois ou quatre mandats. C'est nécessaire pour connaître tous les interlocuteurs et tous les leviers.

Donc il faudra veiller à ce que l'on ne décapite pas non plus un parti politique en faisant des règles trop strictes. Voilà tout ce que je voulais vous dire.

## Françoise MIQUEL

Merci beaucoup, Valérie, de ce remarquable exposé. Tu es passée, comme il est logique chez nous les femmes, aux solutions opérationnelles.

## Françoise MIQUEL

Je vous propose d'avoir un moment d'interactivité justement sur cette question des solutions opérationnelles à apporter au blocage que nous constatons. D'abord, nous allons procéder à un petit renouvellement de la tribune. Je propose qu'Isabelle Debré nous rejoigne. Marie-Pierre Badré est là. Marie-Laure Boulot, Nicole Guedj, ton expérience de Ministre n'est pas une fonction électorale mais c'est une fonction intéressante, et donc l'espace politique des femmes Ministres est aussi un sujet important, si tu l'acceptes. On va mettre Françoise de Pannafieu ici. Marie-Pierre, je t'en prie, merci infiniment, et Marie-Laure. Pendant l'intervalle, nous allons avoir une partie interactive avec la salle.

Je voudrais savoir ce que vous pensez des solutions très concrètes du type arrêt complet du cumul des mandats et limitation du nombre de mandats successifs et éventuellement limite d'âge en politique. Alors je vais donner la parole à la salle pour l'instant. Qui souhaite s'exprimer sur ces points ? Je t'en prie, Christine. Je ne sais pas s'il y a un micro baladeur ? Christine, je t'en prie.

## De la salle

Avant de répondre sur le cumul des mandats, je voudrais quand même faire une observation à propos de ce que l'on a entendu ce matin, depuis la première intervention de Brice Teinturier et de la première table ronde, sur ce qui a été dit sur la place de la femme, le caractère de la femme et quand Nathalie Kosciusko-Morizet parlait de danger. Moi je trouve qu'il y a aussi quelque chose dont il faut absolument se méfier, c'est le piège d'enfermer la femme dans le caractère concret, dans le caractère proche du citoyen, dans sa façon d'être à proximité. Parce qu'à ce moment-là on l'éloigne totalement de ce que l'on manque cruellement à l'heure actuelle, c'est le stratège politique et le courage politique. Et le temps politique, ce n'est pas demain, après-demain et la cuisine électorale, c'est ce que l'on peut réfléchir à dix ans.

Je voudrais simplement rappeler qu'il y a une cinquantaine d'années il y avait un homme en région parisienne qui s'appelait Delouvrier et qui a réfléchi à l'avenir de cette région à cinquante ans, ce qui était toute une première mais que l'on a encore à l'heure actuelle. Alors on peut aimer ou ne pas aimer et être pour ou contre, mais il n'empêche que pour la première fois le Général De Gaulle a donné à quelqu'un une mission qui était de réfléchir à cinquante ans. Aujourd'hui, on est loin de ces problèmes-là. Donc je trouve que c'est quelque chose que l'on a toujours tendance à oublier que la stratégie politique ce n'est pas masculin, ce n'est pas féminin, elle existe bien et on aurait intérêt, nous, à la reprendre.

Alors pour répondre à ta question sur le cumul des mandats, je crois qu'il faut être très prudent. Parce que moi je suis contre le cumul des mandats mais à des nuances près. Il faut d'abord dire de quel mandat on parle et, *a priori*, par exemple, si l'on prend un sénateur, ce n'est absolument pas idiot qu'il ait un mandat de conseiller municipal. On n'est pas obligé d'être maire et d'être sénateur, mais on peut être conseiller municipal et garder un œil sur le terrain, et justement cet œil de proximité. Et quand j'entends dire que les hommes ne sont pas prêts à être uniquement députés,

excusez-moi mais là je ris franchement, parce que tout le monde aime être député. Quand vous travaillez avec des parlementaires, qu'ils soient sénateurs ou députés, qu'est-ce qu'ils aiment ? C'est la proximité avec les médias. Vous ne l'avez pas forcément quand vous êtes conseiller général ou Président du Conseil Général, ou à titre exceptionnel. Quand vous avez l'accès aux postes ministériels, c'est au niveau des parlementaires. Donc là, je crois qu'il faut être nuancé.

### **Françoise MIQUEL**

Oui, d'accord. Nous savons très bien que nous avons, sur ces sujets, des positions qui ne sont pas unanimes. Il y a beaucoup de différences chez nous sur la question du cumul des mandats et des mandats successifs. Nous devons en débattre. Nous commençons à le faire aujourd'hui, c'est une très bonne chose. Je pense qu'il y a de vrais arguments, de faux arguments, et qu'il faudra faire la part des choses.

Nous avons un membre qui souhaite à nouveau prendre la parole sur ce sujet. Je t'en prie.

### **De la salle**

Merci. Simplement pour donner une opinion parmi d'autres, bien sûr, sur cette question de cumul des mandats. Je pense que jumeler une expérience nationale et une expérience locale est quelque chose d'extrêmement précieux. Je pense d'abord que pour les sénateurs il est plus que normal, Isabelle le sait, d'avoir bien entendu un ancrage local puisque c'est une élection qui n'est pas au suffrage universel direct donc c'est une élection qui se fait quand même à partir des élus locaux. Donc c'est une filiation normale. Et en ce qui concerne les députés, je sais bien, et vous le savez toutes comme moi, qu'un parlementaire peut quand même perdre assez vite, s'il est un peu happé par Paris, la notion du terrain, la véritable connaissance du terrain, et qu'un mandat local est un apport extrêmement important.

Il y a une chose qui m'a frappée aussi tout à l'heure sur laquelle j'émettrai des nuances. Quand Valérie Pécresse a dit que les hommes avaient la culture de l'autorité et donc du pouvoir lié à un mandat local, j'élève la main et je dis non parce que les femmes aiment la réalisation. Et comment faire mieux et réaliser mieux qu'avec un mandat local ? Je suis peut-être un peu partiale, mais un mandat local est un mandat roi, un mandat extraordinaire. Et je crois que là il n'y a pas de différence entre les uns et les autres. Donc prudence sur ces réflexions. Et il faut préciser aussi de quel mandat local on parle quand on dit que l'on ne peut pas avoir deux mandats en même temps.

Un dernier point sur la longévité, parce que c'est aussi un point très délicat. On voit effectivement que ce sont des messieurs, pardonnez-moi Monsieur, l'histoire l'explique, qui s'accrochent à des mandats et qui donc, à 80 ans, se reverraient bien à nouveau candidats. J'en connais. Il y a un véritable problème. Que peut-on se dire ? On peut se dire que peut-être le parti devrait se fixer des règles. Néanmoins, si la personne veut être candidate, ce sont les électeurs qui trancheront. Et finalement, ce n'est pas plus mal que ce soit les électeurs qui tranchent en fin de compte. Parce qu'admettons que l'on se retrouve à avoir affaire à un excellent élu dont il paraît aux électeurs qu'il est irremplaçable pour encore un temps, pourquoi, par une disposition législative, se l'interdire ? Voilà la petite réflexion que je souhaitais soumettre à l'assemblée.

**Sylvianne VILLAUDIERE**

Merci. Je vous propose de donner la parole à Isabelle Debré qui, je le sais, veut réagir aux propos de Valérie Pécresse. Parce qu'il y a, sur ce sujet complexe du cumul des mandats, de vraies positions qui parfois sont différentes en notre sein, et tant mieux. C'est cela aussi la complémentarité de la vision des femmes.

**Isabelle DEBRE (validé)**

Merci.

Je souhaiterais réagir sur un point précis : le cumul des mandats. Beaucoup a déjà été dit sur le cumul des fonctions électives. Une loi est intervenue pour fixer le droit en la matière. Pour ma part, je pense nécessaire la limitation imposée aux élus mais je rejette totalement l'idée du mandat unique.

Permettez-moi de revenir brièvement sur mon parcours d'élue pour illustrer mon propos : comme certains le savent peut-être, j'ai commencé ma « vie » d'élue par un mandat local dans l'opposition municipale de ma commune. Six années au total qui ont été à la fois rudes politiquement parlant, enrichissantes sur un plan personnel et qui m'ont beaucoup appris. Grâce à cette expérience de terrain, j'ai eu le privilège de figurer sur la liste de l'UMP pour les élections régionales de 2004 et d'être élue à l'assemblée régionale jusqu'à mon élection comme Sénateur des Hauts-de-Seine. Touchée par le cumul des mandats, il me fallait abandonner l'un des trois que je détenais, ce qui m'est apparu normal et nécessaire compte tenu de la charge de travail que cela représentait. La facilité et la question financière auraient pu m'inciter à choisir d'abandonner mon mandat local. Je ne l'ai pas fait, souhaitant conserver une assise locale et une proximité avec mes concitoyens, que j'aurais perdue si j'avais privilégié mon mandat régional. Je suis convaincue que si l'on veut bien légiférer, il faut justement un mandat local, il faut être confronté au jour le jour aux problèmes de la vie quotidienne de chacun d'entre nous.

Aller vers le mandat unique serait une erreur pour ce besoin évident de proximité qu'ont les élus mais aussi pour des raisons purement matérielles : comment un homme ou une femme peut-il élever dignement sa famille en recevant 700 euros par mois - pour celles qui l'ignoreraient, je rappelle en effet qu'en tant qu'adjoint d'une commune de 27 000 habitants, un élu perçoit environ 700 euros d'indemnités de fonctions. A tout le moins, envisager le mandat unique, c'est aussi envisager une revalorisation du mandat local.

Les femmes ont un rôle essentiel à jouer en politique. Elles sont sans doute plus pragmatiques que les hommes, plus attentives aux autres, aussi compétentes et certainement plus courageuses. Cela étant, il a fallu passer par une loi sur la parité, à laquelle d'ailleurs j'étais l'une des rares femmes à être hostile avec Michèle Alliot-Marie. Je reconnais que j'étais peut-être dans l'erreur et qu'il fallait sans doute une loi pour permettre de changer les choses et pour que la politique ne soit plus un territoire exclusivement réservé aux hommes. Je sais ce que je dois à la loi, je ne peux donc pas être ingrate vis-à-vis d'elle ! Cela étant, l'expérience des Hauts-de-Seine montre combien cette avancée est fragile. Aux dernières sénatoriales, tous les sortants de l'UMP ont voulu repartir, au besoin en montant des listes dissidentes. La manœuvre a parfaitement réussi puisqu'ils ont été, à une exception près, réélus. Ce qui a eu pour effet de limiter le nombre de femmes sénateurs à la portion congrue. C'est regrettable certes, mais comment expliquer aux hommes qui n'ont pas démérité qu'ils doivent céder leur place simplement parce qu'ils sont des hommes.

Faire accepter que les femmes aient pleinement un rôle en politique prendra encore du temps. Les mentalités doivent évoluer, même si l'on ne peut qu'envier la situation qui prévaut dans certains pays nordiques comme la Suède. Le vocabulaire aussi devra évoluer : il faut être vigilant. Comment accepter que l'on dise d'un homme qu'il a du charisme et d'une femme qu'elle est charmeuse ? Comment accepter que l'on dise d'un homme qu'il a de l'autorité et d'une femme qu'elle est autoritaire ? Michèle Alliot-Marie et moi l'avons d'ailleurs appris à nos dépens ; je me souviens de la photo d'un journal sous laquelle figurait le commentaire « *Un même style, énergiques, un brin autoritaires* ». Non, pas plus Michèle que moi sommes autoritaires. La connaissant bien, je peux dire que Michèle Alliot-Marie a une vraie personnalité et de l'autorité. Par son exemple, elle a contribué à la crédibilité des femmes, et tout particulièrement récemment en occupant un poste habituellement réservé à un homme.

Voilà ce que je souhaitais dire sur ce sujet ; je pense que la salle veut s'exprimer.

### **Sylvianne VILLAUDIÈRE**

Je voulais simplement rappeler un petit peu l'articulation de notre débat. Nous avons actuellement un certain nombre de réactions, de propos, on l'a vu, des femmes qui sont déjà en politique. Et nous allons continuer un petit peu notre tour de piste. Nicole Guedj, nous espérons aussi que tu nous fasses part de ton formidable témoignage et de ce que tu penses aussi du cumul notamment. En l'occurrence, je vous indique que toutes nos candidates à l'investiture pour les législatives 2007, je vous demande de bien vouloir vous rapprocher du devant de la salle pour que nous puissions vous passer la parole dans à peu près une demi-heure. Chacune d'entre vous, nous allons vous proposer de vous présenter et d'exposer aussi vos motivations et votre sens de l'engagement et ce que vous souhaitez pour la politique pour les législatives 2007 notamment. Donc n'hésitez pas à nous rejoindre et à venir tout près de la salle. Et je demande aussi à Marie-Pierre Badré de venir ici, à la tribune, me remplacer, s'il vous plaît.

### **Françoise MIQUEL**

Merci, Sylvianne. Moi je voudrais recueillir le témoignage de Nicole Guedj pour laquelle j'ai la plus grande admiration, qui a fait un parcours politique notamment mais au service plutôt d'idéaux personnels. C'est-à-dire que tu as utilisé la politique comme un des moyens d'aboutir à tes objectifs d'utilité collective, et notamment avec ton projet de casques rouges et de stations autonomes de télécommunication pour les situations d'urgence. Tu as pu faire le témoignage, hier, de cet engagement. Ce que je voudrais savoir c'est quelles leçons tu tires très concrètement de ton expérience ministérielle, des difficultés que tu as rencontrées. Ces difficultés, étaient-elles archétypales de difficultés de femmes ou non ? Et, si c'était à refaire, comment exercerais-tu le pouvoir si tu y retournais ?

### **Nicole GUEDJ (validé)**

Pour commencer, j'ai déjà envie de faire une petite parenthèse. La relève ? On en est tellement loin ! Et puis, je ne suis pas sûre que ce soit la bonne question. Plutôt que de relève, j'aimerais parler d'association.

Depuis le début de la matinée, on se dit qu'il faut absolument des femmes, qu'il faut qu'elles aient des responsabilités et notamment des responsabilités politiques. Alors que devons-nous dire pour que les femmes aient enfin plus de responsabilités

Je crois que nous aurions d'abord intérêt à dire qu'une plus grande participation des femmes dans la vie politique garantirait une meilleure politique. En effet, ce que les gens et les Français attendent, me semble-t-il, plutôt qu'une relève, c'est une bonne politique. Une politique qui les serve et dans laquelle ils éprouvent le sentiment de l'investissement. Pour avoir approché un peu ceux qui s'investissent, je m'aperçois qu'ils donnent beaucoup d'eux-mêmes pour que cela serve au plus grand nombre. Et c'est plutôt comme cela que je pense que nous pouvons démontrer l'intérêt de la place que nous avons à tenir.

Mais il faut se méfier de plusieurs dangers :

Un premier danger qui consiste à vouloir cantonner les femmes dans des rôles compassionnels. On avance souvent que les femmes sont, naturellement, plus près des autres, plus humaines. Et c'est ensuite avec cette justification qu'on confie plutôt aux femmes des postes ou des responsabilités qui ne leur permettent pas nécessairement de faire une trajectoire dans la durée. Or la clef de la réussite en politique, c'est bien la durée.

Je m'appuierai sur mon exemple personnel. Je m'intéresse beaucoup aux droits des victimes, mais le poste de Secrétaire d'Etat aux Droits des Victimes, je ne l'ai absolument pas demandé. Ce poste m'a passionnée et c'est un thème qui est majeur parce qu'il touche un très, très grand nombre de nos concitoyens. Ce poste, j'ai dû le conceptualiser intégralement. Il n'existait pas. Et comme je le disais tout à l'heure, bien faire de la politique c'est se mettre au service des autres et le faire de la façon la plus concrète, la plus visible et la plus tangible qui soit. Mais, j'ajouterais : attention de ne pas nous faire enfermer dans ces postes du fait de notre « look ». Parce que sur des sujets comme ceux-là, on ne gagne pas en poids, on ne gagne pas en crédibilité suffisamment vite pour nous implanter dans un paysage politique. Et c'est bien cela l'enjeu.

Un deuxième danger, c'est cette question d'apprentissage. On entendait Valérie Pécresse en parler tout à l'heure. C'est vrai qu'il en faut. Mais nous sommes, pour la plupart des femmes, dans une situation où nous n'avons pas derrière nous le passé politique nécessaire. Alors certes nous manquons peut-être d'expérience vis-à-vis des hommes implantés depuis plus longtemps mais il faut se dire aussi que nous n'avons pas vingt ans devant nous. Si quelque chose doit se faire pour donner, en France, une place et des responsabilités aux femmes dans la vie politique, cela doit se jouer maintenant.

Tout d'abord, parce que, si dans le monde politique les choses ne sont effectivement pas encore complètement acquises, il y a dans l'opinion des Français cette perception et cette attente de plus de femmes. Et j'ajouterais que si la droite ne fait pas ce qu'il faut aujourd'hui, la gauche le fera et cela aura des répercussions sur les résultats des prochaines échéances.

Enfin, parce que nous sommes dans une situation d'urgence. Et nous avons la responsabilité de nous faire entendre un peu plus fort. Pourquoi ? Parce que j'ai découvert que la politique, qui n'était pourtant pas mon métier d'origine, était le meilleur instrument pour faire avancer un certain nombre de causes, pour faire entendre certaines voix etc. Et je pense que si nous voulons faire de la politique autrement, nous avons à faire, là, à faire entendre nos positions.

Tout à l'heure, Nathalie Kosciusko-Morizet a parlé de révolution. C'est un concept auquel j'adhère même si je sais que pour d'autres, les choses doivent être encore plus difficiles que pour moi. Pourquoi ? Parce que j'ai eu cette expérience gouvernementale sur des sujets qui m'ont permis de me faire entendre et un tout petit peu connaître. Mais pour les autres, c'est encore plus compliqué. J'ai envie de dire qu'il faut que nous soyons très solidaires entre nous, entre membres de FDS bien évidemment, mais bien au-delà. Je crois qu'il faut que nous nous fassions entendre en nombre et en masse.

Si on se penche un instant sur le phénomène Ségolène Royal. Que s'est-il passé pour elle ? Elle a eu, et elle a, le soutien des médias et une adhésion quasi-totale. Elle ne peut pas respirer, elle ne peut pas ouvrir la bouche ni faire un clin d'œil sans que cela donne lieu à tous les papiers que l'on peut lire sur elle. Mais ce que j'observe en parallèle, c'est que les médias, globalement n'ont pas pris, en dehors de celui de Ségolène Royal, le parti des femmes. Et c'est peut-être à cela que l'on devrait les inciter parce que, pour nous faire entendre, je pense que nous devrions responsabiliser les médias un peu plus qu'ils ne le sont aujourd'hui. Et cela peut être, pour nous, une voie, un biais et un levier.

### **Françoise MIQUEL**

C'est un sujet que je connais un tout petit peu. Il faut savoir que les médias racontent des histoires, et que pour raconter des histoires il faut qu'il y ait des conflits et qu'il y ait des conflits de personnes. Et ceci est un des problèmes. Le monde des hommes est un monde de conflits de personnes. Et donc les médias sont fondés sur le récit, le récit suppose des conflits de personnes. Les femmes ne sont pas dans ce schéma, et c'est un des problèmes que nous rencontrons.

### **Nicole GUEDJ**

Je termine rapidement sur ce sujet. Sur ces questions d'investiture, les journalistes m'ont appelée en nombre pour essayer de me faire dire qu'il y avait en interne des conflits qui m'empêchaient d'avoir une investiture, etc. J'ai, à chaque fois, refusé de répondre, de jouer ce jeu-là, etc. Et il ne faut pas se laisser tenter, je crois qu'il faut faire très attention. Il y a un vrai danger et il faut nous en préserver. Pardon d'avoir été longue.

### **Françoise MIQUEL**

Merci, Nicole. Je vais désormais donner la parole à Françoise de Panafieu.

**Françoise de PANAFIEU (validé)**

Bonjour, et pardon pour mon petit retard. J'arrive à la fin d'une matinée qui était un peu chargée. Vous connaissez un peu mon parcours. J'ai commencé en politique assez jeune, puisque quand je suis arrivée au Conseil de Paris j'étais la plus jeune, j'avais 27 ou 28 ans. Je suis ensuite devenue Députée en 1986, d'abord sur une circonscription qui était à cheval sur les 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> arrondissements.

Puis, aux dernières élections, quand je suis devenue Maire du 17<sup>e</sup> qui est un arrondissement grand comme la ville de Lille intra-muros, j'ai changé de circonscription et je suis partie sur la seule qui était vraiment entièrement 17<sup>e</sup>. Pendant un an, auparavant, je n'avais pas mis les pieds ni à l'Assemblée Nationale ni au Conseil de Paris n'y étant plus élue. Quand j'avais terminé le 17<sup>e</sup>, j'allais dans le 18<sup>e</sup>. Quand j'avais terminé le 18<sup>e</sup>, j'allais dans le 17<sup>e</sup>. Donc j'ai été voir les responsables de mon mouvement pour leur dire que je n'avais pas vocation à être assistante sociale puisque je faisais de la politique. Ceci est très difficile à comprendre pour des hommes qu'une femme peut être autre chose qu'une assistante sociale. Et donc ils m'ont dit qu'ils allaient examiner mon problème. Et comme le problème n'était pas examiné par ces responsables, j'ai choisi de me présenter sans investiture et j'ai remporté cette élection législative.

Aux dernières élections législatives, j'avais compris, ce qu'il faut encore comprendre aujourd'hui, que l'on est à un moment où la population demande le renouvellement. Et ceci est très, très important. Elle l'a déjà dit aux dernières législatives, et elle le redira là si l'on ne procède pas au renouvellement. J'en suis absolument persuadée. Aujourd'hui, la population est très calme, elle ne part pas en guerre, elle ne va pas dans la rue, elle ne descend pas avec son fanion. Elle attend le jour de l'élection. Et le jour de l'élection, elle met son bulletin de vote. Et tant que les politiques n'auront pas compris cela, et surtout les hommes qui sont souvent des guerriers en politique, ils n'auront pas compris les réactions de la population française. Là-dessus, je suis très claire.

Je voudrais saluer un homme, un vrai, et qui n'est pas un guerrier systématique parce que c'est un homme trop mesuré et trop sage, qui est Serge Lepeltier. Je suis très contente de voir toutes les femmes là et je suis contente de voir Serge.

**Françoise MIQUEL**

Et nous, nous sommes très contentes de l'avoir.

**Françoise de PANAFIEU**

Parce que, dans ce monde qui est un monde dur, Serge a toujours fait figure de ténacité. Quand il faut défendre un dossier, il le défend bien. Mais c'est vrai aussi qu'il fait preuve de modération et de pondération quand il le faut et donc je salue cette sagesse. Et puis je salue aussi une autre femme qui est une élue de Paris qui est Dominique Baud qui est présente et que je suis contente de voir de collègue à collègue, et toutes celles qui sont bien sûr présentes dans cette salle et qui sont élues, Laurence Douvin qui est une amie en plus personnelle, Dominique aussi d'ailleurs. Mais Laurence est dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, Conseiller de Paris, et très, très fidèle depuis le début à la démarche qui est la mienne.

J'ai donc été élue sans investiture et puis j'ai fait mon bonhomme de chemin. Vous vous souvenez peut-être du dernier épisode des municipales où il m'a été préféré en Commission d'investiture Philippe Seguin. Mais je crois que de toutes les manières c'était très difficile de gagner cette élection municipale la dernière fois. Parce qu'il faut aussi se souvenir que la droite était aux commandes depuis 1977 à Paris, et qu'aujourd'hui on est dans une démocratie qui est aboutie. Il faut aussi accepter l'idée qu'à un moment la population demande le changement des étiquettes politiques et qu'au bout de trente ans, un camp s'épuise parce qu'il est aux commandes depuis trente ans et qu'il y a un changement qui est demandé par la population. La gauche est donc arrivée à Paris. Et je crois que c'était assez inéluctable. Je veux dire cela parce que je veux relativiser aussi ma candidature de l'époque.

Je rencontre beaucoup de gens dans la rue, tout le temps, qui m'arrêtent et qui me disent : « *Si ça avait été vous, on aurait eu Paris* ». J'accepte le compliment avec plaisir, mais je n'en suis pas sûre. Ne prenez pas cela pour de la fausse modestie. Je n'en suis pas sûre. Je crois qu'il faut remettre les choses à leur juste place.

Aujourd'hui, l'UMP a décidé d'organiser des primaires pour les municipales, je me suis donc présentée. Au début, je n'étais pas considérée comme étant la plus crédible, je le savais très bien, mais je savais aussi que la population m'arrêtait tout le temps dans la rue, je l'ai repéré. Il y a des signes que l'on repère comme ça. La population m'arrête tout le temps. Soit elle me dit bravo, soit elle me dit qu'elle n'est pas d'accord, mais elle le dit d'abord d'une manière pondérée. Je n'attire pas des réactions exagérées de la part de la population. Et deuxièmement, elle m'a reconnue. Et ceci est très important quand on veut aller dans une élection. Il y a un moment où il faut vraiment avoir fait du terrain parce que c'est comme cela que l'on se fait reconnaître par la population.

C'est en faisant du terrain, en allant vers les adhérents, en allant vers la population, en allant dans les marchés que l'on se fait vraiment reconnaître, et c'est là que l'on gagne toute sa force. Et c'est là qu'est notre force. Cela, nous l'avons très bien compris et les hommes l'ont peut-être un tout petit peu moins compris.

Vous voyez, ce qui se passe en ce moment. Je suis chargée de fédérer tout le monde puisque j'ai gagné ces primaires. J'avais dit qu'au bout du compte il n'y aurait pas un vainqueur et trois vaincus mais qu'il y aurait une tête de file susceptible de fédérer tout le monde derrière elle. Donc j'ai été vers mes concurrents et je leur ai dit : « *Toi, tu vas être chargé de l'intercommunalité, c'est un vrai sujet. Toi, tu vas être chargé du projet, c'est un vrai sujet* ». J'ai donné, comme ça, des responsabilités aux uns et aux autres parce que ce sont des gens qui sont très capables, qui sont très valables, qui sont de temps en temps beaucoup plus intelligents que moi, et qui sont tout à fait susceptibles de faire le boulot, bien sûr, avec moi. Et moi, en cas de besoin, j'arrive.

Mais j'entends régulièrement de la part des hommes, cela est très curieux : « *Non, tu n'as pas compris. Ce dossier, certes, c'est intéressant ce que tu me confies, mais je veux être ton numéro deux* ». Et ceci est très extraordinaire. Vous verrez très rarement cette réaction-là chez les femmes. Quand j'ai été nommée par Jacques Chirac adjointe, j'étais la vingt-quatrième ou la vingt-sixième adjointe, je ne peux même plus vous dire, peut-être même la trentième sur trente-trois. Je ne m'en souviens pas et cela n'avait aucune importance. Il me confiait les affaires culturelles. C'était pour moi l'occasion de relever mes manches. D'une part parce que ça me passionnait et puis, d'autre part, parce que je voulais leur prouver ce que j'étais capable de faire. J'avais une couverture de presse qui était énorme, beaucoup plus que le premier, le deuxième, le troisième ou le quatrième adjoint qui existait dans des petits cénacles politiques.

Lorsque j'étais au Parc, Jardin, Espace Vert, j'ai fait la même chose. C'est très féminin comme attitude. Nous aimons les responsabilités pour ce qu'elles nous permettent de faire : déplacer des pions, comprendre la démarche de la société, essayer d'anticiper les mouvements, etc. Mais pas pour être le numéro un, le numéro deux, le numéro trois ou le numéro quatre. Le numéro un, oui, parce que l'on se dit « *ok, je suis le numéro un, je peux y aller* ». Mais numéro deux, numéro trois ou numéro quatre, cela n'a aucune importance. Tout ce que l'on souhaite, c'est avoir une espèce de plate-forme à partir de laquelle on peut faire nos preuves pour se faire vraiment connaître d'un milieu qui peut être un milieu environnemental, un milieu culturel, etc. Et puis essayer, à partir de là, d'anticiper les choses. C'est ce qui est intéressant, c'est ce qui est amusant et c'est ce que nous aimons. Dans cette démarche là, je crois que nous sommes très différentes des hommes. Assez complémentaires mais très différentes.

Aujourd'hui, je poursuis mon chemin. Je pense que cette fois-ci, j'ai acquis une vraie légitimité puisqu'il y a 11 000 adhérents de l'UMP qui ont voté pour moi. Ils étaient 1 800 adhérents socialistes à désigner Monsieur Delanoë comme candidat à la Mairie de Paris en 2000. Et l'UMP a reconnu que c'est une démarche très bien organisée, très fédératrice et qui donne une vraie légitimité. Après ça, même si vous avez des gens qui se présentent devant vous et qui disent : « *J'exige, je veux, etc.* », il ou elle exige, il ou elle veut, mais c'est vous qui avez la vraie légitimité parce que les adhérents vous l'ont donnée. Je pense que d'avoir des primaires, c'est un bon moyen de désigner et de donner une chance aux femmes. Parce que les adhérents sont comme la société, ils veulent des femmes, aujourd'hui, non pas parce qu'ils les trouvent meilleures, ce n'est pas ça, nous sommes aussi bonnes que les hommes, mais on joue sur des registres qui sont différents et qui sont très complémentaires.

Nos enfants sont élevés dans des écoles, dans des universités, dans une société qui est devenue très mixte. Et aujourd'hui, on se trouve en présence d'un électorat masculin ou féminin qui accepte tout à fait la présence féminine. Parce qu'aujourd'hui, les pères ou les frères ont appris à considérer d'une manière tout à fait différente que dans le milieu politique leurs filles ou leurs femmes. Elles sont des femmes vis-à-vis desquelles ils ont du respect et qu'ils veulent voir s'insérer dans la société. Et ces pères, aujourd'hui, n'hésitent pas à voter pour des femmes. Alors que dans le milieu politique, on a plus de résistances, parce que c'est un milieu qui est resté assez fermé et même très fermé aux femmes.

A Paris, il y a 53,1 % des électeurs qui sont des électrices. Donc nous sommes majoritaires. Sur vingt mairies d'arrondissement, nous sommes, toutes tendances politiques confondues, trois femmes maires d'arrondissement. Et sur vingt-et-une circonscriptions législatives, aujourd'hui, nous sommes cinq femmes toutes tendances politiques confondues députées. 53,1 % des électeurs sont des électrices, à Paris. Donc nous voyons encore tout le chemin qui est à parcourir avant que les femmes trouvent leur juste place dans la société. Il ne faut pas baisser les bras, je crois que les primaires sont un atout pour nous, dès lors que l'on arrive à contourner ces Commissions d'investiture qui sont régies par les hommes et pour les hommes.

Une dernière chose amusante. J'ai gagné ces primaires et je les ai gagnées au premier tour. Si j'avais été un homme, je suis à peu près sûre de ce que je dis, la Commission d'investiture, j'y aurais trouvé tout naturellement ma place pour Paris. Peut-être pas pour la France, surtout que je ne suis pas une spécialiste de la carte électorale française, mais je connais vraiment bien Paris. Mais je n'en fais pas partie de cette Commission d'investiture. Je ne m'en plains pas parce que je crois que c'est une histoire à ne prendre que des coups. Donc j'en suis très contente. Mais on note une différence de réaction. Je ne le revendique pas, mais leur réaction a été : « *Comment peut-on bien la*

*mettre au courant de ce qui se dit dans cette Commission d'investiture ?* ». Mais la question n'a jamais été : « *Est-ce qu'on l'inclut ou pas ?* ». Parce que ce n'est pas ma place. Vous voyez ? Et ceci, encore une fois, je le dis sans avoir aucune revanche, aucune envie d'y être, mais je note qu'il y a une vraie différence dans le parti politique, dans la réaction qu'ils ont vis-à-vis d'une femme qui gagne ou vis-à-vis d'un homme qui gagne.

Les choses ne se sont pas encore normalisées et il faut que l'on aille vraiment vers cette normalisation. Et c'est ce à quoi nous devons toutes tendre, et c'est la chose pour laquelle nous devons toutes nous battre.

### **Françoise MIQUEL**

Bravo ! Alors Françoise, c'est la preuve par l'exemple. C'est irréfutable. Et c'est vrai que c'était Nathalie, tout à l'heure, qui nous disait que les choses ne se passent pas naturellement. Et Marie-Jo nous disait qu'il y a des périodes de recul, que le mouvement vers la mixité n'est pas un mouvement linéaire et continu, et qu'il faut maintenir la pression. Alors, Marie-Pierre, penses-tu que les choses iront naturellement ? Et quel niveau de pression faut-il mettre ?

### **Marie-Pierre BRADE**

Bonjour, d'abord, et merci de m'avoir reçue ici en tant que Présidente de Parité 50/50 à laquelle appartient votre organisation FDS et bien d'autres. Je voudrais remercier les candidates de Parité 50/50 qui sont aux législatives parce qu'elles viennent, pour certaines, de loin : Myriam Granat qui est là, devant, qui vient de Perpignan, Dominique Fachon qui vient d'Amiens, une, un peu plus près, je vois, Christine Bruneau des Hauts-de-Seine, je vois aussi la représentante de Vive les Femmes qui est là, Roselyne Suret. Donc merci d'être venues et d'avoir répondu présentes à ce colloque.

Il y a deux ans, et quelques-unes d'entre vous connaissent mon caractère pas facile et ma détermination pour le combat des femmes, j'ai dit, après avoir créé Parité 50/50, au lendemain du désastreux 12,8 % de femmes députées, qu'en fait c'était un véritable combat. Je me rends compte, depuis quelques mois, que ce combat n'a jamais été aussi présent. J'ai entendu, ce matin, toutes les interlocutrices employer le mot « combat ». Et ceci montre combien nous ne sommes pas encore dans cette mixité ou dans cette parité que nous souhaitons pour l'équilibre de chacun.

Je suis candidate dans une circonscription dans un département limitrophe de la région parisienne où il y a un député sortant qui ne se représente pas. La politique de l'UMP voulait et souhaitait que toutes les fois où il y avait un député sortant on essaie de mettre une femme. Naturellement, j'ai présenté ma candidature au nom de mon engagement vis-à-vis de toutes les femmes mais bien entendu, il y avait déjà là un héritier. Pourtant, j'espérais, je rêvais même, que les choses seraient un petit peu différentes de tout ce que l'on a vécu jusqu'à présent. Et on a eu confirmation que la décentralisation, y compris à l'intérieur de l'UMP, donnait des responsabilités importantes aux présidents et aux secrétaires départementaux. Je vais vous nommer les miens parce que ce n'est pas des moindres : Christian Jacob, Président, et Jean-François Copé, Secrétaire départemental, avec ce que cela représente comme influence sur ce département. Je peux vous dire que si j'ai l'investiture, à mon avis, ce sera *Apocalypse Now*.

Vous voyez bien que l'on n'est pas encore au bout de nos peines. En revanche, ce que je peux dire c'est que nous pouvons engager des femmes parce que les statuts de l'UMP permettent maintenant de faire des primaires et nous pouvons saisir la Commission d'investiture puisque nous avons bénéficié de nouveaux statuts. Vous pouvez la saisir pour demander soit le vote du Comité départemental, soit le vote de la circonscription. De toute façon, ils ne veulent ni de l'un ni de l'autre parce que forcément c'est engager des responsabilités vis-à-vis d'une femme. Donc nous sommes bien dans un combat.

Les institutions nous permettent de pouvoir saisir les Comités départementaux ou les sections locales. Et moi je dis une chose grave. Si notre grand parti politique ne fait pas ce qu'il faut pour les femmes cette année, ne demandez pas aux femmes de voter à raison de 54 % pour le Président qui sortira des urnes de l'UMP. Je vous le dis ! Si nous ne saisissons pas la chance, pendant l'élection présidentielle et grâce à l'engagement d'un candidat, de faire bouger les choses, il n'y aura sûrement pas de révolution, mais je vous garantis que dans l'urne il y aura un vote qui risque de nous coûter très, très cher.

Je suis convaincue de cela depuis très longtemps. Et beaucoup d'entre vous ici ont entendu ce discours que je répète à longueur de journée, non seulement à vous mais dans mon département au niveau politique. Soyons vigilants ! Il faut absolument que nous saisissons les responsables de notre parti politique. Il en est encore temps avant qu'ils puissent s'engager vis-à-vis d'un certain nombre de revendications.

Concernant une de ces revendications, le Président de la République, Jacques Chirac, avait souhaité proposer une loi sur la parité qui va, en principe, être présentée au Parlement au mois de septembre. Parité 50/50 a donc été reçue par le Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur pour envisager les différents points de cette loi. Sur le ticket « suppléantes titulaires » au niveau du Conseil Général, tout le monde connaît l'option que Parité 50/50 avait prise majoritairement. Nous n'étions pas favorables à cette proposition tout simplement parce que nous avons la crainte que nous soyons tout le temps des suppléantes. Mais comme il faut faire preuve de consensualisme pour que les choses évoluent, nous avons, sur le principe, accepté le ticket « titulaires suppléantes » qui va être proposé sous réserve de l'alternance lors du changement de mandat. Parce que sinon, on reprendra les mêmes défauts et les mêmes inconvénients.

Nous avons donc demandé à ce que soit examinée, dans les amendements, la possibilité d'alternance. Aussi, a été évoqué le problème de la loi sur la parité sur les communes en dessous de 3 500 habitants pour être amené à 2 500 habitants. Sur le principe, on ne peut qu'être d'accord. Seulement, il engage les élections aux délégués des intercommunalités sur lequel le Ministre de l'Intérieur a l'intention de faire évoluer les choses puisque nous aurons, dans les EPCI des délégués à parité. Cela veut dire que sur les communautés de commune, sur les petites communes en dessous de 2 500 habitants, nous allons avoir un problème de représentativité. Donc c'est déjà un plus. Essayons de réfléchir comment, à moyen terme et à long terme, on peut repenser la représentativité déléguée sur les communes en dessous de 2 500 habitants. Nous avons aussi demandé que soit examiné le statut du suppléant dans un principe général parce que là encore c'est une grande question qui a déjà été évoquée plusieurs fois par le passé.

Sur la loi sur la parité, on voit bien qu'ont été prises en compte un certain nombre d'observations que nous avons faites. Néanmoins, cette loi va être présentée au mois de septembre. Et c'est le moment de se mobiliser toutes ensemble pour proposer des amendements par l'intermédiaire de nos parlementaires pour que les choses évoluent favorablement par rapport aux femmes, car l'impact de

cette loi proposée par un gouvernement qui n'est pas un gouvernement de gauche aura beaucoup d'importance, de mon point de vue, auprès de notre électorat et plus particulièrement celui des femmes.

Je ne perds pas espoir que les choses évoluent. Sur cette loi, il y aura un bonus pour les partis politiques qui auraient 30 % de femmes élues. Et j'ai appris également que les pénalités seront augmentées par rapport au non pourcentage respecté. Je vous signale qu'au jour d'aujourd'hui pratiquement tous les partis ont mis 50 %, celui qui pose problème c'est évidemment le nôtre. Je ne doute pas que le candidat Président de ce parti politique qui va être candidat à la fonction suprême ne puisse pas, dans un temps relativement rapide, augmenter le pourcentage des femmes à l'investiture sous peine non seulement de payer les pénalités, ce n'est pas très grave, mais de commencer à avoir une « décrédibilisation » auprès de l'opinion publique par rapport à cela.

Je pense qu'aujourd'hui, nous devons toutes nous mobiliser pour que cette élection soit une grande réussite. Au jour d'aujourd'hui, j'ai des inquiétudes dont je vous ai fait part. Et je pense que toutes ensemble, nous devons faire en sorte de les effacer.

### **Françoise MIQUEL**

Merci, Marie-Pierre. Voilà des préconisations extrêmement concrètes pour notre rentrée de septembre. Et il faudra que FDS en tire des enseignements sur son rôle particulier en la matière. Je vous remercie, Mesdames, de vos apports. Parce que pour avoir des élus il faut avoir des candidates et des candidates investies, j'appelle maintenant à la tribune celles qui souhaitent faire connaître leur candidature à l'investiture.

## **Présentation des candidates à l'investiture pour les élections de 2007**

**Sylvianne VILLAUDIÈRE**

Je reprends le micro à Françoise Miquel, tout simplement pour vous dire que Françoise est également une candidate à l'investiture pour les législatives 2007 et qu'elle reprend ce rôle maintenant.

Si vous le voulez bien, je propose à toutes celles qui le souhaitent évidemment de monter à la tribune. Venez, ici, nous rejoindre, celles qui sont candidates pour l'investiture législative 2007. N'hésitez pas à monter tout simplement. Nous allons vous demander de vous présenter et de présenter le sens de votre engagement.

Je propose tout d'abord à Martine Calderoli-Lotz d'intervenir. Martine est notre Présidente du club FDS en Alsace. Elle est candidate et je vous signale que si Martine n'a pas l'investiture en Alsace, il n'y aura pas de femmes élues en Alsace. C'est totalement inadmissible et impossible. Donc il faut que tu sois investie. Merci à toi, Martine.

**Martine CALDEROLI-LOTZ (validé)**

Merci, Sylvianne. Merci à toi et à Françoise de ce que vous avez organisé. Je crois que c'est un débat qui est tout à fait d'actualité puisque comme Bérengère Poletti nous l'a expliqué, la Commission d'investiture de l'UMP siégeait hier et aujourd'hui.

Je représente la région d'Alsace et notamment le département du Bas-Rhin où il y a neuf circonscriptions. Sur ces neuf circonscriptions, il y a actuellement sept hommes qui ont d'ores et déjà l'investiture et donc deux circonscriptions restantes.

Ce que je voudrais dire, à titre préliminaire, c'est que l'on a parfois le sentiment que les hommes politiques sont un petit peu atteints d'autisme lorsqu'ils ont le pouvoir. En effet, lorsqu'on va sur le terrain et qu'on écoute les Français, on se rend compte qu'il y a un rejet de la politique. Autour de moi, des gens de droite, qui ont des cartes à l'UMP, se détournent de la politique parce qu'ils ont le sentiment très fort qu'il y a un faussé entre les élus et l'électorat.

Dans ce rejet, il y a bien entendu une volonté de renouvellement qui s'exprime, et les femmes peuvent être une réponse à cette attente. S'il y a de l'écoute, du concret, il y aura un renouvellement. Toujours autour de moi, il y a un tas de gens qui veulent voter blanc. Et il y a notamment un tas de femmes de l'UMP qui me disent : « *On va voter Ségolène parce que Ségolène c'est la nouveauté et enfin il y aura une femme Présidente de la République* ». Donc il y a vraiment une urgence. Il faut vraiment que ce message d'alerte passe à haut niveau. Marie-Pierre Badré s'est exprimée en ce sens pour que ce message passe auprès du prétendant à la présidentielle, Nicolas Sarkozy, pour qu'il ait conscience de ce rejet de la politique et de cette volonté de renouvellement.

Je reviens au département qui nous intéresse, le département du Bas-Rhin.

On est totalement désemparé quand on se bat pour avoir une investiture. Celles qui ont déjà effectué ce combat le savent bien. Le combat le plus difficile, c'est d'avoir l'investiture. Parce que lorsqu'on est seul, qu'on ne connaît pas le fonctionnement de la machine et qu'on se retrouve face à des partis politiques qui ont l'habitude de ces rouages, on est désemparé. Mais ce qui est important et ce qui est beau aujourd'hui, c'est que l'on est un groupe de femmes et que nous devons être solidaires à tous les niveaux. Que ce soit la solidarité de celles qui sont déjà élues et qui connaissent ce chemin difficile, comme la solidarité de celles qui nous soutiennent. C'est ensemble que l'on y arrivera à se positionner.

J'ai demandé l'investiture dans une circonscription extrêmement difficile. J'ignore aujourd'hui si cette investiture me sera accordée. Mais en tous les cas et aujourd'hui, je suis sereine. Je sais une chose et je vous ai écouté, Madame de Panafieu, vous avez gagné sans investiture. Et je suis, aujourd'hui, comme vous capable de partir sans investiture parce que j'en ai assez. On me dit qu'il n'y a point de salut sans investiture, c'est ce que me disent les locaux, mais tant pis, j'irai et on verra bien le résultat !

### **Sylvianne VILLAUDIERE**

Marie-Laure, à toi ! Marie-Laure, notre Présidente du club Rhône-Alpes.

### **Marie-Laure BOULOT (validé)**

Je suis candidate à Lyon. Après un premier mandat politique de 1995 à 2001 avec Raymond Barre, député-maire de Lyon, j'ai été candidate UMP aux dernières législatives de 2002 sur la première circonscription du Rhône. La situation fut complexe en face de deux candidates UDF avec, d'une part la députée sortante et d'autre part la Présidente de la Région Rhône-Alpes.

J'ai fait savoir au nouveau Président de la Fédération, Dominique Perben, que je souhaitais de nouveau être candidate. Pour l'instant, les choses suivent leur cours.

Bérengère Poletti vient de nous informer que l'objectif des 30 % n'était pas du tout atteint et qu'il serait loin de l'être. Donc je sais qu'il nous faut continuer le combat pour que la place des femmes compétentes et engagées depuis longtemps dans l'action au sein de l'UMP soit reconnue.

Actuellement, en France, en Europe et dans le monde, nous vivons une vraie situation difficile de crise et quand il y a des situations exceptionnelles, il faut des réponses exceptionnelles.

Je crois nécessaire le renouveau en politique et si, peu de femmes sont présentes pour préparer l'élection présidentielle, on la perdra. Je suis ainsi totalement convaincue de ce que vient de dire Marie-Pierre Badré.

Il faut véritablement compter avec nous, les femmes pour une représentation juste à l'Assemblée Nationale.

Merci de votre soutien.

**Sylvianne VILLAUDIÈRE**

Bravo, Marie-Laure !

**Myriam GRANAT**

Bonjour. Myriam Granat. J'ai été une des heureuses personnes à avoir l'investiture en 2002.

**De la salle**

Où ?

**Myriam GRANAT**

Dans la quatrième circonscription des Pyrénées-Orientales, c'est la circonscription la plus éloignée de Paris, mis à part la Corse et l'Outre-mer bien entendu. Mais j'étais ravie d'y aller puisque je suis de là-bas et que je pensais revenir au pays - j'habitais en région parisienne. Donc tout cela était très bien. Les élus locaux ont dit : « *Non. De toute façon, tu vas faire 2,5 %, tu n'es pas connue, etc.* ». Ce qui était absolument faux puisque je suis allée sur cette quatrième circonscription où il y avait un député de gauche qui était là depuis toujours, Henri Sicre, pour ceux qui le connaissent. Et donc, en cinq semaines de campagne, j'ai fait 48,5 %. C'était un score fabuleux et c'était donc très bien. Je pensais donc avoir l'investiture pour cette fois-ci, 2007, c'était un petit peu placer quand même les pions.

Mais, bien sûr, ces 48,5 % ont ouvert les appétits. C'est la seule circonscription qui ne touche pas Perpignan d'ailleurs, donc qui va du Canigou jusqu'à la mer, etc. Il y a quatre circonscriptions dans les Pyrénées-Orientales dont trois touchent Perpignan et cette quatrième qui ne touche absolument pas Perpignan. Donc très bien, tout cela paraissait assez normal, j'étais partie, j'avais combattu. Et il se trouve que, bien sûr, cela a ouvert des appétits et notamment – et j'ose le dire – pour le Maire de Perpignan qui est maintenant Vice-président du parti radical et qui donc vient de mettre une candidate à la candidature qui sera sûrement celle qui sera investie par l'UMP.

Alors ceci étant dit, je trouve déjà qu'en effet nous parlons beaucoup des femmes, de changer et de la façon dont les femmes font de la politique, c'est-à-dire autrement. Ce que je souhaitais en effet c'est que la politique se fasse autrement par les femmes même si l'on sait ce qu'est la politique et que ce n'est toujours pas très facile. Ceci étant, que faut-il faire ? Faut-il agir comme nous avons, nous femmes, l'habitude de dire comment font les hommes ? Est-ce qu'il faut y aller avec une autre étiquette puisqu'il y a d'autres partis politiques qui m'offrent l'étiquette, bien sûr, vu le résultat que j'ai eu la dernière fois ? Faut-il aller faire perdre l'UMP avec une autre étiquette ? Donc c'est, aujourd'hui, la question que je me pose. Nous verrons donc si j'ai l'investiture UMP ou pas et je vous donnerai les résultats après. Mais je suis toujours candidate aux législatives.

**De la salle**

Dans le cadre des primaires, avez-vous une implantation locale ?

### **Myriam GRANAT**

J'y habite, maintenant. Depuis 2001, j'habite dans la circonscription. Très rapidement, pour ceux que ça intéresse aussi et comme c'est un cas particulier, on ne va pas passer trop de temps là. Mais ce que je peux quand même dire, c'est que la personne qui devrait être investie qui est l'autre personne est à l'UMP depuis 2002 seulement, c'est-à-dire après le score que j'ai eu fait, et a fait des adhésions jusqu'en décembre 2005 pour avoir, dans la circonscription, une majorité.

Ce que je veux quand même dire c'est qu'en effet, investiture ou pas, j'en reviens un petit peu à ça, entre les statistiques données par les caciques locaux et l'électorat, l'électorat m'a quand même donné 48,5 % la dernière fois et les caciques locaux 2,5 %. C'est encore une réflexion à avoir pour celles qui veulent se présenter.

### **Sylvianne VILLAUDIERE**

Merci. Un autre témoignage, Paris, avec Dominique Baud.

### **Dominique BAUD**

Bonjour. Je suis Conseiller de Paris, élue du 15<sup>e</sup> arrondissement. J'ai 46 ans, j'ai cinq enfants et je suis à l'heure actuelle cadre commercial dans une compagnie d'assurance. Donc je ne vis pas de la politique, je fais de la politique par passion. Je vous dis tout cela parce que mes enfants, pour moi, c'est une richesse. Ce sont eux aussi qui, même si la vie est un peu compliquée parfois, me permettent aujourd'hui d'être ici devant vous et d'avoir le courage d'aller vers cette investiture, je le souhaite, ou vers cette candidature confirmée sans investiture s'il n'y a pas d'investiture. Et ce, dans un arrondissement qui est extrêmement prisé par les élus de l'UMP qui est le 15<sup>e</sup> arrondissement.

Je voudrais dire que je considère que cette candidature s'inscrit dans la logique de mon mandat d'élue locale. Je suis une vieille militante, j'ai beaucoup usé mes chaussures pour les campagnes des autres auxquelles j'ai cru, à tour de rôle et pendant des années. J'ai été élue Conseiller de Paris en 2001, j'ai mis la même conviction, la même persévérance, la même capacité de travail à m'investir dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, bien entendu, dans Paris aussi, mais aussi beaucoup dans la treizième circonscription. Et il est vrai que ma candidature s'inscrit dans cette logique. Je ne vais pas parler de légitimité parce qu'il y a pas mal de gens qui pourraient être légitimes. Mais quelque part, c'est quand même une espèce de légitimité sur le quartier.

Je pense qu'il faut l'adhésion de la population, l'adhésion des militants bien sûr, mais aussi l'adhésion de la population. Je pense que les électeurs sont prêts à voter pour des femmes, même si être une femme en-soi ne me paraît pas de toute façon suffisant. Et je pense que ça doit être quelque chose qui doit arriver comme quelque chose de naturel, qu'à la limite les électeurs – j'ai fait un petit sondage auprès des gens que je rencontrais – se fichent un peu de savoir s'ils ont une candidature homme ou femme, ce qu'ils veulent c'est des gens du terrain, des gens présents, des gens proches, des gens à qui on peut parler, des gens qui acceptent le débat et la contradiction. Ce n'est pas facile, mais en même temps je pense que c'est nécessaire si l'on veut à la fois renouveler les gens mais renouveler aussi les méthodes.

J'ai relevé treize mots qui me paraissent importants et, comme c'est la treizième circonscription de Paris, je vais les citer parce que je pense que ce sera les mots-clefs, quelque part, de la campagne que je vais faire.

### **Sylvianne VILLAUDIÈRE**

Nous n'avons absolument pas le temps. Si j'ai encore le temps, je te repasse la parole, tout à l'heure, pour que tu puisses nous donner tes exemples et tes témoignages. Merci, s'il te plaît, de rendre la parole un instant.

### **Brigitte MIET**

Bonjour. Brigitte Miet, Charente, Cognac. Je suis candidate à la candidature aux élections législatives dans la deuxième circonscription. J'ai fait une campagne en 2002 dans une terre de mission, j'ai fait 41 %. Je me suis battue, c'était très difficile. Aujourd'hui, les nouvelles du front ne sont pas toujours très bonnes quant à l'investiture. J'apprends effectivement que l'on peut saisir la Commission d'investiture parce que les adhérents sont quand même derrière une candidature féminine. En face, il y a une candidate PS députée européenne qui est loin d'être des meilleures. Donc je vais me battre. J'espère avoir beaucoup de soutiens. C'est vrai que c'est difficile parce que j'apprends de mon Président de l'UMP de la Charente pour qui j'ai beaucoup d'estime qu'il n'est au courant de rien, or c'est lui apparemment qui a décidé. Cela me blesse un peu, mais ce n'est pas grave, je vais me battre. Merci.

### **Fadila MEHAL**

Fadila Mehal, Présidente des « Marianne de la Diversité ». J'ai cette particularité de cumuler les handicaps. Vous l'avez vu, je suis une femme, on me dit que je suis issue de la diversité. Mon troisième handicap qui est aussi important, c'est que je suis issue d'un petit parti qui est le parti radical puisque je suis membre du bureau de la fédération de Paris. Alors comment des handicaps peuvent devenir des atouts ? On m'explique qu'en effet être une femme et issue de la diversité c'est plutôt un plus aujourd'hui bien que cela ait été un grand moins il y a quelques années puisque quand je me suis présentée à Roubaix deuxième tête de liste au RPR, on avait fait 20 % et on m'avait dit : « *Attention. Ta candidature a plombé les élections* ».

Alors aujourd'hui, cela devient un atout mais j'allais dire aussi peut-être pas pour de bonnes raisons. Parce qu'en effet, quand on est une femme issue de la diversité comme l'on dit, on vous dit que finalement cela peut devenir un atout pour les partis qui cumulent, comme ça, des avantages. Alors c'est vrai que là on a parlé du poids des représentations, mais il faut aussi rentrer dans certains stéréotypes par rapport à cette candidature, être si possible une beurette un peu jeune, jolie peut-être. Et donc cela est une vraie difficulté.

Alors je voulais simplement dire qu'aujourd'hui, sur Paris, je me présente au nom du parti radical dans la dixième circonscription. Et on m'oppose aujourd'hui un autre argument qui est pratiquement de la discrimination positive de quota puisque l'on me dit qu'il y a déjà trois candidatures issues de la diversité. Alors cette assignation identitaire devient un peu pesante. Je voudrais que ma candidature soit regardée au titre des compétences, du dynamisme et surtout de l'efficacité.

## **Christine BRUNEAU**

Christine Bruneau, je suis Maire adjointe à Boulogne-Billancourt pour une deuxième mandature dans les fonctions principales de ce qu'est la gestion d'une mairie. J'aime ce que je fais, je me suis engagée dans la vie politique par passion et par le souci de servir la population. J'y suis très connue, j'ai le taux de notoriété le plus important d'une femme UMP à Boulogne, puisque des sondages existent. Aux dernières législatives, je voulais me présenter, l'UMP avait décidé de n'investir personne en face du candidat sortant UDF, Pierre-Christophe Baguet, que certains connaissent. Et l'on m'a obligé, le dernier jour de dépôt des candidatures, à retirer ma candidature puisque notre député venait d'entrer à l'UMP, pour éviter d'avoir une candidate même sans étiquette qui se présente en face de lui.

J'ai tenu pendant quelques heures, j'avais des coups de fil de partout me disant : *« Arrête. Ce sont les accords. On avait promis que les candidats qui existent dans notre parti, même sans étiquettes, se retirent en cas de candidature officielle d'un UDF rentré à l'UMP »*. J'ai dit : *« Vous craignez quoi finalement ? Il a tout. Il a l'étiquette »*. Et dans une grande ville comme Boulogne il est clair que cela aide terriblement, voire même on gagne tout de suite. Dans une ville où 65 % de l'électorat est à droite dans un vieux fief RPR gaullien très installé. Donc voir un UDF rentrer à l'UMP – excusez-moi pour certains – c'était particulier dans notre secteur à nous.

Le scénario recommence, je suis candidate à la candidature, nous avons un député sortant UDF, et il a raison, qui veut se représenter parce qu'il était resté quinze jours à l'UMP et il est revenu à l'UDF. Que va-t-il faire cette fois-ci ? Nous l'ignorons, mais je sais qu'il va apporter son soutien immédiat à Nicolas Sarkozy pour beaucoup de raisons. Nous avons un autre candidat potentiel très légitime et je vais tout faire pour essayer d'avoir la candidature parce que j'aime ce que je fais et on a envie d'avoir des femmes qui aiment ce qu'elles font pour conduire notre pays.

## **Dominique FACHON**

Bonjour. Je suis Dominique Fachon. J'habite Amiens et je suis Conseillère municipale et Conseillère métropole. Je me présente dans la première circonscription qui est la seule circonscription sur les six qui soit à gauche puisque toutes les cinq autres sont à droite, contre Maxime Gremetz.

### **De la salle**

Ah !

## **Dominique FACHON**

Je me présente pour trois raisons. La première raison c'est que je trouve qu'il y a une sous représentation, bien sûr, des femmes à l'Assemblée Nationale (87 % d'hommes), cela devient intolérable, je ne peux plus, ça ne passe plus.

La deuxième raison c'est que je trouve que c'est un challenge extraordinaire que de partir contre Maxime parce que cela va faire trois mandats qu'il a et que trois mandats d'aller dire à mes

concitoyens qu'il faudrait peut-être qu'ils votent un peu pour les gens de la droite, je trouve que c'est bien. Pour moi, c'est un très beau challenge.

Et la troisième raison c'est que comme je suis Présidente du CNI de la Somme, ce que j'ai surtout envie c'est de faire passer mes valeurs qui sont les valeurs de libéralisme et de l'économie de marché, parce que notre pays ne va pas très, très bien et qu'il faudrait peut-être que les Français commencent à comprendre l'économie de marché.

Voilà pourquoi je vais aux législatives l'année prochaine.

### **Dominique MORVAN**

Bonjour. Je suis Dominique Morvan. Je suis élue à La Rochelle, élue municipale depuis cinq ans. Lorsque j'ai décidé de me présenter aux élections cantonales, je vous assure que je n'imaginai pas le combat que j'allais devoir mener, puisque la veille on m'a dit que j'avais l'investiture et la veille de l'investiture mes tracts étaient prêts, et là j'ai reçu un coup de téléphone d'un de nos Ministres actuels qui était absolument désolé en me disant : « *C'est triste, Dominique, je suis très triste pour toi, mais tu n'as plus l'investiture* ». Les tracts étaient tirés. Donc là, j'ai eu une décision à prendre importante, je n'ai pas dormi de la nuit. Le lendemain matin, j'avais pris ma décision et j'ai dit : « *Tant pis, j'y vais* ». Et j'y suis allée en « divers droite ». Et là, je me suis retrouvée en primaires contre l'ancien préfet de La Rochelle qui connaissait donc quand même bien tous les milieux, ce qui n'était pas forcément mon cas. Même si j'étais élue municipale, ce n'était pas mon cas, et contre un monsieur qui venait de prendre son adhésion à l'UMP et qui s'était autoproclamé l'héritier de l'ancien conseiller général. J'ai été élue contre le Président de mon exécutif. Et ce qui est quand même fort c'est que malgré tout il m'a quand même nommée Vice-présidente à la Commission des Finances.

Alors ce que je voudrais vous dire c'est que même quand ça ne va pas ça peut aller. Quand on veut on peut. Maintenant, c'est fait, j'y suis et j'y reste. Et donc je suis candidate aux législatives. Je ne l'ai pas annoncé publiquement, tout le monde s'en doute, mais de toute façon j'irai et je pense que je gagnerai. Autre chose quand même que je voudrais préciser très rapidement, un problème que nous avons. On n'a pas toujours la formation nécessaire, et moi je me suis retrouvée face à quelqu'un, dans ce département, qui est quand même, quoique l'on en dise, très forte, c'est Ségolène Royal. Et du jour au lendemain, j'ai dû faire des discours que je n'imaginai pas et ce n'est pas facile. Maintenant, j'ai appris sur le tas, ça va. On a un atout, les femmes, c'est le pragmatisme. Et ça, il faut en profiter.

### **Sylvianne VILLAUDIERE**

La parole est à toi, Marie-Carole. Tu vas prendre la Présidence du club FDS 94 qui se lance maintenant, lors de cet été. Nous avons annoncé officiellement la création du club 94 FDS hier soir, au Sénat, lors de notre réception de notre université d'été. Merci encore à toi.

### **Marie-Carole CIUNTU**

Absolument. Et je suis d'autant plus déterminée, c'est vrai, que quand on est candidat à l'investiture on se rend compte qu'il y a quand même un très grand décalage entre ce que l'on a

comme annonce en ce moment dans un parti que l'on a pensé fonctionner différemment et qui allait faire une place aux femmes et ce dont on se rend compte. Je suis première adjointe du Maire de Sucy, je suis Conseiller général, je suis Conseiller communautaire aussi puisque l'on parlait de l'absence de femmes dans les communautés d'agglomération, c'est mon cas. J'ai quatorze ans d'implantation. Et moi je dois dire, à la différence de beaucoup, que j'ai un vrai soutien local et il y a une solidarité des députés qui sont tous des hommes d'ailleurs dans ce département qui considèrent que puisqu'il faut féminiser et que dans ce département il n'y a aucune femme, et que les femmes qu'ils ont voulu chercher là où il n'y avait pas de sortants de notre bord ne veulent même pas y aller puisque ce que l'on ne dit pas dans ce département rouge c'est qu'il n'y a même plus de candidats de droite qui veulent se présenter dans certains secteurs. Donc aller chercher les femmes dans ces secteurs-là, il n'y en a pas beaucoup pour y aller parce qu'elles savent aussi à quel point elles ne sont pas aidées et soutenues quand elles y vont. Et se batailler dans des bastions rouges c'est vrai que c'est très dur.

Alors, pour faire une espèce d'équilibre dans le département, on nous dit : *« S'il n'y a pas de femmes, essayez de trouver des minorités visibles »*. Même là, on rame, mais surtout ils disent : *« Le mieux, pour faire émerger quelqu'un, serait peut-être de faire une vraie féminisation là où en plus il y a quelqu'un d'implanter »*. Et qui plus est, l'analyse dans ma circonscription c'est que si l'on reconduit le sortant en l'occurrence, parce que c'est un cas dont on n'a pas beaucoup parlé, mais c'est le problème de la reconduction systématique des sortants, on a même un risque de perdre cette circonscription. Tout le monde dit : *« Elle a beaucoup plus de chances de conserver cette circonscription dans notre camp. Donc pourquoi ne fait-on pas l'effort ? »*. J'ai eu le droit d'ailleurs d'exposer ce point de vue à la Commission Nationale.

Je dirais que jusqu'à il y a une semaine, tout le monde m'a dit : *« C'est vrai que dans ton cas on va faire un sondage, on va en appeler au vote des militants, et il n'y a pas de souci »*. Et puis, on m'appelle et on se rend compte peut-être que justement le vrai danger ce sont les femmes implantées, c'est-à-dire des femmes qui semblent peut-être avoir autant besoin de feux verts au national mais, avec les soutiens locaux et les implantations, elles peuvent y aller. Et on essaie de me dire un petit peu les fadaïses que dénonçait tout à l'heure Nathalie Kosciusko-Morizet, c'est-à-dire : *« Cette fois-ci, encore une fois, tu es sa suppléante – puisque j'étais déjà suppléante la dernière fois – laisse ta place, mais la prochaine fois de toute façon il ne se présentera pas, mais un seul mandat pour un parlementaire ce n'est pas très grave. A l'âge que tu as, pourquoi fais-tu une fixation ? La prochaine fois, tu peux y aller »*. Les sénatoriales dernières, j'étais déjà sur la liste et j'étais en position éligible. A la dernière minute, on m'a retiré, et là pour un autre aspect aussi minoritaire au sein de l'UMP qui est aussi quelque chose de très accablant, c'est parce que je faisais partie d'une tendance qui est l'UDF et on a préféré positionner une femme qui était ex-RPR. C'est très dommage parce qu'il y a une partie de l'UDF qui est au contraire d'un militantisme et qui a ses attaches à l'UMP parce que l'on croyait à ce grand parti de droite, et cela aussi n'est pas un critère qui devait entrer.

Donc ça, je crois qu'il faut le dire parce que je crois encore que dans le cas présent c'est peut-être au national quelque chose qui est regardé, c'est-à-dire l'origine. En plus, à mon âge, j'ai un peu de mal à savoir où j'en suis, et depuis toujours on ne souhaitait qu'une chose c'est que l'on arrête ça et que l'on ait un grand parti moderne qui fasse place au renouvellement. Et cela veut dire qu'en ce moment il y a une telle distance effectivement entre ce que l'on affiche, et là je crois que le danger est très grand parce que l'on a un Président de notre mouvement dont toute la crédibilité tient au fait qu'on l'a entendu dire, il nous a quand même toutes invitées, le 8 mai, il a redit dans son discours au Carrousel du Louvre, que cette fois-ci, quand il y aurait des élus qui n'avaient pas fait

leur travail, c'est-à-dire qui n'étaient pas présents sur le terrain, c'est le cas de figure que j'ai vécu pendant quatre, on n'a vu personne et c'est bien pour cela que je l'ai soutenu, et ensuite son rôle était de préparer l'avenir, de mettre des femmes et de renouveler. S'il y a un tel décalage effectivement entre le discours et la pratique, moi je pense qu'effectivement aux yeux de l'électorat, vous avez tout à fait raison de le dire, c'est comme ça, c'est tout en douceur, on attendra les échéances normales, ce sera vraiment une catastrophe annoncée. C'est dommage parce qu'en plus, quelle envie on a d'y aller et quelle envie on a de concourir non pas en indépendant mais sous nos couleurs ! C'est vraiment un gros gâchis et des potentiels sacrifiés.

### **Jacqueline DEGRE**

Jacqueline Dègre, de Poitiers dans la Vienne. Je suis donc candidate à la candidature aux législatives sur la première circonscription de la Vienne. Alors tous mes amis me disent : « *Jacqueline, qu'est-ce que tu vas faire sur la première circonscription de la Vienne ? Ce n'est pas la tienne. Tu travailles depuis quinze ans sur la deuxième circonscription* ». Oui, mais sur la deuxième circonscription, il y a déjà quelqu'un qui se présente, qui se représente, qui, pour l'instant, a été élu, a été battu une fois et qui le mérite parce que c'est un travailleur. Même si l'on a des griefs après lui, il travaille, on ne peut rien dire. Donc je ne serai pas celle de la division, je suis un petit mouton peut-être. Donc je pars sur une circonscription, effectivement, qui est à gauche et qui sera probablement difficile puisqu'il s'agit de Monsieur Claes qui était Trésorier du parti socialiste et qui est très, très ancré. Et effectivement, cela va être difficile. Mais cela ne fait rien, je pars confiante, je pars gagnante si j'ai l'investiture de mon parti. Mais tout à l'heure j'écoutais ce qu'a dit Valérie Pécresse, on va donner, sur quatre circonscriptions sur cinq, des investitures là où la gauche est en place. Donc j'ai peut-être une petite chance d'avoir cette investiture.

### **Sylvianne VILLAUDIERE**

Merci à toi.

### **Françoise MIQUEL**

Juste deux mots pour vous dire que j'ai beaucoup de chance parce que l'on m'a proposé l'investiture dans une circonscription qui est à gauche, où la droite a perdu le Conseil Général, où il n'y a plus du tout de conseillers généraux alors que l'on en avait six sur huit, où il n'y a plus aucune ville qui soit à droite. C'est la quatrième circonscription de l'Eure. Et je remercie beaucoup l'UMP. J'ai l'intention de me battre avec l'appui des militants avec lesquels je suis en train de reconstruire quelque chose.

### **Sylvianne VILLAUDIERE**

Si vous le voulez bien, je vous demande de bien vouloir accueillir Madame la Ministre déléguée à la Parité et à la Cohésion sociale qui nous a rejoints.

Catherine, avant de vous donner la parole, je souhaitais que Dominique Baud ré-intervienne quelques instants. Cela me paraît extrêmement important. Je voudrais que Dominique Baud illustre vraiment ce combat qui est celui de FDS qui, on le sait bien, n'est pas seulement le combat de la

parité, ce n'est pas seulement cela, c'est tout simplement, on l'a dit, le combat de l'efficacité. En l'occurrence, je voudrais que, Dominique, ta candidature à l'investiture soit totalement symbolique de notre combat. Est-ce que tu veux bien nous conclure cette dernière partie de table ronde ? Et puis, nous allons ensuite ouvrir notre séance de synthèse.

### **Dominique BAUD**

Je vais conclure avec une phrase de Clemenceau qui est une phrase qui est bonne pour toutes les candidates et pour FDS en particulier. Une phrase de Clemenceau que j'ai déjà utilisée à plusieurs reprises dans des professions de foi diverses que j'ai pu établir et qui a été la phrase finale, à ma grande surprise, de Nicolas Sarkozy, le 13 mai dernier, à la réunion des cadres qui est la suivante : *Il faut d'abord savoir ce que l'on veut, il faut ensuite avoir le courage de le dire, il faut enfin l'énergie de le faire.* Nous savons exactement ce que nous voulons, nous avons le courage de le dire, et nous aurons l'énergie de le faire. Merci.

## **Interventions de synthèse**

**Sylvianne VILLAUDIÈRE**  
Présidente de FDS

**Catherine VAUTRIN**  
Ministre déléguée à la Parité et à la Cohésion sociale

### **Sylvianne VILLAUDIÈRE**

Merci et bravo à vous toutes qui vous engagez et qui partez à ce combat. Vous le savez, nous vous soutenons. Nous avons organisé cette manifestation, évidemment pour ouvrir le débat sur ce que peuvent apporter les femmes et ce que nous apportons en politique, mais aussi pour que vous puissiez être présentées et montrer qu'il y a des femmes et en très grand nombre qui s'engagent pour ces prochaines élections législatives 2007. Alors, merci à vous toutes, merci pour vos contributions.

Merci, Madame la Ministre, d'avoir accepté de venir aujourd'hui conclure nos travaux. Merci à vous, Serge Lepeltier. Parce que je crois que la présence de Serge est là aussi tout à fait importante. Merci, vraiment, Serge, pour ton soutien. Je voudrais dire qu'à travers toi, c'est aussi le soutien de nos parrains et de l'ensemble des clubs Dialogue&Initiative et des clubs Nouvelle République qui s'exprime. Et vous savez ô combien « Femmes, Débat et Société » soutient ce travail de renouvellement d'idée, de débat et d'engagement.

Nous savons aussi qu'il y a des hommes qui nous soutiennent. Vous l'avez constaté dans notre dossier, il y a un certain nombre de responsables politiques de premier plan qui soutiennent cette action de réseaux de femmes. Ils sont nombreux à avoir ainsi répondu à notre questionnaire du 8 mars. Vous le constatez – et je ne citerai que quelques anciens Premiers Ministres comme Monsieur Jean-Pierre Raffarin ou Monsieur Alain Juppé. Vous avez vu également qu'il y a de nombreux parlementaires, très puissants, très importants, qui soutiennent cet engagement des femmes. Cela est très important. Vous avez vu que notre Président du Sénat, Christian Poncelet, aussi apporte sa contribution.

Vous savez aussi que Nicolas Sarkozy a répondu à ce questionnaire du 8 mars. Là aussi, vous l'avez entendu, il y a beaucoup de promesses, beaucoup de dires. Nous allons voir quel sera le faire de notre Président de l'UMP et des autres Présidents des autres partis politiques de nos familles. J'espère ainsi qu'au sein de l'UDF, au sein de Génération Ecologie, au sein du Parti Radical – et je sais que c'est déjà le cas grâce à ses Présidents tout à fait ouverts et très engagés dans cette cause – il y aura aussi beaucoup de soutien. Alors merci à vous tous et merci à nos intervenants.

Je voudrais simplement, pour conclure, vous apporter, Madame la Ministre, les réflexions qui sont les nôtres au terme de ce débat. Et je voudrais, si vous le voulez bien, remercier Françoise Miquel, pour l'animation et la préparation de ce débat.

Parce que cela a été évidemment un travail important qui illustre aussi tout l'engagement de « Femmes, Débat et Société ». Vous l'avez compris, nous avons mené cette manifestation au terme

de nos travaux de notre Université d'été de cette année. Nous avons, depuis bientôt maintenant 48 heures, débattu en apportant, chacune, des contributions qui ont été fortes, importantes et riches. Hier, nous avons pendant toute une journée, débattu sur les priorités des femmes pour les échéances 2007. Avant toute chose, nous nous sommes interrogées sur ce qui était utile et important, de notre point de vue de femmes, compte tenu de ce que nous sommes, de nos vies, de nos particularités et de notre existence à nous les femmes, aujourd'hui, en France, à l'heure où nous parlons.

Il ne s'agit pas d'être dans l'abstraction ou dans l'universalisme. Il s'agit tout simplement d'être très concrètes, très pragmatiques par rapport à ce que sont les femmes d'aujourd'hui en France : les femmes de nos familles politiques, les femmes engagées, les femmes actives, celles qui veulent que les choses bougent et continuent d'avancer. Nous avons voulu ouvrir un débat sur ce que nous souhaitons pour notre politique de demain et ce que nous souhaitons comme priorités dans ce débat et dans cet engagement politique. Nous avons ainsi débattu sur bien des sujets, et six grands axes se sont dégagés comme étant les absolues priorités du point de vue des femmes. Cela ne veut pas dire qu'il n'y en a pas d'autres, naturellement. Mais il y a six axes, six grands thèmes qui nous apparaissent comme totalement prioritaires.

Il y a tout d'abord l'axe de la gouvernance. C'est-à-dire tout simplement de réformer, d'améliorer, de réorganiser, de donner de l'oxygène à notre mode de fonctionnement en termes de vie politique, de vie publique, de vie collective, mais aussi au sein de nos entreprises et de nos organisations professionnelles.

Le thème de l'éducation ensuite. Orientation et formation sont la priorité pour l'avenir de nos jeunes si nous voulons qu'ils soient prêts à rentrer dans ce monde qui est évidemment complexe.

Troisième grand axe : l'emploi, l'entreprise, le goût d'entreprendre.

En quatrième axe, le thème de l'aménagement, du développement et du développement durable. Il s'agit là de faire en sorte qu'au-delà des mots, au-delà des incantations, il y ait des actions très fortes, très urgentes, très concrètes qui soient menées avec une politique très active, déterminée et avec des moyens beaucoup plus importants. Vous le savez, nous, les femmes, avons une attention toute particulière pour qu'au-delà des politiques, des mots et des vœux, il y ait des engagements et des actions concrètes. Des actions concrètes, dans notre vie de tous les jours, mais également dans la place de la France à l'international. Nous voulons que la place de la France reste toute en pointe sur ces sujets et que nous conservions un rôle de fer de lance de ces politiques de développement durable.

Autre thème très majeur à nos yeux : équité, justice, diversité. Là aussi, beaucoup de réflexions et de mesures très concrètes, puissantes, fortes, ont été développées par « Femmes, Débat et Société ».

Et enfin, je ne voudrais évidemment pas oublier, et terminer par un thème qui apparaît absolument majeur aux yeux de toutes qui est la place de la France en Europe et dans le monde, et comment nous devons garder un rôle moteur d'influence dans notre concert européen.

Quoiqu'il en soit, les femmes en politique c'est aussi et d'abord un engagement sur des actions, sur de l'efficacité et sur du fond en politique. Et ceci, c'est déjà une réussite. Les textes permettent ont permis l'entrée d'un grand nombre de femmes. On peut regretter qu'il n'y en ait pas assez aux niveaux les plus hauts, mais il y en a de plus en plus. Il y a des actions qui se développent sur le terrain, il y a des idées qui fusent, il y a donc déjà une réussite.

Bien entendu, ce n'est pas suffisant et il y a encore des progrès à faire.

Les femmes en politique c'est encore une nécessité pour continuer à optimiser la performance de notre gouvernance. Et effet, de ce qu'il apparaît de nos débats, il ne s'agit pas de viser la parité pour la parité. Il s'agit de vouloir apporter nos différences, nos complémentarités sur le fond, en termes de méthodes et de modes de gouvernance pour organiser notre devenir collectif. Et c'est bien là notre sujet qui consiste à faire valoir des préoccupations, des principes d'action et des modes de gouvernance qui relèvent du point de vue des femmes, mais aussi d'une dynamique d'avenir et d'anticipation de sujets forts dans le cadre d'une analyse globale de la complexité des politiques.

Et nous les femmes, nous avons peut-être, et Françoise Miquel le relevait aussi tout à l'heure, cette capacité forte à gérer la complexité. Nous avons l'habitude d'avoir des vies complexes, des vies multiples. Nous avons des responsabilités multiples, en général, dans nos vies personnelles, professionnelles, associatives et politiques. Et nous avons, dès lors que nous voulons atteindre et développer des objectifs, cette capacité à gérer la complexité.

Notre souci aujourd'hui, c'est de relever ces défis dans un monde où il y a encore beaucoup de réticences. Nous l'avons entendu tout à l'heure. Il y a encore beaucoup de réticences du côté des hommes mais aussi du côté des femmes. Certaines femmes ont encore du mal à s'engager. Ce n'est pas le cas ici, on le prouve bien, mais certaines ont encore du mal à se dire « *je passe le cap, je rentre en politique, je rentre dans le combat* ». Et il ne faut pas oublier que ce sont ces femmes qui vont s'engager et qui rentrent en politique qu'il faut aider parce qu'on a aujourd'hui la capacité à le faire en réseau et en solidarité.

Un des enseignements majeurs de nos travaux, c'est cet esprit d'engagement qui est celui des femmes. Engagement des femmes actives, mais aussi force du réseau, force de solidarité, de soutien et d'entraide. Et vous savez combien « Femmes, Débat et Société » cherchera en permanence à développer ce soutien, cette capacité d'entraide. Il y aura d'autres manifestations comme aujourd'hui, il y aura d'autres moyens, et nous chercherons toujours à développer cet esprit réseau que les hommes, bien souvent, ont su organiser, manager depuis très longtemps et qu'il faut continuer, nous, à mettre en œuvre.

Aujourd'hui, si vous le voulez bien, Madame la Ministre, je lance très solennellement et en conclusion de nos travaux un appel à toutes les femmes de conviction, à toutes les femmes d'engagement, pour qu'elles nous rejoignent, qu'elles fassent en sorte de s'engager et qu'elles partent au combat. Parce que 2006, c'est vraiment la veille de combats politiques qui vont être difficiles, et il faut que toutes nos forces et toute notre mobilisation s'engagent dans la bataille. Et plus il y aura de femmes devant, plus vous serez fortes devant, plus il y aura de femmes qui oseront nous rejoindre. Il faut gagner ces combats car ils vont être durs. Alors je m'adresse là à toutes nos candidates, s'il y a une chose à retenir, mobilisez autour de vous, faites en sorte que les femmes osent. Dites-leur que c'est possible, qu'il y a à œuvrer en politique, que la politique peut être un moment formidable de vie, de réussite et d'engagement.

Je voudrais lancer aussi, aujourd'hui, des propositions aux futurs candidats aux présidentielles. Je voudrais leur dire : Messieurs, Mesdames – puisqu'il y a des candidates aux présidentielles – de nos familles politiques, examinez de nouveau, regardez de nouveau ce qui va se passer sur le terrain . Vous l'avez entendu aujourd'hui, nous avons toutes été unanimes sur un point. S'il n'y a pas de renouvellement avec des jeunes, avec des femmes, avec la diversité, s'il n'y a pas cet esprit d'engagement fort qui fait que l'on bouleverse les hiérarchies, osez-le, Messieurs les candidats à la

présidentielle, Messieurs les chefs de parti politique. Osez bouleverser les hiérarchies, osez bouleverser les copinages, les renvois d'ascenseur, les jeux de « je te tiens, tu me tiens ». Chaque fois qu'une femme est prête à gagner, prête à favoriser l'entrée en politique de nouveaux électeurs, à organiser ce combat et à mobiliser ce combat, alors choisissez une femme. Seule une femme peut parfois aider à aller plus loin, à ouvrir le jeu, et notamment vers les jeunes. Ce sont les femmes qui pourront avoir un discours qui peut toucher davantage les jeunes. Oui, Messieurs ou Mesdames les responsables de nos partis politiques, il faut choisir une femme, il faut investir une femme dans ces moments-là. On nous dit que les Commissions d'investiture ont déjà un grand nombre, les jeux ne sont pas faits.

Je voudrais juste passer la parole et dire à Madame la Ministre que vraiment nous vous remercions encore une fois parce que nous savons que vous œuvrez dans les Commissions d'investiture, que vous œuvrez au sein du Gouvernement pour que ces sujets soient développés. Nous savons qu'il y a là de la difficulté, et vraiment merci. Nous savons que nous pouvons compter sur vous. Vous pouvez aussi compter sur nous.

### **Catherine VAUTRIN**

Je voudrais vous dire combien je suis ravie de vous retrouver, combien j'ai compris la passion qui avait animé vos débats, ce qui ne me surprend absolument pas. D'abord, excuse-moi mon cher Serge, souvent les femmes sont particulièrement passionnées quand elles défendent des causes qui sont en général des causes justes. Et je crois que là nous sommes vraiment sur un sujet qui nous motive toutes. Alors je voudrais quand même saluer tout particulièrement les quelques hommes qui ont accepté d'assister à ce débat parce que je crois c'est important. Le débat des femmes en politique ce n'est pas un débat des femmes qui parlent aux femmes, mais c'est précisément un débat de l'ensemble de la société. Et plus nous aurons d'hommes avec lesquels nous parlerons de ces sujets, mieux nous nous porterons. J'ai passé mon après-midi d'hier à la Commission d'investiture de mon parti, nous sommes trois femmes, et nous avons encore malheureusement de temps en temps l'impression d'être trois femmes que l'on accepte comme ça par gentillesse, mais il ne faut quand même pas trop y revenir. Et je crois que cela reflète bien l'immaturité de notre société sur ces sujets.

Vous avez dit beaucoup de choses et je voudrais évidemment féliciter Sylvianne et toute l'équipe de FDS pour ce séminaire, pour les thèmes que vous avez dégagés et que j'ai noté avec beaucoup d'intérêt. Et je voudrais plus particulièrement revenir sur la place des femmes en politique avec plusieurs éléments.

Il y a d'abord eu plusieurs textes. Le dernier que nous avons mis en place, c'est celui porté par le Gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en 2003 qui est un texte qui a permis des avancées sur les scrutins de liste, c'est indéniable. Pour autant, il est absolument nécessaire que nous allions plus loin parce que je pense profondément que l'on ne se donne pas bonne conscience en faisant des listes paritaires sans se demander comment, ensuite, on évolue et comment nous répartissons les responsabilités. Aujourd'hui, les femmes engagées en politique ont envie d'assumer leurs rôles et tous leurs rôles. Ce qui veut dire qu'il est absolument indispensable qu'elles puissent avoir toute leur place dans les exécutifs.

Le Président de la République, dans ses vœux à la Nation, au mois de janvier dernier, l'a d'ailleurs dit en demandant une modification législative sur le sujet. J'y travaille actuellement avec le Ministre d'Etat. Nous sommes, dans notre jargon épouvantable, arbitrés, c'est-à-dire que nous

avons l'accord de Matignon, de l'Élysée et de l'ensemble des Ministères concernés, sur plusieurs éléments qui sont en fait les suivants :

L'idée est d'avoir une parité dans les exécutifs aussi bien au Conseil Régional, qu'au Conseil Municipal et que dans les EPCI. Donc, dans ces trois cas-là, on aura des vice-présidents qui devront donc être paritaires à partir de listes majoritaires. Et en revanche, il y aura une proportionnelle. C'est justement pour la Commission Permanente des régions que nous proposons une liste paritaire à la proportionnelle pour prendre en compte l'ensemble des spécificités. Donc ça, c'est ce qui, aujourd'hui, est acquis et qui va mécaniquement – j'oserai dire – nous garantir qu'effectivement des femmes, au prochain renouvellement, pourront exercer à parité des responsabilités. Responsabilités, où il faut le dire, on revient de loin : une femme Présidente du Conseil Régional - on la connaît toutes - et trois femmes Présidentes de Conseils Généraux sur cent Conseils Généraux. C'est dire si la marche reste importante.

Pour autant, moi je souhaite aller plus loin parce que reste le sujet des scrutins uninominaux, c'est-à-dire, les législatives et le Conseil Général. Le problème des législatives, c'est que nous sommes à moins d'un an du scrutin, et que de toute façon, la Constitution nous interdit de toucher aux règles d'un scrutin à moins d'un an. Donc là-dessus, je ne vais pas vous raconter quoique ce soit, laissons passer les législatives, il faudra y revenir. Mais je vais parler dans un instant des Commissions d'investiture, je reste sur la partie texte.

En ce qui concerne le Conseil Général, et je dois vous dire que cela intéresse quelques-uns mais je citerai particulièrement Jean-Pierre Raffarin qui m'a fait l'amitié d'assister il y a une semaine à mon audition au Sénat. C'était le seul Sénateur présent à cette audition. Je parlais avec la Délégation du droit des femmes de ces sujets. Alors ce que je vais vous dire là, au moment où je vous parle, n'engage que moi, mais faites-moi confiance, j'ai entre autre besoin de vous et j'ai besoin d'être relayée. Je pense qu'il faut absolument que nous arrivions à mettre en place un ticket paritaire aux cantonales. Pourquoi ? Plusieurs éléments :

D'abord, on le voit quand on regarde les statistiques, on a très fréquemment des renouvellements aux Conseils Généraux, notamment quand quelqu'un est frappé par un cumul des mandats et puis il y a des évolutions de la vie des gens qui font qu'il y a des élections partielles. Si vous regardez le taux de participation de ces élections partielles, il est très limité. C'est même une réflexion quant à l'expression de la démocratie.

Enfin, un autre élément. Vous parliez, Sylvianne, il y a un instant, de gouvernance. Est-ce qu'éviter d'organiser des scrutins un dimanche sur deux, j'exagère un peu, mais plusieurs fois dans l'année dans différents départements, n'est pas aussi une mesure d'économie ? Et donc moi je crois qu'il y a là une idée d'avoir un ticket que l'on exigerait comme étant un ticket paritaire. Alors vous allez immédiatement me répondre : « *On le sait bien. Dans un pourcentage extrêmement majoritaire, les hommes seront titulaires* ». Moi je crois que dans tous les cas cela permet, un, de mettre une étape, deux, cela permet aussi de constituer un vivier. Nous avons, aujourd'hui, besoin de ces viviers. Faire une campagne cantonale c'est commencer à faire une campagne sur son nom. C'est autre chose que d'être dixième sur la liste tirée par madame ou monsieur machin.

Je crois qu'il y a là quelque chose d'intéressant. Et si vous voulez que j'aille au fond de l'idée qui est la mienne, je vous dirai même que cela pourrait nous amener à une autre chose à laquelle je suis, à titre personnel extrêmement attachée, qui est la limite de l'exercice des mandats dans le temps. Parce que je crois qu'un mandat électoral n'est pas un fonds de commerce et que cela ne se cède pas. Il y a des temps pour tout. Et si nous limitions un certain nombre de mandats dans le

temps, nous permettrions là aussi un renouvellement, un rajeunissement et donc une évolution de notre personnel politique beaucoup plus rapide. Il y a probablement là, à partir des départements, quelque chose à mener. Je sais que je suis actuellement soutenue par un certain nombre de gens et pas des moindres parmi les Sénateurs. Nous allons continuer à travailler sur cette idée parce que je crois qu'il y a là une piste qui nous permettra de faire avancer notre vie démocratique. Ceci est pour les textes en cours.

En parallèle, bien évidemment, il y a toute la mobilisation que nous pouvons avoir chacune dans les partis politiques qui sont les nôtres. Alors bien entendu, je suis arrivée à point nommé pour entendre les difficultés que rencontrent les unes et les autres. Dans mon parti, j'ai assisté aux premiers tours de piste. Ce que l'on voit c'est qu'il y a eu une démarche constructive qui a été menée avec une volonté qui a été effectivement de mettre en avant non seulement des femmes mais également des gens issus de la diversité. Je dis « gens » parce que c'est hommes et femmes.

C'est vrai qu'aujourd'hui quelqu'un qui a ces deux qualités est particulièrement recherché, mais pour autant tous les sondages le montrent, aujourd'hui les Français veulent un renouvellement de leurs classes politiques, ils veulent plus de jeunes, plus de femmes et plus de personnes issues de la diversité. Les sondages sont absolument unanimes sur le sujet. Le travail qui a été fait a été de regarder, circonscription par circonscription, comment les choses pouvaient évoluer. Alors j'ai bien entendu le commentaire de Sylvianne il y a quelques minutes sur les copinages, les renvois d'ascenseur, etc. Tout cela existe, c'est vrai. On ne peut pas le nier.

Il y a eu un travail intéressant et important qui a été mené par cette Commission d'investiture. Nous sortirons, en septembre, des chiffres qui seront bien meilleurs que ce qui avait été proposé en 2002. Pour autant, moi je vous invite à continuer et à vous faire connaître. Rien n'est jamais arrêté, rien n'est jamais figé. Et il faut savoir en plus que dans ces milieux c'est un combat de tous les jours. Beaucoup d'entre vous savent qu'en ce qui me concerne j'ai été élue sans investiture en 2002 parce que je considérais qu'il y avait une erreur magistrale dans la circonscription dans laquelle j'étais. Alors je vous rassure tout de suite, il n'y avait pas de sortants. Donc c'est vrai que quand il n'y a pas de sortants, c'est moins compliqué que de partir contre quelqu'un qui est sortant. Il n'y avait pas de sortants, mais il y avait quelqu'un qui avait une investiture de l'UMP et qui recevait un *payback* de bons et loyaux services. Cela ne me semblait pas correct et surtout je pensais qu'il n'avait pas les qualités pour gagner. J'y suis allée et j'ai gagné.

Mais pour autant, pardonnez-moi de parler de moi deux secondes mais autant que vous sachiez ce qui se passe, aujourd'hui. Nous sommes, dans le Gouvernement, six femmes sur trente-deux. L'Espagne, elle, a réussi à faire un gouvernement paritaire. Et j'ai beau aujourd'hui être membre du Gouvernement depuis deux ans et demi, grâce à Jean-Pierre Raffarin qui ne fait pas que parler des femmes mais qui les met en place, aujourd'hui, j'ai quelqu'un qui est Ministre du même Gouvernement que moi, qui était député d'une circonscription et qui considère que ma ville est mieux que la sienne et qui donc est en train de tenter de se présenter aux législatives, certes pas contre moi mais contre quelqu'un d'autre, et qui, en parallèle, veut aller aux municipales contre moi.

Donc c'est pour vous dire que ce sont des choses qui ne sont jamais arrêtées, que c'est une vigilance de tous les instants. Et il y a un autre élément : quelles valeurs voulons-nous défendre ? Les valeurs qui sont les nôtres. Nous ne sommes pas là pour défendre des carrières. Nous sommes là pour faire naître des valeurs auxquelles nous croyons, et ce qui nous mobilise c'est cela. Et moi, ce qui m'importe, c'est que la vraie question à chaque fois qui doit nous guider quand on est dans

une Commission d'investissement c'est : « *Qui est capable de défendre nos idées ?* » Et là-dessus, moi je voudrais insister sur la complémentarité entre les hommes et les femmes parce que je crois qu'il y a, dans l'approche féminine de la négociation, et de la recherche permanente de consensus, parce que ce consensus on le fait régulièrement dans nos vies quotidiennes. Nous sommes également très nombreuses à avoir, à mon avis, une autre qualité qui n'est pas neutre c'est que beaucoup d'entre nous, nous sortons de l'entreprise.

Quand on dit que les Français veulent des élus qui leur ressemblent, ce sont d'autres élus que ceux, avec tout le respect que j'ai pour ceux-là, qui ont commencé leur carrière à 22 ans dans les palais de la République, qui n'ont jamais fait leur lit de leur vie et qui n'ont aucune idée de ce qu'est la réalité.

Parce qu'il y a aussi cet élément-là qui est : « *comment est-ce que l'on est concrètement sur le terrain en prise avec la réalité quotidienne ?* » Je ne suis pas sûre, pour les connaître bien, que les palais nationaux soient les meilleurs endroits sur le sujet. Et donc là-dessus, cette culture qui est une culture de la discussion, une sorte d'autorité négociée, est beaucoup plus féminine. Et c'est comme cela qu'effectivement nous arriverons à faire des choses.

Alors derrière, il ne faut surtout pas que l'on se cache derrière une espèce de paravent qui consisterait à dire qu'il n'y a pas de femmes et que l'on n'en connaisse pas qui veulent s'engager. Moi j'en ai vues plein au moment où je suis arrivée, j'ai reçu un certain nombre de dossiers. Des femmes, il y en a ! Et je vais aller plus loin, moi je voudrais remercier FDS parce que ce dont nous avons besoin aujourd'hui c'est de mettre en place ce réseau et de regarder quelle est notre capacité à accompagner les unes et les autres.

Alors c'est vrai que quand on se présente contre un député sortant ce n'est pas simple et que si le type sur le terrain n'a pas forcément apporté ce que l'on pouvait imaginer, il reste une vraie difficulté qui est de dire que l'on ne sort pas comme ça un type qui n'a jamais manqué, qui a soutenu le Gouvernement. Tout cela aussi est à prendre en compte. Et cela fait partie de ces éléments. Mais il y a un moment où l'on doit avoir au moins le droit d'entendre une explication et d'avoir une discussion. Et, au maximum, dans le parti comme le mien, il y a ce que l'on appelle la primaire. Alors la limite de l'exercice, on va être très clair, c'est qu'à un moment c'est le challenge du meilleur vendeur de cartes parce que c'est celui qui a fait le plus d'adhérents qui a une certaine chance d'avoir le plus de voix.

Mais d'un autre côté, il faut bien trouver des voix et moyens. Et je crois que cela met en avant une démocratie qui est intéressante et qui permet en tout cas de renouveler. Parce que je crois que ce qui est également important pour la vie politique c'est ce renouvellement. Quand je dis qu'à mon avis on n'est pas fonctionnaire de son poste, je crois que quelque part il est indispensable que l'on assure ce renouvellement.

Pour assurer ce renouvellement, il y a une autre idée que je veux partager avec vous qui est la capacité d'aider un certain nombre d'élus à envisager leur vie et leur après vie électorale. Parce que l'on a un certain nombre de gens qui, aujourd'hui, se sont maintenus parce qu'ils ne savent pas très bien de quoi le lendemain sera fait. Ce qui pose un problème sur le fond de l'engagement politique mais qui, sur la forme, est malheureusement la donne humaine. Et là-dessus, moi je souhaite travailler sur la notion de bilan de compétence et, derrière, sur la notion de VAE.

Quelqu'un qui avait une activité quelle qu'elle soit, qui a quitté son entreprise pour devenir maire de sa ville, pour devenir parlementaire ou pour être président au Conseil Général, il a forcément

acquis une expérience intéressante. Expérience qui mérite d'être mesurée, d'être valorisée et qui, derrière, peut être transformée en autre chose. Et c'est, à mon avis, beaucoup plus positif que le statut de l'élu qui ne vise qu'à fonctionnariser – je n'ai rien contre les fonctionnaires –, mais je pense qu'à la nouvelle gouvernance ce n'est pas vers ça que nous voulons aller. Nous allons vers une évolution professionnelle, un accompagnement qui permet que l'on entre dans la vie politique, que l'on y défend ses idées, que l'on y fait un parcours, et à un moment on en sort et on fait autre chose. Et c'est comme cela que le tissu peut se régénérer, c'est comme ça que l'on a une vie politique qui est dynamique et qui laisse les uns et les autres pouvoir exercer leur talent.

Je crois qu'il y a là quelque chose qui doit être travaillé. Les Présidentielles sont l'occasion de ce type de débat. Nous avons devant nous une année passionnante, ne nous faisons pas peur avec les histoires de qui va y aller et qui n'ira pas, etc. Regardons le fond du sujet, l'occasion qui nous est donnée de prendre en main, de participer à ce débat. Nous n'avons jamais été aussi nombreuses.

Vous savez, j'ai un tout petit peu de recul en politique, je me suis engagée à 22 ans, il y a au moins une chose que j'ai découverte c'est que la politique c'est un peu l'auberge espagnole. Et la place, il ne faut pas attendre que l'on vous la donne. Une place, en politique, elle se prend et l'on a ce que l'on a su se construire. Et quelque part, c'est un job de tous les jours, ne vous « victimisez » pas, avancez, faites jouer vos réseaux, participez aux débats. Plus vous participerez aux débats, plus vous serez remarquées. Et c'est comme cela que petit à petit les unes et les autres feront leur chemin. Et c'est comme cela que nos idées seront effectivement développées.

J'ai vu tout le travail que vous avez fait sur le développement durable, pour lequel je suis absolument convaincue que c'est l'enjeu des quelques années qui viennent, et c'est vrai dans tous les domaines. Le Ministre de la ville que je suis voit combien l'occupation de l'espace est une vraie problématique. Regardez aujourd'hui le mitage, regardez ce rêve français de la maison individuelle et de son jardin, vous avez aujourd'hui des agglomérations qui s'étendent sur des dizaines et des dizaines de kilomètres. Est-ce que l'on va longtemps continuer à utiliser l'espace comme ça ? Il y a, dans tous ces domaines, des réflexions. Les femmes sont là pour prendre toute leur place.

Donc moi ce que je suis venue vous dire aujourd'hui c'est que j'ai à la fois la chance d'être le Ministre de la Parité, mais le Ministre de la Parité dans un pôle beaucoup plus global puisque, avec la Cohésion sociale, j'ai en charge les dossiers de politiques de la ville, les dossiers d'exclusion, les dossiers d'intégration. J'ai un périmètre budgétaire de 3,8 milliards. Cela me permet une chose fondamentale : de placer les femmes en fil rouge de l'ensemble de nos actions. Et moi je crois qu'aujourd'hui notre priorité c'est l'autonomie des femmes par leur activité professionnelle, par leur formation et, par la même, par leur place dans la société civile. Et aujourd'hui, plus nous pourrions nous appuyer sur des associations comme les vôtres, plus effectivement nous pourrions enrichir notre démocratie, parce que c'est de ces expériences dont nous avons besoin.

Le Président Chirac disait il y a quelques années que l'on mesurait la force d'une démocratie à la place que l'on réservait aux femmes. Il ajoutait que la force d'une nation c'était sa cohésion. Pour moi, celles qui font la cohésion ce sont les mères, donc ce sont les femmes. A vous de jouer, Mesdames !

**Sylvianne VILLAUDIÈRE**

Pardon. Je fais quelque chose qui ne se fait pas de parler juste après la Ministre. Mais juste dire que la relève en politique ne passera pas par une femme mais par les femmes. Donc merci à vous toutes.

## L'avenir des femmes en politique

Merci aussi à Chantal Laroche qui a travaillé à l'élaboration d'une exposition qui est remarquable, qui se trouve dans le hall de Sciences Po. En sortant, je vous engage à la visiter, elle est formidable, si vous avez encore quelques minutes. Merci à vous toutes. Merci pour votre présence, et à très bientôt.

# **ANNEXES**

Texte préparé par **France Gannerre** à l'occasion de l'Université d'été de FDS

Paris, Université d'été, 3 & 4 juillet 2006

### *Les femmes changeront-elles la politique ?*

Trop longtemps, les femmes ont été écartées de la vie politique et le manque de parité au sein de celle-ci en est la conséquence. Pour expliquer le petit nombre de femmes en politique institutionnelle, on invoque généralement les obstacles que les femmes rencontrent et qui seraient incompatibles avec l'action politique, par la notion de « manque ». Par exemple, le manque de temps lié aux obligations familiales alors que l'on fait de moins en moins d'enfants ; le manque d'intérêt alors qu'en dehors de la politique institutionnelle les femmes sont massivement présentes et actives, notamment dans le mouvement des femmes et ce mouvement est une force réelle dans le changement social.

Lionel JOSPIN, par la loi du 6 juin 2000 relative à « l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électoraux et fonctions électives » voulait une révolution culturelle. Cette initiative a permis aux femmes d'ouvrir une brèche dans un domaine réservé, jusque là, presque exclusivement à la gente masculine. Nous étions malheureusement nombreuses à espérer une salutaire rénovation de notre politique. Si les élections municipales de 2001 ont permis une indéniable féminisation, il faut constater, pourtant, que de nombreuses femmes têtes de liste ne sont pas devenues maires et que les conseils municipaux aiment à les cantonner dans les tâches sociales, prolongation de leur « nature maternelle ».

L'actualité internationale récente témoigne d'un changement dans la considération des femmes en politique : Ellen JOHNSON SIRLEAF au Libéria, Tarja HALONEN en Finlande, Angéla MERKEL en Allemagne et Michelle BACHELET au Chili viennent d'être élues avec une grande majorité de voix. Les femmes seraient-elles initiatrices d'un nouveau politique ?

Aujourd'hui, le féminisme militant semble avoir muté en un féminisme participatif. Par leur souci plus développé des relations humaines et par leur sensibilité plus prononcée, les femmes apportent un nouveau souffle à la politique. Et ce n'est pas un hasard si les sondages politiques montrent l'influence grandissante des femmes. Il semble que les citoyens aient envie d'une autre manière de gouverner, que les postes de pouvoir, qui rimaient jusqu'alors uniquement avec contrôle ou commandement, s'enrichissent des notions d'engagement et de considération des aspirations humaines.

Malgré cet engouement des citoyens, la France est en retard par rapport aux pays de l'Union Européenne quant à la représentation des femmes en politique. Elle est avant-dernière juste devant la Grèce au classement européen.

Toutefois, il y a des signes intéressants qui se profilent : le pourcentage des femmes élues dans les conseils municipaux progresse et de plus en plus de femmes occupent des postes importants au sein du gouvernement. D'autre part, le nombre de femmes actives en politique ne rend pas compte de la réalité de leur participation ni de leur non-participation.

Les femmes ont par ailleurs le plus grand mal à être désignées candidates de leur parti. Le droit d'être candidate ne leur est pas spontanément reconnu. Les partis politiques continuent de réserver la plupart de leurs circonscriptions aux candidats masculins. L'accès aux femmes à la candidature doit donc aujourd'hui être assuré, afin de faire en sorte qu'hommes et femmes puissent se présenter ensemble et également devant les électeurs.

Malgré ce constat, je crois que la dernière barrière est en passe d'être franchie. La population a aujourd'hui accepté l'idée d'une femme en politique voir même d'une femme à la tête de la présidence de la République. C'est donc au sein même de la classe politique que se situe le dernier obstacle à l'essor des femmes en politique.

Oui, les femmes changeront la politique, car leur présence est un complément nécessaire et un régulateur de la vie politique. Cependant, elles doivent veiller à ne pas adopter certains comportements autoritaires et à ne pas rentrer dans un système formaté, mais plutôt à proposer une nouvelle façon de gouverner. C'est en cela qu'elles pourront se démarquer et durer.

A la ville de Marseille, au sein de ma délégation des Affaires Maritimes, j'ai mis en place cette nouvelle gouvernance. Tous les projets que je dirige se font en concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire (pêcheurs, entreprises, associations, etc.). Ainsi, cette méthode de gestion intégrée du territoire permet de passer d'un principe de réglementation à celui de l'adhésion spontanée, et ainsi de réduire considérablement les conflits d'usage. En mettant en place cette politique, j'ai su me faire accepter dans un milieu à forts enjeux, en particulier pour une ville de la taille de Marseille.

En tant que Présidente de Génération Ecologie, je conclurais en évoquant avec vous le concept de développement durable, et plus précisément le principe 20 issu du sommet de la Terre de 1992, qui précise que « les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement » et que « leur pleine participation est essentielle à la réalisation d'un développement durable ». Cette reconnaissance de l'apport des femmes dans la société doit être suivie de faits ; c'est pourquoi l'implication politique est essentielle.

La femme politique, par sa capacité à insuffler cet humanisme qui fait défaut chez nos politiques actuels, aura un rôle majeur à jouer dans la mise en œuvre d'une nouvelle vision politique, autrement dit, d'une nouvelle gouvernance.